



17 JUN 1966

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 4 juin 1966

Quebec, Saturday, June 4, 1966

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publié le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Québec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes**Les amis des scouts de Baie-Comeau**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: René Comeau, journaliste, 166, Laval, Baie-Comeau, Léopold Hubert, constable, 58 avenue Ramsay, Baie-Comeau, Mme Clément Forest, ménagère, épouse séparée de biens de Clément Forest, 62, Roberval, Baie-Comeau, Jean Jourdain, contremaitre, 36, Père Arnaud, Baie-Comeau, et Paul-J. Poirier, gérant de la ville de Baie-Comeau, 33, Mance, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Favoriser les mouvements de jeunesse, des scouts (guides, louveteaux) à tout point de vue, tant matériel qu'intellectuel et moral, sous le nom de « Les amis des scouts de Baie-Comeau ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1450-66

Amos Automobile Accommodation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Gagnon, garagiste, Claude McGuire, gérant, Paul Doré, contrôleur, Paul-Olivia Gagnon, surveillant, et Normand Lavallée, comptable, tous cinq d'Amos, pour les objets suivants:

Letters Patent**Les amis des scouts de Baie-Comeau**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: René Comeau, labourer, 166 Laval, Baie-Comeau, Léopold Hubert, constable, 58 Ramsay Avenue, Baie-Comeau, Mrs. Clément Forest, housewife, wife separate as to property of Clément Forest, 62 Roberval, Baie-Comeau, Jean Jourdain, foreman, 36 Père Arnaud, Baie-Comeau, and Paul-J. Poirier, manager of the town of Baie-Comeau, 33 Mance, Baie-Comeau, for the following purposes:

To encourage youth movements, scouts (guides, cubs) in every point of view, materially as well as morally and intellectually, under the name of "Les amis des scouts de Baie-Comeau".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovables which the corporation may acquire and possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1450-66

Amos Automobile Accommodation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Gagnon, garageman, Claude McGuire, manager, Paul Doré, comptroller, Paul-Olivia Gagnon, supervisor, and Normand Lavallée, accountant, all five of Amos, for the following purposes:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Amos Automobile Accommodation Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1412-66

Arc Painting Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1966, constituant en corporation: Viviane Mc Carrick, 463, rue Bourassa, Camille Maltais, 530, rue Scott, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Lucette Dubeau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Bertrand Gravel, 126, rue Roussel, toutes trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peintures, polis et enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques, sous le nom de « Arc Painting Limited », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 70, rue Sacré-Coeur, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1229-66

Asbestex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: George B. Keightley, vendeur, Sandra M. Keightley, ménagère, épouse séparée de biens dudit George B. Keightley, tous deux de 336, Parkwood Circle, Dorval, et Morris Chaikelson, avocat, 5162, avenue Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'amiante et de toutes sortes de minéraux, sous le nom de « Asbestex Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, carré Phillips, suite 505, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1637-66

Association des employés non-enseignants de l'Université de Montréal, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Huguette Dalpé, technicienne, fille majeure, 8194, rue Gaspé, Claire Lavoie, commis de magasin dentaire, fille majeure, 1485, rue Bernard, app. 1, Gisèle Hardy, chef de service, fille majeure, 6583, rue Christophe-Colomb, app. 2, Marguerite Lavoie, assistante dentaire, fille

To carry on business desling in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Amos Automobile Accommodation Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1412-66

Arc Painting Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Viviane Mc Carrick, 463 Bourassa Street, Camille Maltais, 530 Scott Street, both secretaries, filles majeures, and Lucette Dubeau, secretary, wife contractually separate as to property of Bertrand Gravel, 126 Roussel Street, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on the business of paints, polishes and coatings, colouring coatings, colours, varnishes, lacquer, chemical products, under the name of "Arc Painting Limited", with a capital stock divided into 100 common shares of no nominal value and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 70 Sacré-Coeur Street, Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1229-66

Asbestex Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George B. Keightley, salesman, Sandra M. Keightley, housewife, wife separate as to property of the said George B. Keightley, both of 336 Parkwood Circle, Dorval, and Morris Chaikelson, advocate, 5162 Isabella Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in asbestos and all kinds of minerals, under the name of "Asbestex Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1255 Phillips Square, Suite 505, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1673-66

Association des employés non-enseignants de l'Université de Montréal, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Huguette Dalpé, technician, fille majeure, 8194 Gaspé St., Claire Lavoie, dental store clerk, fille majeure, 1485 Bernard St., Apt. 1, Gisèle Hardy, departmental head, fille majeure, 6583 Christophe-Colomb St., Apt. 2, Marguerite Lavoie, dental assistant, fille ma-

majeure, 3406, rue Northcliffe, Jeannine Bourk, secrétaire, fille majeure, 3032, avenue Maplewood, Hélène Chauveau, secrétaire, épouse de Marc Chauveau, 3525, rue Swail, app. 15, Jean-Louis Lepage, électricien, 8940, rue Foucher, Michel Bacquet, technicien, 5955, boulevard Pie IX, Paul-Émile Ouellet, acheteur, 1581, rue Champlain, Joseph Paré, embaumeur-technicien, 3201, avenue Maplewood, Jean Vernier, adjoint administratif, 5582, avenue Decelles, app. 6, tous onze de Montréal, Gérard Giguère, chef de service, 40, Côte-Saint-Charles, St-Roch-de-l'Achigan, Irène Ducharme, commis, fille majeure, 289, rue Toulon, Roch Desrochers, ingénieur, 72, rue Paul-Comtois, tous deux de Laval, et Renée Contant, archiviste, fille majeure, 97, rue Gardenville, Longueuil, pour les objets suivants:

Groupier en association les employés non-enseignants de l'Université de Montréal, sous le nom de « Association des employés non-enseignants de l'Université de Montréal, inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1782-66

Atlas asphalte (1966) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: J.-Roch St-Germain, avocat, 35, Franklin, Mont-Royal, Claire Burns, secrétaire, fille majeure, 4464, Chambord, Montréal, et Réal Marcoux, avocat, 460 Champagneur, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Atlas asphalte (1966) inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1665-66

Auberge Danville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Florent Beaudouin, courtier, 6850, boulevard Pie IX, Montréal, Bernard Beaudouin, agent, 5180, rue St-Zotique est, Montréal, et Roger Héту, professeur, 3910, rue Bellechasse, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Auberge Danville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Danville, comté de Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1702-66

jeure, 3406 Northcliffe St., Jeannine Bourk, secretary, fille majeure, 3032 Maplewood Ave., Hélène Chauveau, secretary, wife of Marc Chauveau, 3525 Swail St., Apt. 15, Jean-Louis Lepage, electrician, 8940 Foucher St., Michel Bacquet, technician, 5955 Pie IX Blvd., Paul-Émile Ouellet, buyer, 1581 Champlain St., Joseph Paré, embalmer-technician, 3201 Maplewood Ave., Jean Vernier, assistant administrator, 5582 Decelles Ave., Apt. 6, all eleven of Montreal, Gérard Giguère, departmental head, 40 Côte-Saint-Charles, St-Roch-de-l'Achigan, Irène Ducharme, clerk, fille majeure, 289 Toulon St., Roch Desrochers, engineer, 72 Paul-Comtois St., both of Laval, and Renée Contant, archivist, fille majeure, 97 Gardenville St., Longueuil, for the following purposes:

To group into an association non-teaching employees of the University of Montreal, under the name of "Association des employés non-enseignants de l'Université de Montréal, inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1782-66

Atlas asphalte (1966) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Roch St-Germain, lawyer, 35 Franklin, Mont-Royal, Claire Burns, secretary, fille majeure, 4464 Chambord, Montreal, and Réal Marcoux, lawyer, 460 Champagneur, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as contractors and general building contractors, under the name of "Atlas asphalte (1966) inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 1,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1665-66

Auberge Danville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florent Beaudouin, broker, 6850 Pie IX Boulevard, Montreal, Bernard Beaudouin, agent, 5180 St-Zotique Street East, Montreal, and Roger Héту, professor, 3910 Bellechasse Street, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Auberge Danville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Danville, county of Richmond, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1702-66

Berjen inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Cayer, gérant de production, Gaëtan Cayer, assistant-secrétaire, tous deux de 379, Carré DuGué, et Bertrand D'Amours, commis, 1, rue Joly, tous trois de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Berjen inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 479, Carré DuGué, Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1680-66

J. L. Blouin Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1966, constituant en corporation: J.-Lorenzo Blouin, commerçant, 404, Lafontaine, Elphège Dubé, comptable, 94, Lafontaine, et Philippe Lagacé, comptable, 98, Fraserville, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire le commerce de robes et autres vêtements pour dames, sous le nom de « J. L. Blouin Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1651-66

R. Boudreault et fils assurances inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Russel Boudreault, courtier d'assurance, Yvette Aubé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Russel Boudreault, tous deux de 297, chemin de la Lorraine, et Orlando Perfetti, manufacturier, 293, chemin de la Lorraine, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « R. Boudreault et fils assurances inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 297, chemin de la Lorraine, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1589-66

La Boutique aux cadeaux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Micheline Jacques, 20, rue Desjardins, Lévis, Huguette Caron, 443, rue Dollard, Québec, toutes deux secrétaires,

Berjen inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Cayer, production manager, Gaëtan Cayer, assistant-secretary, both of 379 Carré DuGué, and Bertrand D'Amours, clerk, 1 Joly Street, all three of Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Berjen inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 479 Carré DuGué, Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1680-66

J. L. Blouin Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Lorenzo Blouin, trader, 404 Lafontaine, Elphège Dubé, accountant, 94 Lafontaine, and Philippe Lagacé, accountant, 98 Fraserville, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business dealing in dresses and other wearing apparel for women, under the name of "J. L. Blouin Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1651-66

R. Boudreault et fils assurances inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Russel Boudreault, insurance broker, Yvette Aubé, housewife, wife separate as to property of the said Russel Boudreault, both of 297 de la Lorraine Road, and Orlando Perfetti, manufacturer, 293 de la Lorraine Road, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "R. Boudreault et fils assurances inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 297 de la Lorraine Road, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1589-66

La Boutique aux cadeaux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Jacques, 20 Desjardins St., Lévis, Huguette Caron, 443 Dollard St., Québec, both secretaries, spinsters of the full age of

filles majeures, et Gilles Demers, notaire, 8, Grondin, Lévis, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, articles en bois et cadeaux de toutes sortes, sous le nom de « La Boutique aux cadeaux inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 50 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, rue St-Henri, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1718-66

Boutique Dejen-Del inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Denyse Legault, secrétaire, fille majeure, 6707, boulevard Pie IX, Montréal, Jean Des Lauriers, administrateur, 2545, Sheppard, Montréal, et J.-Bernard Benoit, directeur de funérailles, 2100, Fullum, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Boutique Dejen-Del inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 435, rue Laurier est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1225-66

Buanderie Claire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1966, constituant en corporation: Roland Dagneau, employé de chemins de fer nationaux, Jacqueline Garon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Dagneau, tous deux de 1221, Charles-Huot, et Benoit Bérubé, employé de la cité de Sillery, 2461, rue Grenon, tous trois de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de buanderie automatique, sous le nom de « Buanderie Claire inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1221, Charles-Huot, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1925-66

Murray Calder Graphic Design Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Murray Calder, artiste commercial, 47, Pointe-Claire, Pointe-Claire, George C. Morrison, comptable, 62, avenue Lagacé, Dorval, et Thomas Mantle, commis, 251, Wright Crescent, Dorval, pour les objets suivants:

majority, and Gilles Demers, notary, 8 Grondin, Lévis, for the following purposes:

To carry on business dealing in toys, furnishings, hardware, wooden articles and all kinds of gifts, under the name of "La Boutique aux cadeaux inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$100 each and 50 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at St-Henri St., Lévis, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1718-66

Boutique Dejen-Del inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denyse Legault, secretary, fille majeure, 6707 Pie IX Blvd., Montreal, Jean Des Lauriers, administrator, 2545 Sheppard, Montreal, and J.-Bernard Benoit, funeral director, 2100 Fullum, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watch makers and in other similar trades, under the name of "Boutique Dejen-Del inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 435 Laurier St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1225-66

Buanderie Claire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Dagneau, employee of national railways, Jacqueline Garon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roland Dagneau, both of 1221 Charles-Huot, and Benoit Bérubé, employee of the city of Sillery, 2461 Grenon St., all three of Sillery, for the following purposes:

To carry on business operating automatic laundries, under the name of "Buanderie Claire inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1221 Charles-Huot, Sillery, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1925-66

Murray Calder Graphic Design Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Calder, commercial artist, 47 Pointe-Claire, Pointe-Claire, George C. Morrison, accountant, 62 Lagacé Avenue, Dorval, and Thomas Mantle, clerk, 251 Wright Crescent, Dorval, for the following purposes:

Exercer le commerce d'imprimeurs, peintres, décorateurs, dessinateurs et afficheurs en ce qui regarde l'art commercial, sous le nom de « Murray Calder Graphic Design Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à l'édifice Sun Life, suite 2001, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1624-66

Cantin & frère (Hauterive) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Roger Cantin, marchand, Sylvio Cantin, entrepreneur, Georges St-Laurent, vendeur, et Georges DesJardins, comptable, tous quatre de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Cantin & frère (Hauterive) inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 7,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 4,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 950-66

André Casabon Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Casabon, électricien, 787, 1re Rue, Jacques Charbonneau, 838, 3e Avenue, et Marcel Des Rochers, 33, rue Montcalm, ces deux derniers comptables, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « André Casabon Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1421-66

**Centre audio vocal «Aurelle» Itée
«Aurelle» Audio Vocal Centre Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Earl H. Drymer, 5045, Borden, Theodore H. Shapiro, 5175, chemin Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 175 ouest, rue Sherbrooke, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste dans l'éducation, la ré-éducation et la réhabilitation de la diction et du langage, sous le nom de « Centre

To carry on the businesses of printers, painters, decorators, designers and bill-posters in connection with the commercial art business, under the name of "Murray Calder Graphic Design Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Sun Life Building, Suite 2001, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1624-66

Cantin & frère (Hauterive) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Cantin, merchant, Sylvio Cantin, contractor, Georges St-Laurent, salesman, and Georges DesJardins, accountant, all four of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of building materials, under the name of "Cantin & frère (Hauterive) inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each, 7,500 preferred class "A" shares of a nominal value of \$10 each and 4,500 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 950-66

André Casabon Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Casabon, electrician, 787, 1st Street, Jacques Charbonneau, 838, 3rd Avenue, and Marcel Des Rochers, 33 Montcalm Street, the latter two accountants, all three of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "André Casabon Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1421-66

**Centre audio vocal "Aurelle" Itée
"Aurelle" Audio Vocal Centre Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Earl H. Drymer, 5045 Borden, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte-St-Luc Road, both advocates, and Claudine Proutat, secretary, fille majeure, 175 Sherbrooke Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of speech and language education, re-education and rehabilitation, under the name of "Centre audio vocal

audio vocal « Aurelle » Itée — « Aurelle » Audio Vocal Centre Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372

1686-66

Cercle Personnalité de Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Beaudoin, courtier, 206, Lomas, Sherbrooke, Pierre-E.-T. Beaudry, avocat, 1281, Bradley, Sherbrooke, Lucien Lemay, agent d'assurances, 2490, Bonin, Sherbrooke, et J.-Conrad Vallières, vendeur, 30, Wellington sud, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Cercle Personnalité de Sherbrooke inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

676-66

Certa étanchéité inc. Certa Moisture Proofing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Villeneuve, avocat, 780, boulevard Houde, St-Lambert, Robert Pigeon, avocat, 11250, Ste-Julie, Montréal, et Jacques Clément, avocat, 3508, Marci, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Certa étanchéité inc.—Certa Moisture Proofing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1666-66

Les Chalets de Larouche, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Fournier, comptable, 213, St-Denis, Roland Audet, gérant, 305, Labrecque, Florent Tremblay, employé, 269, Bergeron, Émilien Gagné, employé, 346, Gilbert, Joseph-Ovila Cossette, employé, 146, Coventry, tous cinq d'Arvida, Onésime Savard, professeur, 289, Montfort, Rolland Vaillancourt, employé, 213, St-Luc, Alexandre Lortie, employé, 366, St-François, tous trois de Jonquière, et Adrien Gauthier, employé, 792, Nelson, Kénogami, pour les objets suivants:

«Aurelle» Itée — «Aurelle» Audio Vocal Centre Ltd.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1686-66

Cercle Personnalité de Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Beaudoin, broker, 206 Lomas, Sherbrooke, Pierre-E.-T. Beaudry, advocate, 1281 Bradley, Sherbrooke, Lucien Lemay, insurance agent, 2490 Bonin, Sherbrooke, and J.-Conrad Vallières, salesman, 30 Wellington south, Sherbrooke, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Cercle Personnalité de Sherbrooke inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

676-66

Certa étanchéité inc. Certa Moisture Proofing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Villeneuve, advocate, 780 Houde Boulevard, St-Lambert, Robert Pigeon, advocate, 11250 Ste-Julie, Montreal, and Jacques Clément, advocate, 3508 Marci, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Certa étanchéité inc.—Certa Moisture Proofing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1666-66

Les Chalets de Larouche, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Fournier, accountant, 213 St-Denis, Roland Audet, manager, 305 Labrecque, Florent Tremblay, employee, 269 Bergeron, Émilien Gagné, employee, 346 Gilbert, Joseph-Ovila Cossette, employee, 146 Coventry, all five of Arvida, Onésime Savard, professor, 289 Montfort, Rolland Vaillancourt, employee, 213 St-Luc, Alexandre Lortie, employee, 366 St-François, all three of Jonquière, and Adrien Gauthier, employee, 792 Nelson, Kenogami, for the following purposes:

Grouper en association les propriétaires de résidences d'été de Larouche et les environs, sous le nom de « Les Chalets de Larouche, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000.

Le siège social de la corporation est 213, St-Denis, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

3121-65

Chambly Tool & Heat Treat Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Nicolas Abraham, industriel, Michel Abraham, industriel, tous deux de 10615, Rancourt, et Roger Fortier, comptable, 10578, Grande Allée, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'outils et procédés de traitement par la chaleur, sous le nom de « Chambly Tool & Heat Treat Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1578-66

Chouinard & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1966, constituant en corporation: Marcel Beaudry, Rodrigue Farley, tous deux avocats, et Rhéa Archambault, technicienne, fille majeure, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils et systèmes de chauffage, sous le nom de « Chouinard & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$5 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 421, boulevard Taché, Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1145-66

Cidorge Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1966, constituant en corporation: François Boisclair, avocat, 5789, rue Déom, Montréal, Jean-Louis Lamoureux, avocat, 10485, Jeanne-Mance, Montréal, Yvon Brizard, avocat, 6538, Louis-Hébert, Montréal, Bruno Gilbert, avocat, 5815, Évreux, St-Léonard, et Rhéa Goudreau, secrétaire, fille majeure, 6845, 26e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Cidorge

To group into an association the proprietors of summer homes in Larouche and the surrounding district, under the name of "Les Chalets de Larouche, inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000.

The head office of the corporation is at 213 St-Denis, Arvida, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

3121-65

Chambly Tool & Heat Treat Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicolas Abraham, industrialist, Michel Abraham, industrialist, both of 10615 Rancourt, and Roger Fortier, accountant, 10578 Grande-Allée, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in tools and heat treat process, under the name of "Chambly Tool & Heat Treat Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Chambly, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1578-66

Chouinard & fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marcel Beaudry, Rodrigue Farley, both advocates, and Rhéa Archambault, technician, fille majeure, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of apparatus and heating systems, under the name of "Chouinard & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$5 each and 380 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 421 Taché Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1145-66

Cidorge Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Boisclair, advocate, 5789 Déom St., Montreal, Jean-Louis Lamoureux, advocate, 10485 Jeanne-Mance, Montreal, Yvon Brizard, advocate, 6538 Louis-Hébert, Montreal, Bruno Gilbert, advocate, 5815 Évreux, St-Léonard, and Rhéa Goudreau, secretary, fille majeure, 6845, 26th Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Cidorge

Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 35,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 615, Dorchester ouest, suite 270, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1632-66

Comet Petroleum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Thivierge, avocat, 105, Thackeray, Beaconsfield, Lyse St-Yves, 2715, Sherbrooke, Montréal, et Renée Auger, 534, Trudeau, LaSalle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile brute, de l'essence, du gaz naturel et leurs sous-produits, sous le nom de « Comet Petroleum Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1588-66

Les Constructions Stéphane Itée Stéphane Constructions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Florian Leduc, constructeur, 2235, Marcell, Montréal, Simone Arcand, secrétaire, fille majeure, et Jean-Marc Richer, notaire, ces deux derniers de case postale 449, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Constructions Stéphane Itée — Stéphane Constructions Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1287-66

Corporation de gestion et de placements l'Acadie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Yvon Blain, courtier en immeubles, 12207, James-Morrice, Montréal, Jacques Viger, commis, 4215, DeLaroche, Montréal, et Jean Gagnon, avocat, 715, rue Closse, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Corporation de gestion et de placements l'Acadie inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 35,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 615 Dorchester Blvd. West, suite 270, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1632-66

Comet Petroleum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Thivierge, advocate, 105 Thackeray, Beaconsfield, Lyse St-Yves, 2715 Sherbrooke, Montreal, and Renée Auger, 534 Trudeau, LaSalle, the two latter secretaries, spinster of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business dealing in crude oil, gasoline, natural gas and their by-products, under the name of "Comet Petroleum Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1588-66

Les Constructions Stéphane Itée Stéphane Constructions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florian Leduc, builder, 2235 Marcell, Montreal, Simone Arcand, secretary, fille majeure, and Jean-Marc Richer, notary, the latter two of Post Office Box 449 Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Les Constructions Stéphane Itée — Stéphane Constructions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1287-66

Corporation de gestion et de placements l'Acadie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Blain, real estate agent, 12207 James-Morrice, Montreal, Jacques Viger, clerk, 4215 DeLaroche, Montreal, and Jean Gagnon, lawyer, 715 Closse Street, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Corporation de gestion et de placements l'Acadie inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each and into 600 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 8387, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1690-66

D. G. industries ltée
D. G. Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Paul Mailloux, 3260, Monsabré, Montréal, Pierre Pinard, 2050, de la Régence, St-Bruno-de-Montarville, et Raymond Pagé, 1705, Lépine, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tout article sanitaire, de plomberie, de chauffage, de ventilation, matériel de construction, sous le nom de « D. G. industries ltée — D. G. Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9822, rue Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1504-66

Desko Precision Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1966, constituant en corporation: Benjamin J. Greenberg, avocat, 4211, Grand Boulevard, Montréal, Stephen Goldschleger, avocat, 5758, avenue Glenarden, Côte-St-Luc, et Thérèse Perreault, secrétaire, fille majeure, 10430, André-Jobin, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, équipement, composants pour les travaux de génie et autres produits similaires ou connexes, sous le nom de « Desko Precision Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1617-66

Drug Distributing (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, John Michelin, 5200, avenue Prince de Galles, et Jason Ruby, 2860, avenue Ekers, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de drogue et de médicaments de toutes sortes, sous le nom de « Drug Distributing (Quebec) Ltd. », avec un capital total de \$110,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

The head office of the company is at 8387 St-Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1690-66

D. G. industries ltée
D. G. Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Mailloux, 3260 Monsabré, Montreal, Pierre Pinard, 2050 de la Régence, St-Bruno-de-Montarville, and Raymond Pagé, 1705 Lépine, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in all sanitary articles, articles of plumbing, heating and ventilation, and building materials, under the name of "D. G. industries ltée — D. G. Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9822 Jeanne-Mance St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1504-66

Desko Precision Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benjamin J. Greenberg, advocate, 4211 Grand Boulevard, Montreal, Stephen Goldschleger, advocate, 5758 Glenarden Avenue, Côte-St-Luc, and Thérèse Perreault, secretary, spinster of the legal age of majority, 10430 André-Jobin, Apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To deal in engineering products, engineering equipment, engineering components and other similar or associated products, under the name of "Desko Precision Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1617-66

Drug Distributing (Quebec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, John Michelin, 5200 Prince of Wales Avenue, and Jason Ruby, 2860 Ekers Avenue, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in drugs and medicines of all kinds, under the name of "Drug Distributing (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$50 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1614-66

Dubord Canteen Vending Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, avocat, 515, Westluka, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, avocat, 6085, De Vimy, Montréal, et Aaron Pollack, avocat, 1827, avenue Nord, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'appareils automatiques pour la vente, sous le nom de « Dubord Canteen Vending Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1574-66

Eastern Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: William A. Lyon, comptable agréé, 229, Argyle, W. Warren Lynch, avocat, 1885, Grime, et Lise Brien, secrétaire, célibataire, 118, 5^e Avenue, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à louer des camions et leurs accessoires, sous le nom de « Eastern Leasing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lennoxville, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1678-66

École de coiffure Charles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Charles Hudon, coiffeur, Flore Mailloux, coiffeuse, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles Hudon, tous deux de 387, Laviolette, et Louise Labelle, secrétaire, fille majeure, 286, Lebeau, tous trois de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Établir et diriger une école de coiffure, sous le nom de « École de coiffure Charles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 223, rue St-Georges, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-0 1446-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-0 1614-66

Dubord Canteen Vending Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore Greenbaum, advocate, 615 Westluka, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, advocate, 6085 De Vimy, Montreal, and Aaron Pollack, advocate, 1827 North Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an automatic vending company, under the name of "Dubord Canteen Vending Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-0 1574-66

Eastern Leasing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William A. Lyon, chartered accountant, 229 Argyle, W. Warren Lynch, advocate, 1885 Grime, and Lise Brien, secretary, spinster, 118, 5th Avenue, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of leasing trucks and their accessories, under the name of "Eastern Leasing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Lennoxville, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-0 1678-66

École de coiffure Charles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Hudon, hairdresser, Flore Mailloux, hairdresser, wife contractually separate as to property of the said Charles Hudon, both of 387 Laviolette, and Louise Labelle, secretary, fille majeure, 286 Lebeau, all three of St-Jérôme, for the following purposes:

To establish and direct a hairdressing school, under the name of "École de coiffure Charles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 223 St-Georges St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1446-66

Les Entreprises Jarpo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Lefebvre, Jean-Claude Mercure et Pierre Paquin, tous trois avocats, de 1650, des Laurentides, Laval, pour les objets suivants:

Faire du pavage et exercer le commerce de marchands de pierres, sous le nom de « Les Entreprises Jarpo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1582-66

**Les Entreprises Mador inc.
Mador Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Raymond Martel, vendeur d'automobiles, 3, rue Pelletier, Raymond Doré, surintendant de travaux de construction, 2, rue Langelier, tous deux de Lauzon, et Gilles Demers, notaire, 8, rue Grondin, Lévis, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublement, quincaillerie, du bois et de toute sorte de spécialités, sous le nom de « Les Entreprises Mador inc.—Mador Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, rue Langelier, Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1689-66

Les Entreprises Maurice Cloutier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Maurice Cloutier, commerçant, Claire Mongrain, ménagère, épouse commune en biens dudit Maurice Cloutier, et Lise Cloutier, secrétaire, fille majeure, tous trois de 605, 117e Rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Maurice Cloutier inc. », avec un capital total de \$45,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 904, rue Cascade, Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1365-66

Entreprises Rimac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Les Entreprises Jarpo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, Jean-Claude Mercure and Pierre Paquin, all three lawyers of 1650 des Laurentides, Laval, for the following purposes:

To pave and carry on business as stone merchants, under the name of "Les Entreprises Jarpo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1582-66

**Les Entreprises Mador inc.
Mador Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Martel, automobile salesman, 3 Pelletier St., Raymond Doré, superintendent of construction works, 2 Langelier St., both of Lauzon, and Gilles Demers, notary, 8 Grondin St., Lévis, for the following purposes:

To carry on business dealing in toys, novelties, furniture, hardware, wood and all kinds of specialties, under the name of "Les Entreprises Mador inc.—Mador Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 2 Langelier St., Lauzon, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1689-66

Les Entreprises Maurice Cloutier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Cloutier, trader, Claire Mongrain, housewife, wife common as to property of Maurice Cloutier, and Lise Cloutier, secretary, fille majeure, all three of 605, 117th Street, Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Maurice Cloutier inc.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 904 Cascade Street, Shawinigan, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1365-66

Entreprises Rimac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jacques Lagassé, 245, Heneker, René Lagassé, 605, Ontario, tous deux notaires, et Pierre Légaré, courtier en immeubles, 540, Malouin, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Entreprises Rimac inc. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$50 chacune et en 1,200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1509-66

Epac électrique limitée
Epac Electric Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, 54, avenue Thornhill, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940, avenue Monkland, et Denise-Marie Landry, 5000, avenue Clanranald, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires électriques et électroniques, appareils, dispositifs, articles, composants, combinaisons, mécanismes, équipement, machines, matériaux, pièces et approvisionnements de toutes sortes, sous le nom de « Epac électrique limitée — Epac Electric Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372

1660-66

Erimil Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Lillian Rabinovitch, ménagère, épouse séparée de biens du Dr Israel Shragovitch, 328, Redfern, Benjamin L. Louis, avocat, 551, avenue Roslyn, tous deux de Westmount, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, 3464, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Erimil Investment Corporation », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372

1422-66

Les Fantaisistes Laurentiens inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lagassé, 245 Heneker, René Lagassé, 605 Ontario, both notaries, and Pierre Légaré, real estate broker, 540 Malouin, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Entreprises Rimac inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 100 common shares of \$50 each and 1,200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1509-66

Epac électrique limitée
Epac Electric Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Andrews Grant, advocate, 54 Thornhill Avenue, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940 Monkland Avenue, and Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald Avenue, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in electrical and electronic accessories, apparatus, appliances, articles, components, contrivances, devices, equipment, machines, materials, parts and supplies of all kinds, under the name of "Epac électrique limitée — Epac Electric Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1660-66

Erimil Investment Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lillian Rabinovitch, housewife, wife separate as to property of Dr. Israel Shragovitch, 328 Redfern, Benjamin L. Louis, advocate, 551 Roslyn Avenue, both of Westmount, and Martha Bent, secretary, fille majeure, 3464 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Erimil Investment Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1422-66

Les Fantaisistes Laurentiens inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued

patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Rostand Beauséjour, courtier d'assurance, 423, boulevard Du Domaine, Bruno Martin, gérant de production, 13, rue Perreault, Roger Boivin, gardien de cimetière, 800, rue De Martigny, Marcel Aubin, vendeur, route rurale No 2, Dr Henri Tremblay, chirurgien-dentiste, 482, boulevard Du Domaine, Frère Isidore Fortin, i.c., École Monseigneur-Frenette, 123, Marie-Victorin, Henri Dupras, rentier, 430, rue St-Georges, Dr Alfred Cherrier, médecin, vétérinaire, 466, rue St-Georges, Maurice Dupras, courtiers d'assurance, 444, rue Labelle, Fernand Lauzon, inspecteur des hôtelleries, 85, rue Giraldeau, et Claude Wilson, boulanger, 206, rue Gauthier, tous onze de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir la formation musicale, l'éducation physique particulièrement chez les jeunes d'âge scolaire, sous le nom de « Les Fantaisistes Laurentiens inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

109-66

Fauno inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Céline Trudeau et Jeanne Glushik, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de « Fauno inc. », avec un capital total de \$503,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville Marie, Suite 1536, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-p

1643-66

Fenêtres Forêt Blanche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Marcel Forest, entrepreneur, Thérèse Grégoire, ménagère, épouse commune en biens dudit Marcel Forest, tous deux de 1046, Manseau, Joliette, Jean-Paul Blanchard, vendeur, Marguerite Moreau, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean-Paul Blanchard, ces deux derniers de 65, Guy, Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fenêtres, de vitre, de peinture et de matériaux de construction, sous le nom de « Fenêtres Forêt Blanche inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rostand Beauséjour, insurance broker, 423 Du Domaine Blvd., Bruno Martin, production manager, 13 Perreault St., Roger Boivin, cemetery watchman, 800 De Martigny St., Marcel Aubin, salesman, rural route No. 2, Dr. Henri Tremblay, dental surgeon, 482 Du Domaine Blvd., Brother Isidore Fortin, i.c., Monseigneur-Frenette School, 123 Marie-Victorin, Henri Dupras, annuitant, 430 St-Georges St., Dr. Alfred Cherrier, veterinary doctor, 466 St-Georges St., Maurice Dupras, insurance broker, 444 Labelle St., Fernand Lauzon, hotel inspector, 85 Giraldeau St., and Claude Wilson, baker, 206 Gauthier St., all eleven of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To encourage and promote musical training, physical education especially among the young of school age, under the name of "Les Fantaisistes Laurentiens inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

109-66

Fauno inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, lawyer, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Céline Trudeau and Jeanne Glushik, the latter two secretaries, filles majeures of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, under the name of "Fauno inc.", with a total capital stock of \$503,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 5,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, suite 1536 Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1643-66

Fenêtres Forêt Blanche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Forest, contractor. Thérèse Grégoire, housewife, wife common as to property of the said Marcel Forest, both of 1046 Manseau, Joliette, Jean-Paul Blanchard, salesman, Marguerite Moreau, housewife, wife common as to property of the said Jean-Paul Blanchard, the latter two of 65 Guy, Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

To carry on the business of windows, glass, paint and building materials, under the name of "Fenêtres Forêt Blanche inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 1046, Manseau, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1459-66

Ferland & Dufour Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean-Louis Lacroix, conseiller en placements, Marcel-Marie Dufour, électricien-plombier, et Joseph Ferland, maître-électricien, tous trois de St-Jérôme, comté de Lac-St-Jean-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Ferland & Dufour Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, comté de Lac-St-Jean-Est, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1268-66

Fleur de Lys Motor Sales Ltd.

Vendeurs d'automobiles Fleur de Lys Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, 4625, avenue Miller, Montréal, Conrad Shatner, avocat, 4725, avenue Fulton, Montréal, Irving Adessky, avocat, 56, Heath Road, Hampstead, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, avenue MacDonald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, camions, pièces de moteurs, aéronefs, moteurs d'avions, bateaux à moteur, appareils de radio, réfrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes et accessoires, sous le nom de « Fleur de Lys Motor Sales Ltd. — Vendeurs d'automobiles Fleur de Lys Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1687-66

La Fondation Georges Perras

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Perras, p.s.s., professeur, 3880, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Robert Picard, s.j., professeur, 3200, chemin Côte-Ste-Catherine, Montréal, et Monseigneur Pierre Decary, p.d., professeur, Université de Montréal, 1895, rue de l'Église, St-Laurent, pour les objets suivants:

Fonder, maintenir et administrer en la cité de Montréal ou ailleurs dans la province une organisation de recherches, d'études et de perfectionnement en éducation ou dans les sciences ou techniques de l'éducation, sous le nom de « La Fondation Georges Perras ».

The head office of the company is at 1046 Manseau, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1459-66

Ferland & Dufour Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Lacroix, investment consultant, Marcel-Marie Dufour, electrician-plumber, and Joseph Ferland, master electrician, all three of St-Jérôme, county of Lake St. John East, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Ferland & Dufour Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, county of Lake St. John East, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1268-66

Fleur de Lys Motor Sales Ltd.

Vendeurs d'automobiles Fleur de Lys Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Blank, advocate, 4625 Miller Avenue, Montreal, Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton Avenue, Montreal, Irving Adessky, advocate, 56 Heath Road, Hampstead, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 MacDonald Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor cars, motor trucks, motor parts, aircraft, aircraft motors, motor boats, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories, under the name of "Fleur de Lys Motor Sales Ltd. — Vendeurs d'automobiles Fleur de Lys Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1687-66

La Fondation Georges Perras

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges Perras, p.s.s., professor, 3880 Côte-des-Neiges Road, Montreal, Robert Picard, s.j., professor, 3200 Côte-Ste-Catherine Road, Montreal, and Monseigneur Pierre Decary, p.d., professor, University of Montreal, 1895 Church St., St-Laurent, for the following purposes:

To found, maintain and administer in the City of Montreal or elsewhere in the Province, a research, study and improvement organization in education or in the sciences and techniques of education, under the name of "La Fondation Georges Perras".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$750,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 614-66

Garderie Bon-Air inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Rousseau, fabricant de beurre, Claude Tremblay, menuisier, et Dr Paul Coulombe, médecin, tous trois de St-Cyprien, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et développer une oeuvre en faveur des enfants handicapés, débiles mentaux, sous le nom de « Garderie Bon-Air inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à St-Cyprien, comté de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1484-66

Raymond Génois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Raymond Génois, industriel, Geneviève Lévesque, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond Génois, tous deux de 1243, rue Maine, Orsainville, et Claude Génois, comptable, 656, La Suète, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de « Raymond Génois inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1243, rue Maine, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 430-66

Gevry Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Armand Bélanger, industriel, Laurette Lambert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Bélanger, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 103, rue Despot, Hector Messier, comptable, 386, rue Eastern, tous trois de Waterloo, et Denise Granger Larocque, commerçante, épouse contractuellement séparée de biens de Guy Fréchette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 175, rue Dieppe, Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Gevry Transport Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$750,000.

The head office of the corporation is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 614-66

Garderie Bon-Air inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Charles Rousseau, butter manufacturer, Claude Tremblay, carpenter, and Dr. Paul Coulombe, physician, all three of St-Cyprien, for the following purposes:

To organize, maintain and develop works in favor of handicapped and mentally weak children, under the name of "Garderie Bon-Air inc."

The amount to which is limited the annual revenue of the immovables which the corporation may acquire and possess is \$200,000.

The head office of the corporation is at St-Cyprien, county of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1484-66

Raymond Génois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Génois, industrialist, Geneviève Lévesque, housewife, wife contractually separate as to property of said Raymond Génois, both of 1243 Maine Street, Orsainville, and Claude Génois, accountant, 656 La Suète, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Raymond Génois inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 1243 Maine Street, Orsainville, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 430-66

Gevry Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Bélanger, industrialist, Laurette Lambert, housewife, wife contractually separate as to property of Armand Bélanger, and duly authorized by him for the presents, both of 103 Despot Street, Hector Messier, accountant, 386 Eastern Street, all three of Waterloo, and Denise Granger Larocque, trader, wife contractually separate as to property of Guy Fréchette, and duly authorized by him for the presents, 175 Dieppe Street, Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Gevry Transport Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1658-66

Globus Florescent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Eduard Schacter, entrepreneur en entretien, 4785, Bouchette, Philip Shaposnick, avocat, 5485, Coolbrook, David Goldenblatt, avocat, 6825, Somerled, tous trois de Montréal, et Gary Moscovitz, avocat, 260, St-Aubin, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fixtures et accessoires d'éclairage, sous le nom de « Globus Florescent Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1441-66

Greenhoff Ladies Ready To Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluke, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, avocat, 6085, De Vimy, Montreal, Aaron Pollack, avocat, 1827, avenue Nord, Montréal, et Charles Brownstein, avocat, 6612, chemin Nice, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres et descriptions d'articles vestimentaires pour dames, sous le nom de « Greenhoff Ladies Ready To Wear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1644-66

H. Hamburg & Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Herman Hamburg, agent d'achats, Zynaida Hamburg, ménagère, épouse séparée de biens dudit Herman Hamburg, et Vera Bernstein, ménagère, épouse séparée de biens de Marvin Bernstein, tous trois de 4635, Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de « H. Hamburg & Company Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1654-66

The head office of the company is at Waterloo, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1658-66

Globus Florescent Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eduard Schacter, maintenance contractor, 4785 Bouchette, Philip Shaposnick, advocate, 5485 Coolbrook, David Goldenblatt, advocate, 6825 Somerled, all three of Montreal, and Gary Moscovitz, advocate, 260 St. Aubin, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in lighting fixtures and accessories, under the name of "Globus Florescent Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1441-66

Greenhoff Ladies Ready To Wear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore Greenbaum, advocate, 615 Westluke, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, advocate, 6085 De Vimy, Montreal, Aaron Pollack, advocate, 1827 North Avenue, Montreal, and Charles Brownstein, advocate, 6612 Nice Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in women's apparel of every nature and description, under the name of "Greenhoff Ladies Ready To Wear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1644-66

H. Hamburg & Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Herman Hamburg, purchasing agent, Zynaida Hamburg, housewife, wife separate as to property of the said Herman Hamburg, and Vera Bernstein, housewife, wife separate as to property of Marvin Bernstein, all three of 4635 Clanranald, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals, under the name of "H. Hamburg & Company Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1654-66

Hier Insurance Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Nat Hier, courtier en assurance, 162, chemin Leslie, Dollard-des-Ormeaux, Gary Moscovitz, avocat, 260, St. Aubin, Saint-Laurent, et Donald W. Seal, avocat, 371, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Hier Insurance Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5497A, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1500-66

Les Immeubles Mobelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, avocat, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, 942, avenue Pothier, Brossard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Les Immeubles Mobelle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, carré Phillips, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1670-66

Les Immeubles Remard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jacques Marquis, avocat, 1305, Pelletier, Sillery, Marc Jessop, avocat, 2748, boulevard Liégeois, Ste-Foy, et Jean-Claude Dominique, comptable, 646, Père-Grenier, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en immeubles, sous le nom de « Les Immeubles Remard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1559-66

**Industrial Time Recorders Ltd.
Horloges enregistreuses industrielles Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1966,

Hier Insurance Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nat Hier, insurance broker, 162 Leslie Road, Dollard-des-Ormeaux, Gary Moscovitz, attorney, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, and Donald W. Seal, attorney, 371 Alexis-Nihon, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Hier Insurance Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5497A Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1500-66

Les Immeubles Mobelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, 942 Pothier Avenue, Brossard, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Immeubles Mobelle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1255 Phillips Square, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1670-66

Les Immeubles Remard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Marquis, advocate, 1305 Pelletier, Sillery, Marc Jessop, advocate, 2748 Liégeois Blvd., Ste-Foy, and Jean-Claude Dominique, accountant, 646 Père-Grenier, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers, under the name of "Les Immeubles Remard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1559-66

**Industrial Time Recorders Ltd.
Horloges enregistreuses industrielles Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: William Tetley, 112, avenue Cornwall, Richard John Forrest Bowie, 1280, boulevard Laird, tous deux avocats, de Mont Royal, et Marguerite Gravel, secrétaire, fille majeure, 1418, rue Joliette, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'outillage d'horlogerie, sous le nom de « Industrial Time Recorders Ltd.—Horloges enregistreuses industrielles ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372

1417-66

Institut des techniques des associations incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Létourneau, directeur général (Chambre de Commerce), 7494, rue Stuart, Montréal, Yvon Sirois, directeur général-adjoint (Chambre de Commerce), 5037, Bel Air Drive, Montréal, Bernard Dussault, directeur, 6360, 43^e Avenue, Montréal, et Irving Gaul, avocat, 3935, boulevard St-Joseph, app. 8, Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et dispenser des cours en administration d'associations à l'intention des différents corps intermédiaires de la province de Québec, sous le nom de « Institut des techniques des associations incorporée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est 1321, boulevard St-Joseph est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1143-66

K. & L. Plumbing Services Inc. Service de plomberie K. & L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Joseph Mendelson, avocat, 5622, Jellieco, Jack Rudner, avocat et conseil en Loi de la reine, 5723, Melling, tous deux de Côte-St-Luc, Martin Gross, avocat, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Sylvia Ruffell, secrétaire, célibataire, 3871, Martial, app. 5, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « K. & L. Plumbing Services Inc. — Service de plomberie K. & L. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372

1564-66

rating: William Tetley, 112 Cornwall Avenue, Richard John Forrest Bowie, 1280 Laird Boulevard, both advocates, of Mount Royal, and Marguerite Gravel, secretary, spinster of the full age of majority, 1418 Joliette Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in time equipment, under the name of "Industrial Time Recorders Ltd.—Horloges enregistreuses industrielles ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 4,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1417-66

Institut des techniques des associations incorporée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Létourneau, general director (Chambre de Commerce), 7494 Stuart St., Montreal, Yvon Sirois, assistant general director (Chambre de Commerce), 5037 Bel Air Drive, Montreal, Bernard Dussault, director, 6360, 43rd Ave., Montreal, and Irving Gaul, advocate, 3935 St-Joseph Blvd., Apt. 8, Montreal, for the following purposes:

To organize and give courses in administration of associations for the sake of various intermediary corps in the Province of Quebec, under the name of "Institut des techniques des associations incorporée".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at 1321 St-Joseph Blvd. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1143-66

K. & L. Plumbing Services Inc. Service de plomberie K. & L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, advocate, 5622 Jellieco, Jack Rudner, advocate and Queen's Counsel, 5723 Melling, both Côte-St-Luc, Martin Gross, advocate, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Sylvia Ruffell, secretary, spinster, 3871 Martial, Apt. 5, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "K. & L. Plumbing Services Inc. — Service de plomberie K. & L. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1564-66

Keith Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 56, Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, avocate, célibataire, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Keith Holding Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1645-66

Key Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, avocat, 1110, ouest, rue Sherbrooke, et Dora Ruscica, secrétaire, célibataire, 4403, avenue D'Orléans, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cosmétiques et parfums de toute description, sous le nom de « Key Distributors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 14, 45^e Rue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1616-66

Andrew Koenig Importing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Aaron Pollack, avocat, 1827, avenue North, Baruch Pollack, avocat, 6085, De Vimy, et Andrew Koenig, marchand, 1400 ouest, avenue des Pins, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise faits en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles et leurs sous-produits, sous le nom de « Andrew Koenig Importing Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées, catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1646-66

Keith Holding Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, and Dionysia Zerbisias, advocate, spinster, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Keith Holding Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1645-66

Key Distributors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker, advocate, 1110 Sherbrooke Street West, and Dora Ruscica, secretary, spinster, 4403 d'Orléans Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in cosmetics and perfumes of any description, under the name of "Key Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 14, 45th Street, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1616-66

Andrew Koenig Importing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aaron Pollack, advocate, 1827 North Avenue, Baruch Pollack, advocate, 6085 De Vimy, and Andrew Koenig, merchant, 1400 Pine Avenue West, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made in whole or in part of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles and by-products thereof, under the name of "Andrew Koenig Importing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 3,600 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1646-66

Lacma Moto Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Fabienne Potvin, journaliste, fille majeure, St-Bruno, comté de Lac-St-Jean-Est, Roger Lachman, commerçant, 106, rue Powell, Denise Gagné, 44, rue Scott, Louise Gagné, 62, rue Bergeron, toutes deux secrétaires, filles majeures, Gaëtan Vallée, magasinier, 410, rue Price, Michel Girard, 315, rue Sacré-Coeur, Roger Larouche, 41, rue Bergeron, tous deux journaliers, et Bertrand Fortin, mécanicien, rue Du Pont, tous sept d'Alma, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif et promouvoir en particulier le sport du motocycliste, sous le nom de « Lacma Moto Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est 44, rue Scott, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1758-66

Lapointe marine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Marc Gravel, professeur, Denyse Boudreault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marc Gravel, tous deux de 307, Angers, Jonquière, et Jean Fortin, comptable agréé, 117, Taschereau, Kénogami, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, autos-neige, tondeuses, moteurs de chaloupes, chaloupes et tous autres accessoires de marine ou de sport, sous le nom de « Lapointe marine inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 307, Angers, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1016-66

LaSalle Body Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Madeleine Bernier, 569, rue Fraser, Laurette Hudon, 103, rue Ste-Anne, toutes deux secrétaires, et Pauline Davignon, comptable, 475, rue des Lilas est, toutes trois filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « LaSalle Body Shop Inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Haute-rive, district judiciaire de Haute-rive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1393-66

Lacma Moto Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Fabienne Potvin, charwoman, fille majeure, St-Bruno, county of Lake St. John East, Roger Lachman, trader, 106 Powell St., Denise Gagné, 44 Scott St., Louise Gagné, 62 Bergeron St., both secretaries, spinsters of the full age of majority, Gaëtan Vallée, store-keeper, 410 Price St., Michel Girard, 315 Sacré-Coeur St., Roger Larouche, 41 Bergeron St., both labourers, and Bertrand Fortin, mechanic, Du Pont St., all seven of Alma, for the following purposes:

To form and direct a sports club, and to promote in particular the sport of motorcycling, under the name of "Lacma Moto Club Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at 44 Scott St., Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1758-66

Lapointe marine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Gravel, professor, Denyse Boudreault, housewife, wife separate as to property of the said Marc Gravel, both of 307 Angers, Jonquière, and Jean Fortin, chartered accountant, 117 Taschereau, Kénogami, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, snow-mobiles, lawn-mowers, motors for launches, launches and all other marine or sports accessories, under the name of "Lapointe marine inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 307 Angers, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1016-66

LaSalle Body Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Madeleine Bernier, 569 Fraser St., Laurette Hudon, 103 Ste-Anne St., both secretaries, and Pauline Davignon, accountant, 475 des Lilas St. East, all three spinsters of the full age of majority, of Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "LaSalle Body Shop Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Haute-rive, judicial district of Haute-rive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1393-66

J. A. Lemire automobile Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1966, constituant en corporation: J. A. Lemire, homme d'affaires, Marguerite Bellemare, ménagère, épouse séparée de biens dudit J. A. Lemire, et Jean Lemire, homme d'affaires, tous trois de 6261, 27e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « J. A. Lemire automobile Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1101-66

J. A. Lemire automobile Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J. A. Lemire, businessman, Marguerite Bellemare, housewife, wife separate as to property of the said J. A. Lemire, and Jean Lemire, businessman, all three of 6261, 27th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles and to act as garage keepers, under the name of "J. A. Lemire automobile Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Verchères, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1101-66

T. J. Lessard (Équipement de bureau) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Thomas-J. Lessard, marchand, Marcelle Bizier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Thomas-J. Lessard, et Claire Bizier, secrétaire, fille majeure, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de reproduction sonore, ameublements, machines et articles de bureaux en général, sous le nom de « T. J. Lessard (Équipement de bureau) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 236, Notre-Dame sud, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1691-66

T. J. Lessard (Équipement de bureau) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas-J. Lessard, merchant, Marcelle Bizier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Thomas-J. Lessard, and Claire Bizier, secretary, fille majeure, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in apparatus for the reproduction of sound, furniture, machines and office equipment in general, under the name of "T. J. Lessard (Équipement de bureau) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 236 Notre-Dame South, Thetford Mines, judicial district of Megantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1691-66

La Maison des Débardeurs de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Paul Asselin, 4010, Rosemont, app. 2, Adrien Lemoine, 2200, Pierre-Bernard, Jean-Marc St-Onge, 6374, 24e avenue, tous trois officiers syndicaux, Michel Robert, avocat, 5592, Woodbury, tous quatre de Montréal, et Adrien Tremblay, débardeur, 1040, Champagnat, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Maison des Débardeurs de Montréal inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$2 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1436-66

La Maison des Débardeurs de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Asselin, 4010 Rosemont, Apt. 2, Adrien Lemoine, 2200 Pierre-Bernard, Jean-Marc St-Onge, 6374, 24th Ave., all three union officials, Michel Robert, advocate, 5592 Woodbury, all four of Montreal, and Adrien Tremblay, stevedore, 1040 Champagnat, Laval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "La Maison des Débardeurs de Montréal inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 50,000 common shares of \$2 each and 4,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1436-66

Manoir Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat et conseil en Loi de la reine, 17, Normandy, Mount Royal, Solomon Weber, avocat et conseil en Loi de la reine, 1000, Pratt, Outremont, Madeleine Iknejian, secrétaire, fille majeure, 7311, 9^e avenue, St-Michel, et Dorothy Gunston, secrétaire, fille majeure, 1433, Towers, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Manoir Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1514-66

Marché B. Abugov inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860, avenue Ekers, Montréal, et John Michelin, avocat, 5200 avenue Prince de Galles, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'épiciers, bouchers et marchands de provisions dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Marché B. Abugov inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions catégorie « A » de \$10 chacune, 700 actions catégorie « B » de \$10 chacune et 2,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1360-66

Marché Bernier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jacques Tétrault, 460, avenue Wood, Westmount, Jules-O. Duchesneau, 555, Desaulniers, St-Lambert, et Clément Fortin, 1240, boulevard St-Joseph est, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Bernier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 381, rue Celanese, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1606-66

**Marché McCarthy inc.
McCarthy Market Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Manoir Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate and Queen's Counsel, 17 Normandy, Mount Royal, Solomon Weber, advocate and Queen's Counsel, 1000 Pratt, Outremont, Madeleine Iknejian, secretary, fille majeure, 7311, 9th Avenue, St-Michel, and Dorothy Gunston, secretary, fille majeure, 1433 Towers, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, under the name of "Manoir Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1514-66

Marché B. Abugov inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Avenue, Montreal, and John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of grocers, butchers and provisions merchants in all its branches, under the name of "Marché B. Abugov inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 class "A" shares of \$10 each, 700 class "B" shares of \$10 each and 2,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 800 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1360-66

Marché Bernier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Tétrault, 460 Wood Avenue, Westmount, Jules-O. Duchesneau, 555 Desaulniers, St-Lambert, and Clément Fortin, 1240 St-Joseph Boulevard East, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Bernier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 381 Celanese Street, Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15372

1606-66

**Marché McCarthy inc.
McCarthy Market Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Bernard-C. Forest, notaire, 3760, avenue Harvard, Solange Julien, secrétaire, fille majeure, 5306, rue Brodeur, et Guy Lacoste, notaire, 3787, avenue Vendôme, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché McCarthy inc. — McCarthy Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7631, rue Centrale, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1363-66

Marejn Worsted Spinning Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Harriet Shulkin, secrétaire, épouse séparée de biens de Leonard Waghelstein, 4200, Bouchette, app. 28, tous deux de Montréal, et Bernard Robert Benson, avocat, 652, avenue Lansdowne, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à exploiter une filature de laine peignée, sous le nom de « Marejn Worsted Spinning Mills Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1629-66

Matério Plessis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jean Moisan, avocat, Arthabaska, Charles Gentes et Jacques Leclerc, ces deux derniers commerçants, de Plessisville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Matério Plessis inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1437-66

Mégantic Transvision Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Henry Latulippe, député, Lucien Cameron, gérant, Dame Lucien Cameron, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Lucien

25th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard-C. Forest, notary, 3760 Harvard Avenue, Solange Julien, secretary, fille majeure, 5306 Brodeur Street, and Guy Lacoste, notary, 3787 Vendôme Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché McCarthy inc. — McCarthy Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 7631 Centrale Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1363-66

Marejn Worsted Spinning Mills Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Harriet Shulkin, secretary, wife separate as to property of Leonard Waghelstein, 4200 Bouchette, Apt. 28, both of Montreal, and Bernard Robert Benson, advocate, 652 Lansdowne Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of the operation of worsted spinning mills, under the name of "Marejn Worsted Spinning Mills Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1629-66

Matério Plessis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Moisan, lawyer, Arthabaska, Charles Gentes and Jacques Leclerc, the latter two traders of Plessisville, for the following purposes:

To deal in construction material, under the name of "Matério Plessis inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 3,000 preferred class "A" shares of \$10 each and into 600 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at Plessisville, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1437-66

Mégantic Transvision Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry Latulippe, member of parliament, Lucien Cameron, manager, Dame Lucien Cameron, secretary, wife separate as to

Cameron, et Paul-André Latulippe, comptable, tous quatre de Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Exploiter des tours, antennes, appareils et équipements de transmission de télévision par câbles ou autres procédés, sous le nom de « Mégantic Transvision Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac-Mégantic, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1468-66

property of the said Lucien Cameron, and Paul-André Latulippe, accountant, all four of Lake Megantic, for the following purposes:

To operate towers, antennae, apparatus and equipment of television transmission by cable or other proceedings, under the name of "Mégantic Transvision Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lake Megantic, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1468-66

Meubles Bélanger Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Bernard Bélanger, vendeur, Fabienne Bélanger, secrétaire, épouse dudit Bernard Bélanger, tous deux de 136A, La Salle, Baie-Comeau, et Pierre Macret, secrétaire, 749, rue Amédée, Hauterive, pour les objets suivants:

Faire le commerce des meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles Bélanger Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1505-66

Meubles Bélanger Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Bélanger, salesman, Fabienne Bélanger, secretary, wife of said Bernard Bélanger, both of 136A La Salle, Baie-Comeau, and Pierre Macret, secretary, 749 Amédée Street, Hauterive, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Bélanger Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1505-66

Montreal Beavers Football Club Limited Le Club de football Les Castors de Montréal limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Donald B. Wilkie, Roderick B. Blaker, et P.-André Gervais, tous trois avocats, place Ville Marie, suite 3411, Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, gérer, exploiter et administrer une ou des équipes de football, sous le nom de « Montreal Beavers Football Club Limited — Le Club de football Les Castors de Montréal limitée », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372

1536-66

Montreal Beavers Football Club Limited Le Club de football Les Castors de Montréal limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald B. Wilkie, Roderick B. Blaker, and P.-André Gervais, all three advocates, Place Ville Marie, suite 3411, Montreal, for the following purposes:

To organize, manage, operate and administer a football team or teams, under the name of "Montreal Beavers Football Club Limited — Le Club de football Les Castors de Montréal limitée", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1536-66

Musée de l'automobile Itée Museum of the Automobile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, avocat, 2266, chemin Sénéca, Mont-Royal, Pierre-M. Verdy, 546, Bloomfield, et Serge Desrochers, 732, Wilder, ces deux derniers avocats, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom

Musée de l'automobile Itée Museum of the Automobile Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-A. Pouliot, advocate, 2266 Sénéca Road, Mount-Royal, Pierre-M. Verdy, 546 Bloomfield, and Serge Desrochers, 732 Wilder, the two latter advocates, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of

de « Musée de l'automobile Itée — Museum of the Automobile Ltd. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 2,500 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune, 2,500 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 25,000 actions classe « C » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1584-66

Noranda Marine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1966, constituant en corporation: J.-Conrad Ratté, marchand, Hélène Morissette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Conrad Ratté, tous deux de 105, Montcalm, Val-d'Or, et Yvette Drolet, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Bourgeois, 183, avenue LaSalle, Bourlamaque, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement de sport, matériel de camping, scies mécaniques, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Noranda Marine Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 403, chemin Arntfield, Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1593-66

Norseab Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, 54, avenue Thornhill, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940, avenue Mondland, et Denise-Marie Landry, 5000, avenue Clanranald, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Norseab Holdings Inc. », avec un capital total de \$100,000 divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1224, ouest, rue Ste-Catherine, suite 401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1661-66

North Landscaping, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Giuseppe Borsellino, 7144, Iberville, Rosario Gurreri, 7411, Iberville, tous deux paysagistes, et Francesco Mongiovi, entrepreneur, 1922, Villeray east, app. 2, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de jardiniers, artistes paysagistes, horticulteurs, paveurs, et agir com-

« Musée de l'automobile Itée — Museum of the Automobile Ltd. », with a total capital stock of \$300,000, divided into 2,500 class "A" shares of a nominal value of \$10 each, 2,500 class "B" shares of a nominal value of \$10 each and 25,000 class "C" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1584-66

Noranda Marine Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Conrad Ratté, merchant, Hélène Morissette, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Conrad Ratté, both of 105 Montcalm, Val-d'Or, and Yvette Drolet, secretary, wife contractually separate as to property of Roland Bourgeois, 183 LaSalle Ave., Bourlamaque, for the following purposes:

To carry on business dealing in sports and camping equipment, power-saws, their parts and accessories, under the name of "Noranda Marine Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 403 Arntfield Road, Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1593-66

Norseab Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Andrews Grant, advocate, 54 Thornhill Avenue, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940 Monkland Avenue, and Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald Avenue, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Norseab Holdings Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 900 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 1224 St. Catherine Street West, Room 401, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1661-66

North Landscaping, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giuseppe Borsellino, 7144 Iberville, Rosario Gurreri, 7411 Iberville, both landscapers, and Francesco Mongiovi, contractor, 1922 Villeray East, Apt. 2, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of gardeners, landscape artists, horticulturists, pavers, and operate as

me constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « North Landscaping, Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1321-66

Palladium Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en Loi de la reine, 5765, chemin Côte-St-Luc, app. 510, Hampstead, Edward Bernfeld, avocat, 6240, Westbury, Nina Krolik, secrétaire, fille majeure, 5730, Esplanade, tous deux de Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Palladium Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1682-66

Panlaconian Association of Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du Gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Kyriakos Georgakakos, vendeur, 3712, boulevard St-Laurent, Christos Kolivas, éditeur, 5580, rue Hutchison, Peter Prattas, 2375, boulevard Montréal-Toronto, Peter Glerakos, 3553, De Bullion, tous deux restaurateurs, Nick Karitsiotis, homme d'affaires, 5283 Jeanne-Mance, Demetrios Banakos, 763, Bloomfield, app. 7, Antony Pagalos, 5052, avenue du Parc, Demetrios Giannakakis, 7415, Wiseman, Stauros Tsikinis, 3712, boulevard St-Laurent, tous quatre employés de restaurant, P. Vasilakos, étudiant, 41, ouest, avenue des Pins, et P. Paras Kevopoulos, employé d'épicerie, 451, Edward-Charles, app. 43, tous les onze de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir et rendre des services de nature charitable, sous le nom de « Panlaconian Association of Montreal Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est 350 ouest, rue Fairmount, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

925-66

Park Hall Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966,

builders and contractors, under the name of "North Landscaping, Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1321-66

Palladium Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5765 Côte-St-Luc, Road, apt. 510, Hampstead, Edward Bernfeld, advocate, 6240 Westbury, Nina Krolik, secretary, spinster of the full age of majority, 5730 Esplanade, both of Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Palladium Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1682-66

Panlaconian Association of Montreal Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Kyriakos Georgakakos, salesman, 3712 St. Lawrence Boulevard, Christos Kolivas, editor, 5580 Hutchison Street, Peter Prattas, 2375 Montreal-Toronto Boulevard, Peter Glerakos, 3553 De Bullion, both restaurateurs, Nick Karitsiotis, businessman, 5283 Jeanne-Mance, Demetrios Banakos, 763 Bloomfield, apt. 7, Antony Pagalos, 5052 Park Avenue, Demetrios Giannakakis, 7415 Wiseman, Stauros Tsikinis, 3712 St. Lawrence Boulevard, all four restaurant employees, P. Vasilakos, student, 41 Pine Avenue West, and P. Paras Kevopoulos, grocery employee, 451 Edward-Charles, apt. 43, all eleven of Montreal, for the following purposes:

To supply and render services of a charitable nature, under the name of "Panlaconian Association of Montreal Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at 350 Fairmount Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

925-66

Park Hall Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: David Goodman, avocat, 11, chemin Lyncroft, Hampstead, Melvin Rothman, avocat, 638, avenue Roslyn, Westmount, et Nessie Borland, secrétaire, fille majeure, 1850, Lincoln, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Park Hall Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1575-66

**Les Petits Circurs inc.
Little Shoeshine Boys Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Perreault, 4353, avenue Girouard, Normand Duval, 2185, Nicolas-Perrot, tous deux avocats, et Raymonde Lamarche, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 8832, St-Denis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer des kiosques de cirage de chaussures, sous le nom de « Les Petits Circurs inc.—Little Shoeshine Boys Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1684-66

Placements Lucien Larivée Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Lucien Larivée, commerçant, Léontine Bourgeois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien Larivée, tous deux de 2690, Laframboise, St-Hyacinthe, et Odette Larivée, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gilles Allaire, rue Duverger, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Placements Lucien Larivée Itée », avec un capital total de \$800,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 7,700 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2680, rue rue Laframboise, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1556-66

**Les Placements du Nord de
l'Outaouais Itée
Outaouais North Shore Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966,

rating: David Goodman, advocate, 11 Lyncroft Road, Hampstead, Melvin Rothman, advocate, 638 Roslyn Avenue, Westmount, and Nessie Borland, secretary, fille majeure, 1850 Lincoln, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Park Hall Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1575-66

**Les Petits Circurs inc.
Little Shoeshine Boys Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Perreault, 4353 Girouard Avenue, Normand Duval, 2185 Nicolas-Perrot, both lawyers, and Raymonde Lamarche, secretary, fille majeure and using her rights, 8832 St-Denis, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate shoeshine stands, under the name of "Les Petits Circurs inc.—Little Shoeshine Boys Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1684-66

Placements Lucien Larivée Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Larivée, trader, Léontine Bourgeois, housewife, wife contractually separate as to property of said Lucien Larivée, both of 2690 Laframboise, St-Hyacinthe, and Odette Larivée, housewife, wife contractually separate as to property of Gilles Allaire, Duverger, Street, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placement Lucien Larivée Itée", with a total capital stock of \$800,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 7,700 preferred class "A" shares of \$100 each and into 2,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2680 Laframboise Street, St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1556-66

**Les Placements du Nord de
l'Outaouais Itée
Outaouais North Shore Investments Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Mary Shankland, sténographe, fille majeure, Albert Lemay, administrateur, tous deux de 60, rue Front, et Claude Boulanger, avocat, 51, Fréchette, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Les Placements du Nord de l'Outaouais Itée — Outaouais North Shore Investments Ltd. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 3 actions ordinaires de \$100 chacune, 97 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 1,900 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1021-66

Pollack Insurance Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jules Pollack, courtier en assurance, 446, 95e avenue, Laval, Gary Moscovitz, avocat, 260, St-Aubin, Saint-Laurent, et Donald W. Seal, avocat, 371, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Pollack Insurance Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5871, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1613-66

Ponderosa Motors Ltd. Les Automobiles Ponderosa Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Michael Marchand, avocat, 6416, Trans Island, Jules Leavitt, avocat, 4001, Kindersley, et Audrey Sutherland, secrétaire, célibataire, 1641, rue St-Luc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, pièces de moteur, aéronefs, moteurs d'aéronefs, moteur de bateaux, appareils de radio, réfrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes, et accessoires, sous le nom de « Ponderosa Motors Ltd. — Les Automobiles Ponderosa Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 579, boulevard Lafleur, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1470-66

Rageot Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Raymond-G. De-

porating: Mary Shakland, stenographer, fille majeure, Albert Lemay, administrator, both of 60 Front Street, and Claude Boulanger, lawyer, 51 Fréchette, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Les Placements du Nord de l'Outaouais Itée — Outaouais North Shore Investments Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 3 common shares of \$100 each, 97 preferred class "A" shares of \$100 each and into 1,900 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1021-66

Pollack Insurance Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Pollack, insurance broker, 446, 95th Avenue, Laval, Gary Moscovitz, advocate, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, and Donald W. Seal, advocate, 371 Alexis-Nihon, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Pollack Insurance Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5871 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1613-66

Ponderosa Motors Ltd. Les Automobiles Ponderosa Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Marchand, advocate, 6416 Trans Island, Jules Leavitt, advocate, 4001 Kindersley, and Audrey Sutherland, secretary, spinster, 1641 St. Luke Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor cars, motor trucks, motor parts, aircraft, aircraft motors, motor boats, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories, under the name of "Ponderosa Motors Ltd. — Les Automobiles Ponderosa Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 579 Lafleur Boulevard, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1470-66

Rageot Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond-G. Decary lawyer, 5614 Canter.

cary, avocat, 5614, Canterbury, Montréal, Claude-E. Leduc, avocat, 105, Beverley, Mont-Royal, et Jean-Guy, avocat, 5400, de Louisbourg, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Rageot Itée », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 99,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Providence, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1698-66

Restaurant La Madelon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Aurice Lessard, instituteur, 218, St-Patrice, Magog, Alfred Lessard, marchand, 199, O'Brian, et Bernardin Lessard, 376, Main, ces deux derniers de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Madelon inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 3177-65

Restaurant du Parc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Marcel Landry, avocat, 272, Montée Prévert, Beloeil, Claire Parent, secrétaire, fille majeure, 2228, rue Sherbrooke est, Montréal, et Marielle Savard, récep-Parent, secrétaire, fille majeure, 7200, rue Cartier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant du Parc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-Secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1662-66

Romacon (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Louis-Philippe Gagnon, 78, chemin Côte-des-Neiges, Outremont, Eugene Jurisic, 4870, chemin Côte-des-Neiges, app. 709, Montréal, et Joseph Di Clementi, 4300, avenue Western, app. 630, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Romacon

bury, Montreal, Claude-E. Leduc, lawyer, 105 Beverley, Mont-Royal, and Jean Guy, lawyer, 5400 de Louisbourg, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Rageot Itée", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$100 each, 5,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and into 99,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at La Providence, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1698-66

Restaurant La Madelon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aurice Lessard, professor, 218 St-Patrice, Magog, Alfred Lessard, trader, 199 O'Brian, and Bernardin Lessard, 376 Main, the latter two of Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Restaurant La Madelon inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 3177-65

Restaurant du Parc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Landry, lawyer, 272 Montée Prévert, Beloeil, Claire Parent, secretary, fille majeure, 2228 Sherbrooke Street East, Montreal, and Marielle Savard, receptionist, fille majeure, 7200 Cartier Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Restaurant du Parc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Hilaire, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1662-66

Romacon (Quebec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Philippe Gagnon, 78 Côte St. Catherine Road, Outremont, Eugene Jurisic, 4870 Côte-des-Neiges, road, apt. 709, Montreal, and Joseph Di Clementi, 4300 Western Avenue, apt. 630, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Romacon (Quebec)

(Quebec) Inc., avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372

1480-66

Donatien Roy et fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Donatien Roy, homme d'affaires, Louise Roy, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de 449, rue Visitation, et Claude Roy, vendeur, 503, rue Visitation, tous trois de la paroisse de St-Charles-Borromée, pour les objets suivants:

Faire le commerce des marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle, et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Donatien Roy et fils Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est en la paroisse de St-Charles-Borromée, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1650-66

Saint-Constant auto Itée Saint-Constant Auto Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Denis Robillard, garagiste, 1797, rue Papineau, Jacques-Cartier, Jean-Paul Mc Grail, garagiste, et Anita Beaudin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Mc Grail, ces deux derniers de 127, 5^e Avenue, St-Constant, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Saint-Constant auto Itée — Saint-Constant Auto Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Constant, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1428-66

St-Rémi Haulaway Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, 394, de Maricourt, Longueuil, Laurence Côté, secrétaire, fille majeure, 6250, 44^e Avenue, Montréal, et Paul Caron, comptable, St-Constant, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « St-Rémi Haulaway Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Inc., with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of the par value of \$10 each and 350 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1480-66

Donatien Roy et fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donatien Roy, businessman, Louise Roy, secretary, fille majeure, and using her rights, both of 449 Visitation Street, and Claude Roy, salesman, 503 Visitation Street, all three of the parish of St-Charles-Borromée, for the following purposes:

To deal in aluminium, enamelled iron, tinned iron, sheet metal, galvanized metal, sheet metal merchandise and articles and other articles manufactured totally or in part by metal or wood, under the name of "Donatien Roy et fils Itée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at the parish of St-Charles-Borromée, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1650-66

Saint-Constant auto Itée Saint-Constant Auto Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Robillard, garage keeper, 1797 Papineau Street, Jacques-Cartier, Jean-Paul Mc Grail, garage keeper, and Anita Beaudin, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Paul Mc Grail, the latter two of 127, 5th Avenue, St-Constant, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles and to act as garage keepers, under the name of "Saint-Constant auto Itée — Saint-Constant Auto Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Constant, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1428-66

St-Rémi Haulaway Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, 394 de Maricourt, Longueuil, Laurence Côté, secretary, fille majeure, 6250, 44th Avenue, Montreal, and Paul Caron, accountant, St-Constant, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "St-Rémi Haulaway Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Rémi, comté de Napierville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1259-66

Salon Esperanto Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Aldas Boileau, gérant, Rollande Vachon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Aldas Boileau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 3095, Montée St-Hubert, St-Hubert, et Léo Vachon, contremaitre, 5930, rue Hurteau, Montréal, pour les objets suivants:

Opérer et diriger un salon de coiffure et de beauté, sous le nom de « Salon Esperanto Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3095, Montée St-Hubert, St-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1434-66

Service central de Construction Julien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Yvette Julien, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Longpré, Lesage, Denise Mailly, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Normand Lauzon, route rurale No 3, chemin des Hauteurs, St-Hippolyte, et Lucille N. Larose, restauratrice, veuve de Jacques Larose, 6537, Châteaubriand, Montréal, pour les objets suivants:

Servir d'intermédiaire entre le public et les fournisseurs de matériaux ou les entrepreneurs en construction, sous le nom de « Service central de Construction Julien inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1780, Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1626-66

**The S. I. S. Protection Company
of Quebec Limited
La Compagnie de protection S. I. S.
de Québec limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1966, constituant en corporation: Clarence R. Gross, 790, Lexington, Samuel D. Rudenko, 3980, chemin Côte-des-Neiges, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, Joel A. Pinsky, avocat, 4597, Oxford, Isobel Nicholson, 3661, Ste-Famille, et Sarah Miller, 1255, University, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous les cinq de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St-Rémi, county of Napierville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1259-66

Salon Esperanto Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aldas Boileau, manager, Rollande Vachon, housewife, wife separate as to property of the said Aldas Boileau, and duly authorized by him for these presents, both of 3095 Montée St-Hubert, St-Hubert, and Léo Vachon, foreman, 5930 Hurteau St., Montreal, for the following purposes:

To operate and direct a hairdressing and beauty salon, under the name of "Salon Esperanto Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3095 Montée St-Hubert, St-Hubert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1434-66

Service central de Construction Julien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvette Julien, housewife, wife contractually separate as to property of Marcel Longpré, Lesage, Denise Mailly, housewife, wife contractually separate as to property of Normand Lauzon, Rural Route No. 3, des Hauteurs Road, St-Hippolyte, and Lucille N. Larose, restaurant keeper, widow of Jacques Larose, 6537, Châteaubriand, Montreal, for the following purposes:

To act as a go-between in relation to the public and material suppliers or construction contractors, under the name of "Service central de Construction Julien inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1780 Henri-Bourassa East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1626-66

**The S. I. S. Protection Company
of Quebec Limited
La Compagnie de protection S. I. S.
de Québec limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clarence R. Gross, 790 Lexington, Samuel D. Rudenko, 3980 Côte-des-Neigess Road, both advocates and Queen's Counsels, Joel A. Pinsky, advocate, 4597 Oxford, Isobel Nicholson, 3661 St. Famille, and Sarah Miller, 1255 University, the latter two secretaries, spinsters, all five of Montreal, for the following purposes:

Entreprendre les affaires d'une agence générale d'investigation dans toutes ses spécialités, sous le nom de « The S. I. S. Protection Company of Quebec Limited — La Compagnie de protection S. I. S. de Québec limitée », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

1800-66

**Société des spécialistes en fourrure
du Québec inc.
Quebec Fur Specialists Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: André Legros, 3390, St-Zotique, Philippe Lorange, 4362, Beaubien, Henri Leblanc, 10190, Hamel, Laurent Desgens, 8301, Casgrain, Lionel Lefebvre, 1581, Dudemaine, Roger Gravel, 7372, Rousselot, Charles-E. Morand, 11950, boulevard O'Brien, Émilien Turgeon, 8045, St-Denis, tous huit de Montréal, Jean-Paul Beaupré, 229, Tourangeau, Edgar de Ladurantaye, 100, boulevard Concorde, tous deux de Laval, Maurice Whitmore, 94, St-Hilaire, Jacques-Cartier, Claude Reid, 191, Jean-Pierre, Rosemère, et Jean-Paul Grenier, 3761, Henri-Bourassa, Montréal-Nord, tous treize fourreurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures sous toutes ses formes, sous le nom de « Société des spécialistes en fourrure du Québec inc.— Quebec Fur Specialists Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$5 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1506-66

Sodin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jacques St-Arnaud, courtier, 1675, rue Champigny, Marcel-B. Bohémier, représentant de ventes, 1610, rue Muir, J.-René Roy, ingénieur, 1635, rue Champigny, Georges Vaillancourt, assistant-gérant, 1690, rue Champigny, Léo-E. Labrosse, comptable, 1375, Montpelier, Robert Lévesque, comptable agréé, 1245, rue Latour, tous six de St-Laurent, et Gabriel Mathieu, pharmacien, 745, Croissant Frontenac, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Sodin inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1669-66

La Solov limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

To engage in a general investigation agency business in all its branches, under the name of "The S. I. S. Protection Company of Quebec Limited — La Compagnie de protection S. I. S. de Québec limitée", with a total capital stock of \$1,000 divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1800-66

**Société des spécialistes en fourrure
du Québec inc.
Quebec Fur Specialists Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Legros, 3390 St-Zotique, Philippe Lorange, 4362 Beaubien, Henri Leblanc, 10190 Hamel, Laurent Desgens, 8301 Casgrain, Lionel Lefebvre, 1581 Dudemaine, Rober Gravel, 7372 Rousselot, Charles-E. Morand, 11950 O'Brien Boulevard, Émilien Turgeon, 8045 St-Denis, all eight of Montreal, Jean-Paul Beaupré, 229 Tourangeau, Edgar de Ladurantaye, 100 Concorde Boulevard, both of Laval, Maurice Whitmore, 94 St-Hilaire, Jacques-Cartier, Claude Reid, 191 Jean-Pierre Rosemère, and Jean-Paul Grenier, 3761 Henri-Bourassa, Montreal-North, all thirteen fur merchants, for the following purposes:

To carry on the business of furs in all its specialties, under the name of "Société des spécialistes en fourrure du Québec inc.— Quebec Fur Specialists Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$5 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1506-66

Sodin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques St-Arnaud, broker, 1675 Champigny St., Marcel-B. Bohémier, sales representative, 1610 Muir St., J.-René Roy, engineer, 1635 Champigny St., Georges Vaillancourt, assistant manager, 1690 Champigny St., Léo-E. Labrosse, accountant, 1375 Montpelier, Robert Lévesque, chartered accountant, 1245 Latour St., all six of St-Laurent, and Gabriel Mathieu, pharmacist, 745 Croissant Frontenac, Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Sodin inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1669-66

La Solov limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: A. Arnold Lechter, avocat, 5764, rue Blossom, Côte-St-Luc, Lynn Steinberg, 6655, avenue Decelles, Montréal, et Dora Salman, 716, avenue De L'Épée, Outremont, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de postiches, perruques et produits connexes, articles de nouveauté, produits de transistors électriques comprenant tous les accessoires, sous le nom de « La Solov limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Drummond, suite 303, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372

1539-66

La Soudure de Thetford inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Léo Fantinato, soudeur, Noëlla Gagnon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léo Fantinato, tous deux de 939, 9e avenue, Thetford Mines, et André Gagnon, soudeur, Black Lake, pour les objets suivants:

Faire affaires comme soudeurs, fondeurs et ouvriers en métaux, sous le nom de « La Soudure de Thetford inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 768, rue Notre-Dame nord, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1608-66

Textilana Jobbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles de toutes sortes, sous le nom de « Textilana Jobbing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372

1681-66

G. Thauvette & frères Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Germain Thauvette, vendeur, 232, rue du Club, Annette Dandurand,

13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: A. Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom Street, Côte-St-Luc, Lynn Steinberg, 6655 Decelles Avenue, Montreal, and Dora Salman, 716 De L'Épée Avenue, Outremont, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in hair pieces, wigs and allied products, novelty items, electrical transistor products including all appliances, under the name of "La Solov limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, Room 303, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1539-66

La Soudure de Thetford inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Fantinato, welder, Noëlla Gagnon, housewife, wife separate as to property of said Léo Fantinato, both of 939, 9th Avenue, Thetford Mines, and André Gagnon, welder, Black Lake, for the following purposes:

To carry on business as welders, smelters and metal workers, under the name of "La Soudure de Thetford inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 768 Notre-Dame Street North, Thetford-Mines, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

1608-66

Textilana Jobbing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Laval, for the following purposes:

To deal in textiles of all kinds, under the name of "Textilana Jobbing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1681-66

G. Thauvette & frères Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Thauvette, salesman, 232 Club Street, Annette Dandurand, secretary,

secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 48, rue Brodeur, et Pierre-A. Lamarre, notaire, 168, rue Querbes, tous trois de Dorion, pour les objets suivants:

Faire le commerce des tapis, tuiles, céramiques, prélatrs, tapisseries, rideaux, draperies et autres produits et tissus, sous le nom de « G. Thauvette & frères Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1456-66

Trans-Canada Transfer & Storage Inc.
Transport et entreposage Trans-Canada inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Patrick Greene, camionneur, 1390, Valiquette, Verdun, Harold P. Toulch, avocat, 360 ouest, rue St-Jacques, suite 1515, Montréal, et Thelma Stevenson, secrétaire, fille majeure, 195, 6^e avenue, St-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce dans les domaines de transport et d'entreposage, sous le nom de « Trans-Canada Transfer & Storage Inc. — Transport et entreposage Trans-Canada inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1390, Valiquette, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372

840-66

Universal Waste Materials Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, avocat, 80, avenue Crestwood, Montréal-Ouest, et J. Roy Hoffman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4918, rue Mayfair, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de rebuts de papier et de tissus, boîtes et contenants de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Universal Waste Materials Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

1523-66

V. D. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en Loi de la reine, 5765, chemin Côte-St-Luc, Hampstead, Nina Krolik,

fille majeure usant de ses droits, 48 Brodeur Street, and Pierre-A. Lamarre, notary, 168 Querbes Street, all three of Dorion, for the following purposes:

To carry on the business of rugs, tiles, ceramics, linoleum, tapestry, curtains, drapes and other products and fabrics, under the name of "G. Thauvette & frères Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Dorion, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372

1456-66

Trans-Canada Transfer & Storage Inc.
Transport et entreposage Trans-Canada inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Patrick Greene, trucker, 1390 Valiquette, Verdun, Harold P. Toulch, advocate, 360 St. James Street West, Room 1515, Montreal, and Thelma Stevenson, secretary, fille majeure, 195, 6th Avenue, St-Eustache, for the following purposes:

To do business in the fields of transport and warehousing, under the name of "Trans-Canada Transfer & Storage Inc. — Transport et entreposage Trans-Canada inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1390 Valiquette, Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

840-66

Universal Waste Materials Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, advocate, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, and J. Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 4918 Mayfair Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in waster paper, waste materials, boxes and containers of all kinds and descriptions, under the name of "Universal Waste Materials Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o

1523-66

V. D. Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5765 Côte-St-Luc Road, Hampstead, Nina Krolik, secretary, spinster of the

secrétaire, fille majeure, 5730, avenue Esplanade, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « V. D. Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1612-66

Viking Art Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Paul G. Unterberg, avocat, 1700 McGregor, Patricia Perry, secrétaire, célibataire, 1662 St-Luc, et Marie Duceppe, réceptionniste, épouse commune en biens de Claude Bouchard, 3524, de Lorimier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de photographies commerciales, copies de publicité, et dessin commercial, sous le nom de « Viking Art Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1543-66

Vitrierie Rondeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Louis Laporte, avocat, 3, St-Charles Borromée, Hermine Asselin, ménagère, fille majeure, 323, Manseau, tous deux de Joliette, et Robert Rondeau, marchand, 120, Champlain, Berthier, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de portes, châssis ou ouvertures en général, sous le nom de « Vitrierie Rondeau inc. », avec un capital total de \$40 000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1454-66

Western Metal Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Raymond Lamanque, dessinateur, 324, 98e avenue, LaSalle, Mark Abramowitz, avocat, 5500, avenue Rosedale, Côte-St-Luc, et Leon Jedeikin, avocat, 3033 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, pour les objets suivants:

full age of majority, 5730 Esplanade Avenue, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To do business in the fields of a real estate and construction, under the name of "V. D. Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1612-66

Viking Art Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul G. Unterberg, advocate, 1700 McGregor, Patricia Perry, secretary, spinster, 1662 St-Luc, and Marie Duceppe, receptionist, wife common as to property of Claude Bouchard, 3524 de Lorimier, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in commercial photographs, advertising copy and commercial art, under the name of "Viking Art Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1543-66

Vitrierie Rondeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Laporte, advocate, 3 St-Charles-Borromée, Hermine Asselin, housekeeper, fille majeure, 323 Manseau, both of Joliette, and Robert Rondeau, merchant, 120 Champlain, Berthier, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of doors, windows or openings in general, under the name of "Vitrierie Rondeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1454-66

Western Metal Manufacturing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Lamanque, draftsman, 324, 98th Avenue, LaSalle, Mark Abramowitz, advocate, 5500 Rosedale Avenue, Côte-St-Luc, and Leon Jedeikin, advocate, 3033 Sherbrooke Street West, Westmount, for the following purposes:

Exercer le commerce de toutes sortes de métaux, alliages de métaux et produits de métaux, sous le nom de « Western Metal Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 324, 98^e avenue, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1600-66

Yamaha Sports Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: David Fleming, avocat, Stephen Fleming, notaire, et Cécile Dufresne, secrétaire, célibataire, tous trois de 500, ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants

Exercer un commerce de toutes sortes de marchandises de sport, sous le nom de « Yamaha Sports Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3932, boulevard St-Martin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1563-66

To deal in all kinds of metals, metal alloys and metal products, under the name of "Western Metal Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 324, 98th Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1600-66

Yamaha Sports Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Fleming, lawyer, Stephen Fleming, notary, and Cécile Dufresne, secretary, spinster, all three of 500 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of sporting goods of all kinds, under the name of "Yamaha Sports Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3932 St. Martin Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 1563-66

Lettres patentes supplémentaires

Association des hommes d'affaires de Laval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 21^e jour d'avril 1966, à « L'Association des hommes d'affaires de l'Île Jésus inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 30^e jour de juin 1960, changeant son nom en celui de « Association des hommes d'affaires de Laval inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 15568-59 — 1319/40

L. G. Beaubien & cie limitée L. G. Beaubien & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour d'avril 1966, à la compagnie « L. G. Beaubien & cie limitée — L. G. Beaubien & Co. Limited », 1^o subdivisant ses 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 2^o convertissant ses 99,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 99,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune; 3^o augmentant son capital de \$100,000 à \$130,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 5446-46 — 1318/112

Supplementary Letters Patent

Association des hommes d'affaires de Laval inc.

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 21st day of April, 1966, to "L'Association des hommes d'affaires de l'Île Jésus inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of June, 1960, changing its name into that of "Association des hommes d'affaires de Laval inc."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 15568-59 — 1319/40

L. G. Beaubien & cie limitée L. G. Beaubien & Co. Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L. G. Beaubien & cie limitée — L. G. Beaubien & Co. Limited", 1. subdividing its 10,000 common shares of a nominal value of \$10 each into 100,000 common shares of \$1 each; 2. converting its 99,000 common shares of \$1 each into 99,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each; 3. increasing its capital from \$100,000 to \$130,000, the additional capital shares being divided into 30,000 preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 5446-46 — 1318/112

Cabana, Séguin & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1966, à la compagnie « Cabana, Séguin & associés inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14451-59 — 1318/113

15372-o

Cabana, Séguin & associés inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cabana, Séguin & associés inc.", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14451-59 — 1318/113

15372

**Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
 Savings and Investment Trust Company**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de fidéicommiss et de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de mars 1966, à la « Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust Company », subdivisant ses 50,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune en 500,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et ses 10,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune en 100,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 782-60 — 1319/77

15372-o

**Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
 Savings and Investment Trust Company**

Notice is hereby given under the Trust Companies Act and the Companies Act, that the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has granted supplementary letters patent dated the 22nd day of March, 1966, to "Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust Company", subdividing its 50,000 class "A" shares of a nominal value of \$100 each into 500,000 class "A" shares of a nominal value of \$10 each and its 10,000 class "B" shares of a nominal value of \$100 each into 100,000 class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 782-60 — 1319/77

15372

Drummond Business Forms Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour d'avril 1966, à la compagnie « Drummond Business Forms Limited », 1° subdivisant ses 500 actions de \$100 chacune en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$50,000 à \$600,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 8342-49 — 1319/14

15372-o

Drummond Business Forms Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Drummond Business Forms Limited", 1. subdividing its 500 shares of \$100 each into 50,000 common shares of a nominal value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$50,000 to \$600,000, the additional capital shares being divided into 50,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each and into 50,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 8342-49 — 1319/14

15372

Faubourg Mont Ste-Anne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mars 1966, à la compagnie « GilMar inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1965, changeant son nom en celui de « Faubourg Mont Ste-Anne inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 1466-65 — 1317/82

15372-o

Faubourg Mont Ste-Anne inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "GilMar inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of April, 1965, changing its name to that of "Faubourg Mont Ste-Anne inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 1466-65 — 1317/82

15372

Gosselin-Garthby transport Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'avril 1966, à la compagnie « Gosselin transport Itée », constituée par lettres patentes en date du

Gosselin-Garthby transport Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gosselin transport Itée", incorporated by letters patent dated the 18th day of

18e jour d'août 1952, changeant son nom en celui de « Gosselin-Garthby transport ltée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 11665-52 — 1319-59

Théo. Lamarre & cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1966, à la compagnie « Théo. Lamarre & cie ltée », augmentant son capital de \$50,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1578-47 — 1318/125

Laurier Mortgage and Finance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'avril 1966, à la compagnie « Laurier Mortgage and Finance Ltd. », 1^o convertissant ses 50 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o redésignant ses 3,900 actions privilégiées catégorie « B » en 3,900 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 3524-64 — 1318/126

Megantic Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mars 1966, à la compagnie « Megantic Auto Parts Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour d'octobre 1947, changeant son nom en celui de « Megantic Auto Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 5739-47 — 1318/129

Realty Fund Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1966, à la compagnie « Realty Fund Incorporated », diminuant son capital de \$200,000 à \$172,500, le capital-actions annulé étant divisé en 275 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 12152-58 — 1319/30

Rebom Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'avril 1966, à la compagnie « Rebom Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 12436-58 — 1319/2

August, 1952, changing its name to that of "Gosselin-Garthby transport ltée".

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 11665-52 — 1319/59

Théo. Lamarre & cie ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Théo. Lamarre & cie ltée », increasing its capital from \$50,000 to \$100,000, the additional capital shares being divided into 5,000 preferred shares of \$10 each.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 1578-47 — 1318/125

Laurier Mortgage and Finance Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Laurier Mortgage and Finance Ltd.", 1. converting its 50 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each into 50 common shares of a par value of \$10 each; 2. redesignating its 3,900 class "B" preferred shares into 3,900 class "A" preferred shares of \$10 each.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 3524-64 — 1318/126

Megantic Auto Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Megantic Auto Parts Inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of October, 1947, changing its name to that of "Megantic Auto Inc.", extending its powers.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 5739-47 — 1318/129

Realty Fund Incorporated

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Realty Fund Incorporated", reducing its capital from \$200,000 to \$172,500, the capital stock annulled being divided into 275 preferred shares of a par value of \$100 each.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 12152-58 — 1319/30

Rebom Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Rebom Inc.", extending its powers.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 12436-58 — 1319/2

J. P. Ross Plastering Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1966, à la compagnie « J. P. Ross Plastering Limited », augmentant son capital de \$40,000 à \$165,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 12,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 8331-49 — 1319/32

Seigniory Timber Lands Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'avril 1966, à la compagnie « Seigniory Timber Lands Ltd. », réduisant son capital de \$800,000 à \$100,000, le capital-actions annulé étant divisé en 700,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372 8021-42 — 1319/99

Sherbrooke Aéroclub inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'avril 1966, à la compagnie « Sherbrooke Aéroclub inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 14737-62 — 1320/14

Soca Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1966, à la compagnie « Soca Itée », réduisant son capital par l'annulation de 52,365 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 13899-58 — 1319/33

Sol-Umus Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'avril 1966, à la compagnie « Service d'arbre Guimont Itée — Guimont Tree Service Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « Sol-Umus Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 14513-58 — 1319/72

Spider Lake Fish & Game Club

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'avril 1966, à la corporation « Megantic Fish & Game Club of the Province of Quebec », constituée en corporation par lettres patentes du 18e jour de mai

J. P. Ross Plastering Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. P. Ross Plastering Limited", increasing its capital from \$40,000 to \$165,000, the additional capital shares being divided into 12,500 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372 8331-49 — 1319/32

Seigniory Timber Lands Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Seigniory Timber Lands Ltd.", reducing its capital from \$800,000 to \$100,000, the capital stock annulled being divided into 700,000 preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372-o 8021-42 — 1319/99

Sherbrooke Aéroclub inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sherbrooke Aéroclub inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372 14737-62 — 1320/14

Soca Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Soca Itée", reducing its capital by the annulation of 52,365 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372 13899-58 — 1319/33

Sol-Umus Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service d'arbre Guimont Itée — Guimont Tree Service Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th day of December 1958, changing its name to that of "Sol-Umus Inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15372 14513-58 — 1319/72

Spider Lake Fish & Game Club

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 1st day of April, 1966, to "Megantic Fish & Game Club of the Province of Quebec", incorporated by letters patent dated the 18th day of May, 1965, changing its

1965, changeant son nom en celui de « Spider Lake Fish & Game Club ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 2356-65 — 1319/34

Toastess Corporation (Canada)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Toastess Corporation (Canada) », 1^o subdivisant ses 250 actions ordinaires de \$100 chacune en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 2^o convertissant ses 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 24,000 actions catégorique « A » de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 6184-50 — 1319/104

Les Travaux de précision Delta ltée Delta Precision Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour d'avril 1966, à la compagnie « Delta Supports & Forms Inc.—Les Supports & coffrages Delta inc. », constituée par lettres patentes en date du 21^e jour de juillet, 1964, 1^o changeant son nom en celui de « Les Travaux de précision Delta ltée — Delta Precision Works Ltd. »; 2^o transportant son siège social du numéro 132, rue St-Jacques ouest, suite 302, Montréal, au numéro 8140, rue Lafrenais, cité de St-Léonard, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 3307-64 — 1319/5

J. A. Tremblay & fils (assurances) inc. J. A. Tremblay & Sons (Insurance) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20^e jour d'avril 1966, à la compagnie « J. A. Tremblay & fils inc.—J. A. Tremblay & Son Inc. », constituée par lettres patentes en date du 26^e jour d'octobre 1965, changeant son nom en celui de « J. A. Tremblay & fils (assurances) inc.—J. A. Tremblay & Sons (Insurance) Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 4720-65 — 1319/74

The Variety 5¢ to \$1.00 Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour d'avril 1966, à la compagnie « The Variety 5¢ to \$1.00 Stores Ltd. », 1^o réduisant son capital de \$49,000 à \$39,000, le capital-actions annulé étant divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2^o augmentant son capital de \$39,000 à \$189,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372 905-33 — 1319/105

name into that of "Spider Lake Fish & Game Club".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 2356-65 — 1319/34

Toastess Corporation (Canada)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Toastess Corporation (Canada)", 1. subdividing its 250 common shares of \$100 each into 25,000 common shares of \$1 each; 2. converting its 25,000 common shares of \$1 each into 1,000 common shares of \$1 each and into 24,000 class "A" shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 6184-50 — 1319/104

Les Travaux de précision Delta ltée Delta Precision Works Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Delta Supports & Forms Inc.—Les Supports & coffrages Delta inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of July, 1964, 1. changing its name to that of "Les Travaux de précision Delta ltée — Delta Precision Works Ltd."; 2. transferring its head office from 132 St-Jacques Street West, Suite 302, Montreal, to 8140 Lafrenais Street, City of St-Léonard, district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 3307-64 — 1319/5

J. A. Tremblay & fils (assurances) inc. J. A. Tremblay & Sons (Insurance) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. A. Tremblay & fils inc.—J. A. Tremblay & Son Inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of October, 1965, changing its name to that of "J. A. Tremblay & fils (assurances) inc.—J. A. Tremblay & Sons (Insurance) Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 4720-65 — 1319/74

The Variety 5¢ to \$1.00 Stores Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Variety 5¢ to \$1.00 Stores Ltd.", 1. reducing its capital from \$49,000 to \$39,000, the capital stock annulled being divided into 100 preferred shares of a par value of \$100 each; 2. increasing its capital from \$39,000 to \$189,000, the additional capital stock being divided into 1,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372-o 905-33 — 1319/105

Vidéo Déry, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'avril 1966, à la compagnie « Vidéo Distribution Déry Itée », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de mai 1962, changeant son nom en celui de « Vidéo Déry, Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-0

12154-62 — 1319/75

Vidéo Déry, Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Vidéo Distribution Déry Itée", incorporated by letters patent dated the 18th day of May, 1962, changing its name to that of "Vidéo Déry, Itée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

12154-62 — 1319/75

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 865

Québec, le 11 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements du Parc provincial des Laurentides.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le règlement suivant s'applique dans le Parc provincial des Laurentides:

- 1° Pour pénétrer dans ce parc, l'on doit:
 - a) s'enregistrer à l'une des barrières et y donner les renseignements exigés;
 - b) se procurer un permis délivré par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche ou détenir un laissez-passer du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche ou du ministère des terres et forêts.

2° Une personne employée dans ce parc pour des opérations forestières ou d'autres travaux doit porter une carte d'identité ou un insigne émis par son employeur.

3° Le membre d'un club de pêche locataire d'un territoire situé dans ce parc doit être porteur d'une carte d'identité signée par le secrétaire dudit club de pêche.

4° Les personnes visées aux articles 2° et 3° des présentes sont exemptées de l'obligation établie par le paragraphe « b » de l'article 1° sauf:

a) si la présence de l'employé visé à l'article 2° n'est pas requise pour les fins de son travail, s'il veut se livrer à des occupations sportives ou récréatives ou circuler ailleurs dans le parc que son travail ne le nécessite;

b) si la personne visée à l'article 3° des présentes veut pénétrer dans ce parc en dehors de la saison de pêche ou si, pendant la saison de pêche, elle veut se livrer à des occupations ailleurs que sur le territoire d'un des clubs de pêche locaux dans ce parc.

5° Le détenteur d'un permis de traverse ou de promenade ne doit pas circuler ailleurs dans ce parc que sur les routes provinciales principales ni séjourner ailleurs que dans les hôtelleries du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche soit le Gîte, le Relais ou l'Étape ou ailleurs qu'aux autres endroits déterminés par le ministre.

6° Le détenteur d'un permis de séjour ou de pêche ne doit pas séjourner ou pêcher à un autre endroit que celui indiqué sur ce permis ni en dehors des heures qui y sont mentionnées.

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 865

Québec, May 11, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulations of the Laurentide Provincial Park.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the following regulation be made to apply to the Laurentide Provincial Park:

- 1. To penetrate into this park one must:
 - (a) register at one of the gates and give the required information;
 - (b) obtain a permit issued by the Department of Tourism, Fish and Game or hold a pass from the Department of Tourism, Fish and Game or from the Department of Lands and Forests.

2. A person employed in this park for forestry operations or other works must hold an identification card or a badge issued by this employer.

3. The member of a fishing club which is a tenant of a territory situated in this park must be the bearer of an identification card signed by the secretary of said fishing club.

4. The persons mentioned in sections 2 and 3 of these presents are exempted from the obligation established by paragraph "b" of section 1 save:

(a) if the presence of the employee mentioned in section 2 is not required for the purposes of his work, if he wishes to take advantage of the sports or recreational activities or if he wishes to travel to sites in the park other than where his work requires him;

(b) if the person mentioned in section 3 of these presents wishes to penetrate into this park outside the fishing season or if, during the fishing season, he wishes to take advantage of activities elsewhere than on the territory of one of the fishing clubs which is a tenant in said park.

5. If the holder of a crossing or travelling permit is not circulating elsewhere in this park than on the main provincial roads nor staying elsewhere than in the hotels of the Department of Tourism, Fish and Game, that is, "le Gîte", "le Relais" or "l'Étape", or elsewhere than in other places determined by the Minister.

6. The holder of a permit to stay or fish must not stay or fish in a place other than that indicated on said permit nor outside the hours mentioned thereon.

7° La chasse est prohibée dans ce parc sauf aux périodes et aux conditions établies par le lieutenant-gouverneur en conseil.

8° a) Nul ne doit être en possession d'une arme ou d'un engin de chasse dans ce parc sauf les personnes dûment autorisées à cette fin;

b) nul ne doit être en possession d'agès de pêche dans ce parc sauf les personnes dûment autorisées à y pêcher;

c) notwithstanding les paragraphes « a » et « b » du présent article, il est permis d'être en possession d'une arme, d'un engin de chasse ou d'agès de pêche pour traverser le parc à condition de les faire sceller par le préposé de la barrière d'entrée.

9° (a) Nul, sauf le détenteur d'un permis l'autorisant à y pêcher, ne doit être en possession de poisson dans ce parc.

Nul, sauf le détenteur d'un permis l'autorisant à y chasser, ne doit être en possession de gibier dans ce parc;

b) notwithstanding le paragraphe « a » du présent article, il est permis d'être en possession de poisson ou de gibier pour traverser ce parc à condition de l'avoir déclaré au préposé de la barrière d'entrée et d'avoir obtenu un permis spécial.

10° Le ministre peut fixer les tarifs des permis de pêche ou de séjour dans ce parc et les droits payables pour l'utilisation des services du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche.

11° Le ministre peut restreindre le nombre de personnes qui pêchent ou séjournent simultanément dans ce parc.

12° Le ministre peut déterminer les lacs où la pêche est permise ainsi que les secteurs où la chasse doit être faite lorsqu'elle est permise en vertu de l'article 7° du présent règlement.

13° Il est interdit de jeter des déchets ailleurs que dans des récipients prévus à cette fin.

14° Sur réserves des droits et des privilèges d'un concessionnaire forestier, nul ne doit couper ou mutiler un arbre dans ce parc sauf pour fin de campement.

15° Nul, sauf le concessionnaire dûment autorisé à cette fin, ne peut faire commerce dans ce parc.

16° L'on doit se conformer aux directives des représentants mandatés du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche relativement à l'usage des embarcations, des camps ou des différents services du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche.

17° La possession de chiens sans permission spéciale est interdite dans ce parc.

18° Sauf dans un cas de force majeure, nul ne doit poser un avion dans ce parc sans un permis spécial délivré par le ministre, ni ailleurs qu'aux endroits déterminés sur le permis.

QUE les arrêtés en conseil suivants concernant le Parc provincial des Laurentides soient abrogés: arrêtés en conseil numéros 1131 du 29 avril 1931, 945 du 11 mai 1933, 1253 du 17 décembre 1954 et 778 du 8 mai 1963.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

JACQUES PRÉMONT.

15333-21-2-0

7. Hunting is prohibited in this park save during the periods and under the conditions established by the Lieutenant-Governor in Council.

8.(a) No one may be in possession of a fire arm or hunting gear in this park save those persons duly authorized for this purpose;

(b) no one may be in possession of fishing tackle in this park save those persons duly authorized to fish therein;

(c) notwithstanding paragraphs "a" and "b" of this section, it is permitted to be in possession of a fire arm, hunting gear or fishing tackle on the condition that they have been sealed by the person in charge of the entry gate.

9. (a) No one, save the holder of a permit authorizing him to fish therein, may be in possession of fish in this park.

No one, save the holder of a permit authorizing him to hunt therein, may be in possession of game in this park;

(b) Notwithstanding paragraph "a" of this section, it is permitted to be in possession of fish or game to cross this park on the condition that it has been declared to the person in charge of the entry gate and that a special permit has been obtained.

10. The Minister may fix the tariffs for fishing permits or permits to stay in this park and the fees payable for the use of the services of the Department of Tourism, Fish and Game.

11. The Minister may restrict the number of persons fishing or staying simultaneously in this park.

12. The Minister may determine the lakes where fishing is permitted as well as the sectors where hunting may be done when it is permitted, pursuant to section 7 of this regulation.

13. Throwing refuse elsewhere than in the containers provided for this purpose is forbidden.

14. In respect for the rights and privileges of a forestry claim-holder, no one may cut or mutilate a tree save for camping purposes.

15. No one, save the license-holder duly authorized for this purpose, may carry on business in this park.

16. One must conform to the orders of the representatives commissioned by the Department of Tourism, Fish and Game relative to the use of boats, camps or the various services of the Department of Tourism, Fish and Game.

17. The possession of dogs without special permission is forbidden in this park.

18. Save in the case of circumstances outside one's control, no one may land an airplane in this park without a special permit issued by the Minister, nor elsewhere than on the places determined on said permit.

THAT the following Orders in Council concerning the Laurentide Provincial Park be repealed: Orders in Council number 1131, dated April 29, 1931, 945, dated May 11, 1933, 1253, dated December 17, 1954 and 778 dated May 8, 1963.

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

15333-21-2

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 923

Québec, le 18 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement pour la réserve de chasse et de pêche de Mistassini.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le règlement suivant s'applique à la réserve de chasse et de pêche de Mistassini:

1° Définitions:

a) « réserve »: signifie la réserve de chasse et de pêche Mistassini;

b) « ministre »: signifie le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

c) « ministère »: signifie le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche;

2° Nul ne doit pénétrer dans la réserve sans,

a) avoir, au préalable, procédé à un enregistrement auprès d'un employé du ministère à l'une des barrières;

b) être porteur du permis approprié délivré par le ministre;

3° Une personne employée dans la réserve à des opérations forestières ou des travaux similaires doit détenir une carte d'identité émise par son employeur. Une personne visée au présent article est exemptée de l'obligation établie par le paragraphe « b » de l'article 2° sauf si sa présence n'est pas requise dans la réserve pour les fins de son travail, si elle veut s'y livrer à des occupations sportives ou récréatives ou y circuler ailleurs que son travail ne le nécessite;

4° Le détenteur d'un permis de pêche ou d'un permis de séjour ne doit pas pêcher ou séjourner à un autre endroit que celui indiqué sur le permis ou en dehors des heures qui y sont mentionnées;

5° La chasse est prohibée dans la réserve sauf aux périodes et aux conditions établies par le Lieutenant-gouverneur en conseil;

6° Le trappage est prohibé dans la réserve;

7° Nul ne doit être en possession dans la réserve,

a) d'une arme ou d'un engin de chasse sauf une personne dûment autorisée à cette fin;

b) d'agrès de pêche, sauf une personne dûment autorisée à y pêcher;

8° Nul ne doit

a) être en possession de poisson dans la réserve, sauf le porteur d'un permis l'autorisant à y pêcher;

b) être en possession de gibier dans la réserve, sauf le porteur d'un permis l'autorisant à y chasser ou un indien l'ayant en sa possession pour se nourrir ou s'en servir comme appât pour le trappage des animaux à fourrure;

9° Les articles 2°, 6°, 7° et le paragraphe "a" de l'article 8° ne visent pas les indiens et les personnes résidant dans la réserve;

10° Le ministre fixe les tarifs des permis et les droits payables pour l'utilisation des services du ministère;

11° Le ministre peut restreindre le nombre des personnes qui séjournent ou pêchent simultanément dans la réserve;

12° Le ministre peut déterminer les lacs où la pêche est permise ainsi que les secteurs où la chasse peut être faite lorsqu'elle est permise par le Lieutenant-gouverneur en conseil;

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 923

Québec, May 18, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation for the game and fish reserve of Mistassini.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the following regulation applies to the game and fish reserve of Mistassini:

1. Definitions:

(a) "reserve": signifies the game and fish reserve of Mistassini;

(b) "minister": signifies the Minister of Tourism, Fish and Game;

(c) "department": signifies the Department of Tourism, Fish and Game;

2. No one must enter into the reserve without,

(a) having previously proceeded to be registered by an employee of the department at one of the gates;

(b) being the holder of the appropriate permit delivered by the Minister;

3. A person employed on the reserve for forest operations or similar work must be the holder of an identity card issued by this employer. A person described in the present section is exempt from the obligation established by paragraph "b" of section 2. unless his presence is not requested on the reserve for the purpose of his work, for sportive occupations or recreational occupations, or to circulate anywhere other than where his work requires it;

4. The holder of a fishing permit or a permit to stay must not fish or reside at any other place other than the one indicated on the permit of after the hours mentioned thereon;

5. Hunting is prohibited on the reserve save for the periods and conditions established by the Lieutenant-Governor in Council;

6. Trapping is prohibited on the reserve;

7. No one on the reserve must be in the possession of,

(a) a fire arm or hunting gear save a person duly authorized for this purposes;

(b) fishing tackle save a person duly authorized to fish therein;

8. No one may

(a) be in the possession of fish on the reserve, save the holder of a permit authorizing him to fish therein;

(b) be in the possession of game on this reserve, save the holder of a permit authorizing him to hunt or an Indian having it in his possession to eat or using it as bait for the trapping of fur animals;

9. Sections 2., 6., 7. and paragraph "a" of section 8. do not affect the Indians and those residing on the reserve;

10. The Minister may fix the tariffs for permits and the fees payable for the use of the services of the Department;

11. The Minister may restrict the number of persons fishing or staying simultaneously in this reserve;

12. The Minister may determine the lakes where fishing is permitted as well as the sectors where hunting may be done when it is permitted by the Lieutenant-Governor in Council;

13° Sauf pour les fins de camping et sous réserve des droits et privilèges d'un concessionnaire forestier, nul ne doit couper un arbre dans la réserve;

14° Sauf en cas de force majeure, nul ne doit poser un avion dans la réserve sans être porteur d'un permis délivré par le ministre, ni ailleurs qu'aux endroits indiqués au permis;

15° Nul ne doit sans permission du ministre exploiter un commerce dans la réserve;

QUE les parties des arrêtés en conseil suivants relative aux règlements de la réserve de chasse et de pêche de Mistassini soient annulées: les arrêtés en conseil numéros 1118 du 31 octobre 1956 et 175 du 26 février 1958;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

15417-0 Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 966

Québec, le 25 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la chasse de l'orignal dans un parc et deux réserves.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 2° de l'article 4 de la Loi de la chasse, Statuts refondus 1964, chapitre 202, il est défendu de chasser l'orignal dans la province sauf aux endroits, aux périodes déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il est opportun de fixer des périodes de chasse à l'orignal dans le parc provincial des Laurentides, la réserve « parc de la Vérendrye » et la réserve de Matane;

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la chasse, Statuts refondus 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer à quelles conditions la chasse doit être faite dans un parc ou une réserve.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

Qu'en vertu du paragraphe 2° de l'article 4 de la Loi de la chasse, la chasse de l'orignal soit permise dans le parc des Laurentides, la réserve « parc de la Vérendrye » et la réserve de Matane, du 17 septembre au 21 octobre;

Qu'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la chasse, le règlement suivant s'applique à ce parc et ces réserves:

1° Nul ne doit participer à cette chasse à moins que son nom n'ait été choisi par tirage au sort;

2° Nul ne doit participer à cette chasse sans être porteur, en plus du permis de chasse régulier, d'un permis spécial de \$30.00;

3° Le ministre répartit le territoire d'un parc ou d'une réserve par sections, entre des groupes de deux chasseurs; nul ne doit chasser en dehors de la section qui lui est attribuée;

4° Chaque groupe de deux chasseurs doit être accompagné d'un guide;

5° Il est défendu de tuer plus d'un orignal par groupe de deux chasseurs;

6° Il est permis de chasser l'orignal mâle, la femelle ou le petit;

13. Save for camping purposes and in respect for the rights and privileges of a forestry claimholder, no one may cut a tree on the reserve;

14. Save in the case of circumstances outside one's control, no one may land an airplane on the reserve without a special permit issued by the Minister, nor elsewhere than on the places indicated on the permit;

15. No one without the permission of the Minister, may carry on a business on the reserve;

THAT the parts of the following Orders in Council relative to the regulations of the game and fish reserve of Mistassini be annulled: Orders in Council numbers 1118 of October 31, 1956, and 175 of February 26, 1958;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

15417 JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 966

Québec, May 25, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING moose hunting in one park and two reserves.

WHEREAS pursuant to paragraph 2. of section 4 of the Game Act, Revised Statutes, 1964, chapter 202, it is forbidden to hunt moose in the Province save in the places and during the periods determined by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix moose-hunting periods in the Laurentide Provincial Park, "parc de la Vérendrye" and Matane reserves;

WHEREAS pursuant to paragraph 6. of section 65 of the Game Act, Revised Statutes, 1964, chapter 202, the Lieutenant-Governor in Council may determine, by regulation, under which conditions hunting may be done in a park or reserve.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT pursuant to paragraph 2. of section 4 of the Game Act, moose hunting be permitted in the Laurentide Park, "parc de la Vérendrye" and Matane reserves, from September 17 to October 21;

THAT pursuant to paragraph 6. of section 65 of the Game Act, the following regulation apply to this park and to these reserves:

1. No one may participate in this hunting unless his name has been chosen by the drawing of lots;

2. No one may participate in this hunting unless he is bearer, in addition to a regular hunting permit, of a special \$30.00 permit;

3. The Minister distributes the territory of a park or reserve by sections amongst groups of two hunters; no one may hunt outside of the section assigned to him;

4. Each group of two hunters must be accompanied by a guide;

5. It is forbidden to kill more than one moose per group of two hunters;

6. It is permitted to hunt the male moose, the female or the young;

7° Un chasseur doit faire inspecter à une station biologique du ministère, un orignal tué;

QUE les arrêtés en conseil numéros 508 du 11 mars 1964 et 1743 du 8 septembre 1965 soient annulés;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

15417-o *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 968

Québec, le 25 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la chasse du lièvre.

ATTENDU qu'en vertu des paragraphes 4 et 5 de l'article 65 de la Loi de la chasse, (S.R.Q. 1964, chapitre 202), le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier les périodes de chasse et adopter les mesures appropriées pour la protection et la conservation de certains animaux;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les règlements suivants soient adoptés:
1° Nul ne doit chasser le lièvre au cours d'une autre période que les suivantes:

a) dans le comté de Duplessis, du 10 septembre au 31 mars;

b) dans le reste de la province, du 10 septembre au 28 février;

2° Dans les endroits ci-après énumérés, la chasse du lièvre au moyen d'un piège ou d'un collet est défendue et la limite journalière est de 5 lièvres par chasseur;

Dans la partie du comté de Terrebonne, située au sud de la route 41, dans les comtés de Deux-Montagnes, L'Assomption, Laval, Vaudreuil-Soulanges, Beauharnois, Huntingdon, Château-guay, Napierville, Laprairie, Saint-Jean, Iberville, Rouville, Saint-Hyacinthe, Richelieu, Verchères, Chambly et Stanstead; dans l'île de Montréal, les îles Jésus, Perrot et Bizard et celles qui sont situées dans le fleuve Saint-Laurent, au sud de l'île de Montréal, de même que dans toutes les îles de la rivière des Prairies et de la rivière des Milles-Iles;

QUE l'arrêté en conseil numéro 805 du 23 avril 1965 soit annulé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

15417-o *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 886

Québec, le 11 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des règlements relatifs à tous travaux qui peuvent être exécutés dans le voisinage de lignes électriques.

ATTENDU QUE la Loi concernant les établissements industriels et commerciaux S.R.Q. 1964,

7. A hunter must have a moose which has been killed inspected at a biological station of the Department.

THAT Orders in Council numbers 508, dated March 11, 1964, and 1743, dated September 8, 1965, be cancelled;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

15417 JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 968

Québec, May 25, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING hare hunting.

WHEREAS pursuant to paragraphs 4 and 5 of section 65 of the Game Act, (R.S.Q., 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may amend hunting periods and adopt appropriate measures for the protection and preservation of certain animals;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the following regulations be adopted:
1. No one may hunt hare during any period than the following:

(a) in the county of Duplessis, from September 10 to March 31;

(b) in the remainder of the Province, from September 10 to February 28;

2. In the places hereinafter enumerated, hunting of hare by means of a trap or snare is forbidden and the daily take is 5 hares per hunter:

In the part of the county of Terrebonne, situated south of route 41, in the counties of Two-Mountains, L'Assomption, Laval, Vaudreuil-Soulanges, Beauharnois, Huntingdon, Château-guay, Napierville, Laprairie, Saint John, Iberville, Rouville, Saint Hyacinthe, Richelieu, Verchères, Chambly and Stanstead; on the island of Montreal, the island of Jésus, Perrot and Bizard those situated in the Saint Lawrence River, south of the island of Montreal, as well as on all the islands situated in des Prairies and Milles-Iles Rivers;

THAT Order in Council number 805, dated April 23, 1965, be repealed;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

15417 JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 886

Québec, May 11, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulations governing work which may be carried out in the vicinity of electrical lines.

WHEREAS the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q. 1964, chapter 150)

chapitre 150, permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter tous règlements nécessaires à sa mise à exécution;

ATTENDU qu'il est nécessaire d'édicter des règlements relatifs au travail qui peut être effectué dans le voisinage de lignes électriques, en vue de protéger le public en général et les travailleurs en particulier contre tout accident;

ATTENDU QUE les présents règlements ont été préparés après une étude des ingénieurs du ministère du Travail et des inspecteurs en chef des établissements industriels et commerciaux, et agréés par le Service de sécurité de l'Hydro-Québec;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de l'honorable ministre du Travail:

QUE soient approuvés, dans leur version française et anglaise, les règlements dont copie est annexée et qui entreront en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

*Règlements relatifs au travail
près des lignes électriques*

SECTION 1

Étendue

1.1 Les présents règlements s'appliquent à tous les travaux tels que: excavation, démolition, transport d'équipement, construction ou autres travaux qui peuvent s'effectuer dans le voisinage de lignes électriques et de leurs accessoires sauf les installations de branchement de 220 volts ou moins comprises entre le réseau de distribution et l'origine des installations électriques de l'abonné des entreprises de distribution d'énergie électrique.

SECTION 2

Définitions

2.1 « Agent autorisé » signifie une personne ou compagnie employée et autorisée par les entreprises de distribution d'énergie électrique.

2.2 « Sous tension » signifie que les conducteurs et leurs accessoires sont porteurs d'énergie électrique.

2.3 « Hors tension » signifie que les conducteurs et leurs accessoires ne sont pas porteurs d'énergie électrique.

2.4 « Autorité compétente » signifie les inspecteurs du Service d'inspection des établissements industriels et commerciaux de la province de Québec.

2.5 « Approuvé » signifie qu'une approbation formelle a été donnée par un agent autorisé, l'autorité compétente ou les deux.

SECTION 3

Compétence

3.1 Le Service d'inspection des établissements industriels et commerciaux de la province de Québec voit à l'application et à l'exécution des présents règlements.

3.2 Les agents autorisés pourront le cas échéant, faire ressortir ou rapporter toute infraction aux présents règlements pour en assurer l'application.

empowers the Lieutenant-Governor in Council to enact all regulations necessary for its enforcement;

WHEREAS, in order to protect the general public and workers especially against any accident, it has become expedient to enact regulations governing work which may be carried out in the vicinity of electrical lines;

WHEREAS the present regulations were prepared after having been studied by Department of Labour engineers and chief inspectors of industrial and commercial establishments and after having been approved by Hydro-Québec's Safety Department;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the French and English versions of the regulations, copy of which is attached hereto, be approved and come into force on the date they are published in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

*Regulations relating to work in the proximity
of electrical lines*

SECTION 1

Scope

1.1 The present regulations apply to all work such as: excavation, demolition, transportation of equipment, construction or other work which may be carried out in the proximity of electric lines and their accessories except service supplies of 220 volts or less included between the main distribution lines of electrical energy distribution enterprises and the consumer's service.

SECTION 2

Definitions

2.1 "Authorized agent" means a person or a company employed and authorized by the electrical energy distribution enterprises.

2.2 "Energized" means that the conductors and their accessories carry electrical energy.

2.3 "De-energized" means that the conductors and their accessories do not carry electrical energy.

2.4 "Enforcing authority" means the inspectors of the Inspection Service of Industrial and Commercial Establishments of the Province of Québec.

2.5 "Approved" means that a formal approval has been given by an authorized agent, the enforcing authority or both.

SECTION 3

Competence

3.1 The Inspection Service of Industrial and Commercial Establishments of the Province of Québec is in charge of the application and enforcement of the present regulations.

3.2 The authorized agents may, where necessary, make known or report any infraction of the present regulations to assure their application.

SECTION 4

Exceptions

4.1 Les présents règlements ne s'appliquent pas aux travaux de construction, de réparation ou d'entretien des lignes de transport d'énergie électrique, de leurs supports ou de leurs accessoires, effectués par des agents autorisés.

SECTION 5

Interdiction

5.1 Nul ne peut effectuer un travail susceptible d'approcher toute pièce, partie de machinerie ou personne à une distance inférieure à dix (10) pieds des conducteurs ou de leurs accessoires électriques sans avoir l'autorisation d'un agent autorisé.

SECTION 6

Dérogation

6.1 Toute personne, compagnie, entrepreneur, propriétaire ou autre que désire effectuer des travaux susceptibles d'approcher toute pièce, partie de machinerie ou personne à une distance inférieure à dix (10) pieds des conducteurs ou leurs accessoires électriques devra aviser l'autorité compétente et obtenir l'autorisation écrite d'un agent autorisé avant le début des travaux.

SECTION 7

Mesure de sécurité et de protection en cas de dérogation

7.1 L'agent autorisé pourra permettre l'exécution de travaux à une distance inférieure à dix (10) pieds des conducteurs ou de leurs accessoires électriques si l'une ou plusieurs des mesures suivantes sont jugées suffisantes pour assurer la sécurité:

a) Obtenir la mise hors tension des conducteurs et de leurs accessoires électriques durant toute la période des travaux à proximité de cette ligne.

b) La construction d'un écran, d'un grillage ou tout autre moyen jugé adéquat afin d'éviter tout contact avec les conducteurs ou les accessoires sous tension.

c) L'installation d'une cage protectrice isolée, d'un modèle approuvé, au mât de tout appareil de levage pouvant venir en contact avec les conducteurs ou leurs accessoires sous tension et l'installation d'un raccord isolé, approuvé pour cet usage, entre le câble et le crochet servant à lever des charges.

d) Faire recouvrir les conducteurs et leurs accessoires de protecteurs isolants par un agent autorisé.

7.2 L'autorité compétente pourra exiger qu'un détecteur de courant soit installé pour avertir le conducteur d'un appareil de levage de l'approche de son appareil des conducteurs ou leurs accessoires sous tension.

SECTION 8

Pancarte d'avertissement

8.1 Le propriétaire, l'agent ou l'employeur responsable de la marche de l'équipement doit placer et maintenir visible pour le conducteur, sur toute machinerie capable de mouvement

SECTION 4

Exceptions

4.1 The present regulations do not apply to the construction, repair or maintenance of electric energy transport lines, their supports and accessories when such work is carried out by authorized agents.

SECTION 5

Interdiction

5.1 No one shall carry out any work susceptible to approach any piece, part of machinery or person within ten (10) feet of conductors or their electrical accessories without having the authorization from an authorized agent.

SECTION 6

Derogation

6.1 Any person, company, contractor, owner or other who wants to perform work susceptible to approach any piece, part of machinery or person within ten (10) feet of conductors or their electrical accessories shall advise the enforcing authority and obtain written authorization from an authorized agent before the work is started.

SECTION 7

Safety and protection measures in case of derogation

7.1 The authorized agent may permit the execution of work within a distance of ten (10) feet of conductors or their electrical accessories of one or more of the following means are considered adequate to assure safety:

(a) Have the conductors and their electrical accessories de-energized during the entire duration of the work in the proximity of this line.

(b) The construction of a screen, grid or other means considered adequate to prevent contact with energized conductors or their accessories.

(c) The installation of an insulated cage type guard of an approved model about the boom or arm of all hoisting equipment which can come into contact with energized conductors or their accessories and the installation of an insulator link, approved for this use, between the cable and the hook which lifts the load.

(d) Have the conductors and their accessories covered with insulated protectors by an authorized agent.

7.2 The enforcing authority may require that a current-detecting device be installed to warn the operator that the hoisting equipment he operates is approaching energized conductors or their accessories.

SECTION 8

Warning signs

8.1 The owner, agent or employer responsible for the operation of equipment shall post and maintain in plain view of the operator on any machinery capable of vertical, lateral or rota-

vertical, latéral ou de rotation, une pancarte d'avertissement pouvant être lue à une distance de douze (12) pieds et portant l'inscription:

DANGER — Il est défendu de manoeuvrer cet appareil à une distance inférieure à dix (10) pieds des conducteurs électriques ou de leurs accessoires.

(Corrigé par l'arrêté en conseil numéro 972 du 25 mai 1966.)

15424-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 973

Section « A »

Québec, le 25 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et de coiffeur pour dames dans la région de St-Jean et Iberville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le Syndicat National des Employés Coiffeurs, Coiffeuses et Barbiers de Saint-Jean et région (CSN) et l'Association Patronale des Coiffeurs de Saint-Jean et de la région, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptés comme parties contractantes au décret numéro 666 du 15 juin 1955 et amendements, relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et de coiffeur pour dames dans la région de St-Jean et Iberville, au lieu et place de: Le Syndicat professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, section des Maîtres-Barbiers, Le Syndicat National des Coiffeurs et Coiffeuses de St-Jean-Iberville, section des employeurs, Le Syndicat professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, section des Employés-Barbiers, Le Syndicat National des Coiffeurs et Coiffeuses de St-Jean-Iberville, section des employés;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 mars 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et que ledit décret, numéro 666 soit modifié comme suit:

L'énumération des parties contractantes est remplacée par la suivante:

« L'Association Patronale des Coiffeurs de Saint-Jean et de la région, d'une part, et

Le Syndicat National des Employés Coiffeurs, Coiffeuses et Barbiers de Saint-Jean et région (CSN), d'autre part. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,

15424-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 973

Section « B »

Québec, le 25 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

tional motion, a warning sign legible at a distance of twelve (12) feet reading:

WARNING — It is unlawful to operate this equipment within ten (10) feet of electrical conductors or their accessories.

(Corrected by Order in Council number 972 of May 25, 1966.)

15424-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 973

Section "A"

Québec, May 25, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Barbering and Hairdressing trades in the St. Jean and Iberville regions.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the *Syndicat National des Coiffeurs, Coiffeuses et Barbiers de St-Jean et région (CSN)* and *l'Association Patronale des Coiffeurs de St-Jean et de la région* have petitioned the Minister of Labour to be accepted as contracting parties to decree number 666 of June 15, 1955 and amendments (Barbering and Hairdressing trades in the St. Jean and Iberville regions) in the place and stead of: *Le Syndicat professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, section des Maîtres-Barbiers; Le Syndicat National des Coiffeurs et Coiffeuses de St-Jean-Iberville, section des employeurs; Le Syndicat professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, section des Employés-Barbiers and Le Syndicat National des Coiffeurs et Coiffeuses de St-Jean-Iberville, section des employés.*

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of March 26, 1966;

WHEREAS no objection was raised against its approval;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the petition be accepted and that said decree number 666 be amended as follows:

The list of contracting parties now reads as follows:

« *L'Association Patronale des Coiffeurs de St-Jean et de la Région,*

And

Le Syndicat National des Coiffeurs-Coiffeuses et Barbiers de St-Jean et Région (CSN)”.

JACQUES PRÉMONT,

15424-o

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 973

Section "B"

Québec, May 25, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une modification du décret relatif aux salariés de garages dans la région de Shawinigan.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1929 du 29 septembre 1965, relatif aux salariés de garages dans la région de Shawinigan, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 avril 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1929, soit modifié comme suit:

L'article 2.02 est remplacé par le suivant:

« 2.02. *Champ d'application territorial:*
Le présent décret s'applique aux cités de Shawinigan et Grand'Mère, aux villes de Shawinigan-Sud et St-Tite, aux municipalités de village de la Baie Shawinigan, St-Boniface de Shawinigan, St-Georges de Champlain, Ste-Thècle, aux municipalités de paroisse de St-Barnabé, St-Élie de Caxton, St-Étienne des Grès, St-Thomas de Caxton, Ste-Flore, St-Gérard des Laurentides, St-Mathieu, Charette, Notre-Dame du Mont-Carmel, St-Jean des Piles, St-Jacques des Piles, St-Théophile du Lac à la Tortue, St-Timothee d'Hérouxville, St-Titre, St-Séverin de Prouxville, Ste-Thècle. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
15424-0 JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 973

Section « C »

Québec, le 25 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux salariés de garages dans la région de Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2142 du 27 octobre 1965, relatif aux salariés de garages dans la région de Trois-Rivières, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 avril 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2142, soit modifié comme suit:

CONCERNING an amendment to the decree respecting Garage employees in the Shawinigan region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Shawinigan region (made binding by decree number 1929 of September 29, 1965) have petitioned the Minister of Labour to submit an amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of April 9, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 1929 be amended as follows:

Section 2.02 is superseded by the following:

“2.02. *Territorial jurisdiction:*
This decree applies to: the cities of Shawinigan and Grand'Mère; the towns of Shawinigan-South and St. Tite; the village municipalities of Baie Shawinigan, St-Boniface de Shawinigan, St-Georges de Champlain, Ste-Thècle; the parish municipalities of St-Barnabé, St-Élie de Caxton, St-Étienne des Grès, St-Thomas de Caxton, Ste-Flore, St-Gérard des Laurentides, St-Mathieu, Charette, Notre-Dame du Mont-Carmel, St-Jean des Piles, St-Jacques des Piles, St-Théophile du Lac à la Tortue, St-Timothee d'Hérouxville, St-Tite, St-Séverin de Prouxville, Ste-Thècle.”

JACQUES PRÉMONT,
15424-0 Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 973

Section “C”

Québec, May 25, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting Garage Employees in the Trois-Rivières region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Trois-Rivières region (made binding by decree number 2142 of October 27, 1965) have petitioned the Minister of Labour to submit an amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of April 9, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 2142 be amended as follows:

L'article 2.02 est remplacé par le suivant:
 « 2.02. *Champ d'application territorial*: Le présent décret s'applique au territoire couvert par les deux zones ci-après décrites:

Zone I:

Les cités de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine, la ville de Trois-Rivières Ouest, les municipalités de paroisse de Baie Jolie, Pointe du Lac, la Visitation de Pointe-du Lac, Ste-Marthe du Cap-de-la-Madeleine, Saint-Louis de France et Saint-Maurice.

Zone II:

a) La ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de neuf (9) milles de ses limites, comprenant les municipalités de village de Yamachiche, Maskinongé et Champlain, les municipalités de paroisse de St-Antoine de la Rivière du Loup, St-Joseph de Maskinongé, Ste-Anne d'Yamachiche, St-Justin, St-Didace, Ste-Ursule, St-Sévère, St-Léon le Grand, Ste-Angèle de Prémont, St-Luc et la Visitation de Champlain.

b) Le district électoral de Nicolet. »

15424-o *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
 JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 973

Section « D »

Québec, le 25 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la fabrication des produits de la tôle (métal en feuilles) dans l'île de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 827 du 14 août 1958 et amendements, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de la tôle (métal en feuilles) dans l'île de Montréal et un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 1^{er} septembre 1966.

15424-o *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
 JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 973

Section « E »

Québec, le 25 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'Industrie de la fabrication du métal en feuilles.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'Industrie de la fabrication du métal en feuilles, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 305 du 16 février 1965, Section « C », soit prolongé jusqu'au 1^{er} septembre 1966, aux mêmes taux et conditions.

15424-o *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
 JACQUES PRÉMONT.

Section 2.02 is superseded by the following:
 "2.02. *Territorial jurisdiction*: This decree applies to the territory covered by the following two zones:

Zone I:

The cities of Trois-Rivières and Cap-de-la-Madeleine; the town of Trois-Rivières West; the parish municipalities of Baie Jolie, Pointe du Lac, la Visitation de Pointe du Lac, Ste-Marthe du Cap-de-la-Madeleine, Saint-Louis de France and Saint-Maurice.

Zone II:

(a) The town of Louiseville and the territory located within a 9-mile radius of its limits, encompassing: the village municipalities of Yamachiche, Maskinongé and Champlain; the parish municipalities of St-Antoine de la Rivière du Loup, St-Joseph de Maskinongé, Ste-Anne d'Yamachiche, St-Justin, St-Didace, Ste-Ursule, St-Sévère, St-Léon le Grand, Ste-Angèle de Prémont, St-Luc and la Visitation de Champlain.

(b) The electoral district of Nicolet."

15424-o JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 973

Section "D"

Québec, May 25, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the sheet-metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a 25-mile radius from its limits.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 827 of August 14, 1958 and amendments (Sheet-metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a 25-mile radius from its limits) be extended until September 1, 1966.

15424-o JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 973

Section "E"

Québec, May 25, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabrication Industry.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabrication Industry (authorized by a by-law approved by Order in Council number 305 (C) of February 16, 1965) be extended until September 1, 1966, at the same rates and conditions.

15424-o JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 967

Québec, le 25 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les périodes de chasse de l'orignal, du chevreuil et du caribou.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 4° de l'article 65 de la Loi de la chasse (Statuts révisés 1964, chapitre 202), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier les périodes pendant lesquelles la chasse des animaux visés aux articles 4 et 6 de ladite loi est prohibée;

ATTENDU qu'il est opportun de déterminer les périodes de chasse de l'orignal, du chevreuil et du caribou;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

Qu'en vertu du paragraphe 4° de l'article 65 de la Loi de la chasse, le règlement suivant soit adopté, sous réserve des règlements particuliers s'appliquant aux parcs, aux réserves ou aux sanctuaires de chasse ou de pêche:

1° Définitions:

a) « zone »: signifie une zone de chasse établie en vertu de l'arrêté en conseil numéro 823 du 4 mai 1966;

b) « orignal », « chevreuil », « caribou »: sous réserve de l'article 5° du présent règlement, ces mots visent le mâle, la femelle et le petit:

2° Concernant l'orignal:

La chasse de l'orignal est prohibée dans les zones A1, A2, A3, E, L et P;

1° Elle est permise dans les zones ci-après énumérées pendant les périodes indiquées:

a) dans les zones B, C et F, du 8 octobre au 16 octobre;

b) dans les zones D, G et N, du 1er octobre au 16 octobre;

c) dans les zones H, I, J, K, M et O, du 24 septembre au 16 octobre;

2° Concernant le chevreuil:

La chasse du chevreuil est prohibée dans les zones K, M, N, O, P et dans le comté de Vaudreuil-Soulanges;

Elle est permise dans les zones ci-après énumérées pendant les périodes indiquées:

a) dans la zone A1, du 22 octobre au 13 novembre;

b) dans les zones A2 et A3, du 22 octobre au 20 novembre;

c) dans les zones B et C, du 15 octobre au 27 novembre;

d) dans les zones D et E (sauf le comté de Vaudreuil-Soulanges), F, G, H, I et J, du 15 octobre au 20 novembre. Cependant, sur le territoire du club Seigneurial, situé dans le comté de Papineau compris dans la zone F, la chasse est permise du 8 octobre au 27 novembre;

e) dans la zone L, du 1er juillet au 31 janvier;

3° Chasse du chevreuil au moyen de l'arc:

Il est permis de chasser le chevreuil au moyen de l'arc seulement pendant les périodes suivantes dans les endroits ci-après déterminés:

a) dans la réserve Horton située dans le comté de Rimouski, du 24 septembre au 14 octobre; cette période spéciale de chasse ne

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 967

Québec, May 25, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the hunting periods for moose, deer and caribou.

WHEREAS in pursuance to paragraph 4. of section 65 of the Game Act (Revised Statutes, 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, amend the periods in which the hunting of animals foreseen in sections 4 and 6 of the said act is prohibited;

WHEREAS it is expedient to determine the periods for moose, deer and caribou hunting;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Game and Fish:

THAT in pursuance to paragraph 4 of section 65 of the Game Act, the following regulation be adopted, under reservation of the particular regulations applicable to the parks, reserves or hunting and fishing sanctuaries:

1. Definitions:

(a) "zone": signifies a hunting zone established in pursuance to Order in Council number 823 dated May 4, 1966;

(b) "moose", "deer", "caribou": under reservation of section 5 of the present regulation, these words include the male, female and the little one;

2. Concerning the moose:

The hunting of moose in prohibited in the A1, A2, A3, E, L and P Zones;

1. The hunting of moose is permitted in the zones hereafter enumerated during the periods indicated:

(a) in zones B, C and F, October 8 to October 16;

(b) in zones D, G and N, October 1 to October 16;

(c) in zones H, I, J, K, M and O, September 24 to October 16;

2. Concerning the deer:

The hunting of deer is prohibited in the K, M, N, O, P zones and in the county of Vaudreuil-Soulanges;

The hunting of deer is permitted in the zones hereafter enumerated during the periods indicated:

(a) in the A1 zone, October 22 to November 13;

(b) in the A2 and A3 zones, October 22 to November 20;

(c) in zones B and C, October 15 to November 27;

(d) in zones D and E (save the county of Vaudreuil-Soulanges), F, G, H, I and J, October 15 to November 20. However, on the territory of the Seigneurial Club, situated in the county of Papineau, included in zone F, hunting is permitted from October 8 to November 27;

(e) in zone L, July 1 to January 31;

3. The hunting of deer with bows:

It is permitted to hunt deer with bows only during the following periods in the places hereafter determined:

(a) on Horton reserve situated in the county of Rimouski, from September 24 to October 14; this special period of hunting is not applicable

s'applique pas sur les territoires des clubs de chasse et de pêche ou sur ceux des pourvoyeurs en chasse et pêche (outfitters) compris en totalité ou en partie dans ladite réserve;

b) dans le demie sud-ouest du canton Thabot, située dans le comté de Kamouraska, le comté de Maskinongé, ainsi que le territoire des comtés de Papineau, Argenteuil et Terrebonne, comprise entre les routes 57, 31 et 8, du 1^{er} octobre au 14 octobre;

4^o Concernant le caribou:

Il est défendu de chasser le caribou dans toute la province sauf dans la zone O où on peut le chasser du 1^{er} septembre au 3 octobre;

5^o Règlement particulier:

Il est défendu de chasser la femelle et le petit du chevreuil dans la zone A3;

QUE l'arrêté en conseil numéro 804 du 23 avril 1965 soit abrogé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

15417-0 *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 909

Québec, le 18 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement de la Commission de la fonction publique du Québec relatif au personnel enseignant.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

QUE soit approuvé, avec effet à compter du 18 mai 1966, le règlement de la Commission de la fonction publique du Québec adopté par ladite Commission le 17 mai 1966, relatif au personnel enseignant au service du Gouvernement de la province, et dont copie est annexée au présent arrêté en conseil.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC

Règlement de la Commission de la fonction publique relatif au personnel enseignant.

Section I. Définition: Le personnel enseignant de la fonction publique comprend les fonctionnaires dont l'occupation principale et habituelle est de dispenser l'enseignement à des étudiants.

Ils sont, notamment mais sans limitation, employés dans les écoles normales, les institutions de l'Enseignement spécialisé, y compris les écoles moyennes d'agriculture et l'école des pêcheries, le Conservatoire de musique et d'art dramatique, les écoles de beaux-arts et les instituts de technologie agricole.

Section II. Classification du personnel enseignant: a) Le personnel enseignant de la fonction publique comprend vingt classes: dix classes de professeur-chef de section et dix classes de professeur, dont chacune correspond à un nombre d'années de scolarité conformément au tableau ci-dessous:

on the territories of hunting and fishing clubs or on those of outfitters included totally or in part on the said reserve;

(b) on the south-west half of the township of Thabot, situated in the county of Kamouraska, the county of Maskinongé, as well as the territory of the counties of Papineau, Argenteuil and Terrebonne, included between routes 57, 31 and 8, from October 1 to October 14;

4. Concerning the caribou:

The hunting of caribou in all the Province is prohibited save in the O zone where one can hunt it from September 1 to October 3;

5. Particular regulation:

The hunting of the female and the fawn of the deer is prohibited in zone A3;

THAT Order in Council number 804 of April 23, 1965, be abrogated;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

15417 *JACQUES PRÉMONT,*
Clerk of the Executive Council.

Order in Council Executive Council Chamber

Number 909

Québec, May 18, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation of the Quebec Civil Service Commission relative to teaching personnel.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Premier:

THAT the regulation of the Quebec Civil Service Commission adopted by the said Commission on May 17, 1966, relative to teaching personnel in the service of the Provincial Government, and a copy of which is annexed to the present Order in Council, be approved and take effect on and from May 18, 1966.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

QUEBEC CIVIL SERVICE COMMISSION

Regulation of the Quebec Civil Service Commission Relative to Teaching Personnel

Section I. Definition: The teaching personnel in the Civil Service includes functionaries whose main and habitual occupation is dispensing learning to students.

They are, notably but without limitation, employed in normal schools, institutions of specialized learning, including intermediate agricultural schools, and the school of fisheries, the Conservatory of Music and Gramatic Arts, schools of Fine Arts and institutes of Agricultural Technology.

Section II. Classification of Teaching Personnel: (a) The teaching personnel in the Civil Service comprises twenty classes: ten classes of professors-department heads and ten classes of professors, each of which corresponds to a certain number of years at university pursuant to the table below:

Classes	Années de scolarité
<i>Chef de section - professeur</i>	
(1)	
I	20 ans et plus
II	19
III	18
IV	17
V	16
VI	15
VII	14
VIII	13
IX	12
X	moins de 12

Classes	Years of University
<i>Department head-professor</i>	
(1)	
I	20 years or more
II	19
III	18
IV	17
V	16
VI	15
VII	14
VIII	13
IX	12
X	less than 12

(1) La scolarité requise à la classe I doit être sanctionnée par un doctorat.

b) Il est constitué auprès de la Commission de la fonction publique, ci-après désignée la Commission, un Comité consultatif de normes de classification.

Le rôle du Comité consiste à suggérer des règles d'interprétation pour le calcul des années de scolarité et les modifications à y apporter.

Les membres du Comité sont nommés par la Commission qui en choisit la moitié après avoir pris l'avis des représentants accrédités du personnel enseignant et, l'autre moitié, après avoir pris l'avis des ministres intéressés. Il est en outre formé pour chaque secteurs d'enseignement, et notamment pour le secteur de l'enseignement des Beaux-arts et celui du Conservatoire de musique et d'art dramatique, un sous-comité paritaire qui assiste le Comité dans l'accomplissement de sa tâche. Les membres des sous-comités sont nommés de la même façon que ceux du Comité.

Section III. Recrutement et sélection: a) Avis d'examen: Le ministère fournit à la Commission la liste des postes vacants à être comblés.

Aux fins d'établir des listes permanentes d'éligibilité, la Commission tient, de temps à autre, des examens après en avoir donné un avis public approprié.

b) *Conditions d'admissibilité aux examens:* Pour être admis aux examens, le candidat doit remplir les exigences qui sont ou seront fixées par règlement du Lieutenant-gouverneur en conseil sur la certification des maîtres et, de façon particulière, avoir la scolarité et l'expérience professionnelle que requiert le niveau d'enseignement du poste auquel il aspire.

c) *Jury:* Aux fins d'administrer les examens, la Commission forme un jury et autant de sous-comités de sélection que les besoins l'exigent.

Le jury et les sous-comités de sélection sont formés des personnes que la Commission juge être le mieux qualifiées pour accomplir ces tâches; au moins un membre du jury et de chaque sous-comité doit être choisi parmi le personnel enseignant dont les représentants accrédités fournissent à la Commission une liste permettant un choix de personnes qualifiées pour agir comme membre du jury et des sous-comités.

Le jury a pour fonction de:

1° soumettre à la Commission, pour approbation, un rapport indiquant les épreuves, entrevues et enquêtes qu'il estime nécessaire pour constater impartialement la compétence des candidats, et comprenant un guide d'appréciation des connaissances et habiletés, de l'expérience et de la personnalité des candidats;

(1) The university training required by class I must result in a doctorate.

(b) An Advisory Committee on the standards of classification is constituted within the Civil Service Commission, hereinafter designated the Commission.

The rôle of the Committee consists in suggesting rules for the interpretation of the calculation of the years of university training and the amendments to be made thereto.

The members of the Committee are appointed by the Commission which chooses half after having consulted with the accredited representatives of the teaching personnel and, the other half, after consultation with the interested Ministers. Moreover, there is formed, among each sector of teaching, and notably among the sector of teaching of Fine Arts and that of the Conservatory of Music and Dramatic Arts, a parity sub-committee which assists the Committee in the accomplishment of its work. The members of the sub-committees are appointed in the same way as those on the Committee.

Section III. Recruiting and selection: (a) Notice of examination: The Department supplies the Commission with the list of vacant posts to be filled.

For the purposes of establishing permanent lists of eligibility, the Commission, from time to time, holds examinations after having given appropriate notice to that effect.

(b) *Conditions of admissibility to examinations:* To be admitted to pass examinations, the candidate must fulfill the requirements which are or will be fixed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council on teacher certification and, particularly, he must have the university training and the professional experience required by the teaching level in the post to which he aspires.

(c) *Jury:* For purposes of administering the examinations, the Commission forms a jury and as many selection sub-committees as necessary.

The jury and the selection sub-committees are formed of persons which the Commission deems the best qualified to accomplish the tasks; at least one member of the jury and of each sub-committee must be chosen from among the teaching personnel of whom the accredited representatives supply a list to the Commission permitting a choice of qualified persons to act as members of the jury and the sub-committees.

The jury's duties are:

1. to submit to the Commission for approval a report indicating the results, interviews and inquiries which it deems necessary to establish, impartially, the competence of the candidates, and including a guide of appreciation of the knowledge and capabilities, of the experience and personality of the candidates;

2^o procéder aux épreuves, entrevues et enquêtes, noter la valeur relative, en termes de compétence professionnelle, des candidats et faire rapport à la Commission.

Section IV. La nomination à titre permanent: Nul ne peut être nommé à titre permanent s'il n'a complété une période d'emploi continu d'au moins vingt-quatre mois à titre temporaire comme professeur dans la fonction publique.

Section V. Promotion: Les postes de chef de section sont d'abord pourvus par des professeurs de chaque institution conformément à la section III.

Section VI. Effet: Le présent règlement remplace, pour le personnel enseignant auquel il s'applique, les dispositions de toute résolution de la Commission du service civil relatives à la classification.

Section VII. Entrée en vigueur: Le présent règlement entrera en vigueur à compter de la date qui sera fixée par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Québec, le 17 mai 1966.

Copie conforme.

Le Secrétaire,
HENRI DION.

15423-o

2. to institute tests, interviews and inquiries, to note the relative value, in terms of professional competence, of the candidates, and to make a report thereof to the Commission.

Section IV. Appointment on permanent basis: No one may be appointed permanently unless he has completed a continuous period of employment of at least twenty-four months on a temporary basis as a professor in the Civil Service.

Section V. Promotion: The positions of department head are opened, first, to professors of each institution pursuant to section III.

Section VI. Effect: The present regulation replaces, for the teaching personnel to whom it applies, the provisions of all resolutions of the Civil Service Commission relative to classification.

Section VII. Coming into force: The present regulation will come into force on and from the date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Quebec, May 17, 1966.

True copy.

HENRI DION,
Secretary.

15423

Associations coopératives

Magasin Co-op de Crabtree

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « La Ruche », Coopérative de consommation », en celui de « Magasin Co-op de Crabtree ».

Québec, le 27 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15390-o RAYMOND DOUVILLE.

Magasin Co-op de Ste-Anne de Roquemaure

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Syndicat Coopératif de Ste-Anne de Roquemaure », en celui de « Magasin Co-op de Ste-Anne de Roquemaure ».

Québec, le 26 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15391-o RAYMOND DOUVILLE.

Association coopérative de Normandin

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Syndicat coopératif agricole de Normandin », en celui de « Association coopérative de Normandin ».

Québec, le 27 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
15426-o RAYMOND DOUVILLE.

Fédération des coopératives étudiantes du Québec

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la fédération d'associations coopératives « Fédération des coopératives étudiantes du Québec ».

Cooperative Associations

Magasin Co-op de Crabtree

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "La Ruche", Cooperative de consommation", to that of "Magasin Co-op de Crabtree".

Quebec, May 27, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
15390 Assistant Secretary of the Province.

Magasin Co-op de Ste-Anne de Roquemaure

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Syndicat Coopératif de Ste-Anne de Roquemaure", to that of "Magasin Co-op de Ste-Anne de Roquemaure".

Quebec, May 26, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
15391 Assistant Secretary of the Province.

Association coopérative de Normandin

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Syndicat coopératif agricole de Normandin", into that of "Association coopérative de Normandin".

Quebec, May 27, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
15426 Assistant Secretary of the Province.

Fédération des coopératives étudiantes du Québec

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the federation of cooperative associations "Fédération des coopératives étudiantes du Québec".

Le siège social de cette fédération est situé à 1238 est, Boulevard St-Joseph, Montréal, Québec, dans le district électoral de Laurier.

The head office of this federation is situated at 1238 St. Joseph Blvd. East, Montreal, Quebec, in the electoral district of Laurier.

Québec, le 18 mai 1966.

Quebec, May 18, 1966.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE,

15427-0

RAYMOND DOUVILLE.

15427

Assistant Secretary of the Province.

Avis

Boleslaw Maurice Sanigorski

Avis est donné que Boleslaw Maurice Sanigorski, machiniste résidant à 7395 Roi René, Ville d'Anjou, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom en celui de Maurice Garnier: ledit changement de nom bénéficiera aussi à son épouse née Genevieve Kapron et à ses trois fils Christian, Jean-François et Alain, tous de la même adresse.

Boleslaw Maurice Sanigorski

Notice is hereby given that Boleslaw Maurice Sanigorski, operator, residing at 7395 Roi René Blvd, Ville d'Anjou, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an order changing his name to Maurice Garnier. said change of name will also benefit his wife born Genevieve Kapron, and his three sons, Christian, Jean-François and Alain, all of the same address.

Montréal, 21 mai 1966.

Montreal, May 21, 1966.

Le Procureur du requérant,

OVIDE LOISELLE,

15264-21-2-0

OVIDE LOISELLE.

15264-21-2-0

Attorney for petitioner.

Erwin Oravsky

Avis est donné que « Erwin Oravsky », constructeur, résidant au numéro 1400, ouest, avenue des Pins, ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir de changer son nom en celui de « Erwin Oravsky Brand ».

Erwin Oravsky

Notice is hereby given that "Erwin Oravsky", builder, residing at number 1400 Pine Avenue West, city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to "Erwin Oravsky Brand".

Montréal, 18 mai 1966.

Montreal, May 18, 1966.

Les Procureurs du requérant,

SPECTOR & SCHECTER,

15287-21-2

SPECTOR & SCHECTER.

15287-21-2-0

Attorneys for the applicant.

Hyman Selechonek

Avis est par les présentes donné que « Hyman Selechonek », domicilié au 440 Morrison, ville de Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Hy Shell; ledit changement concernera également son épouse Sophie Cytrynbaum Selechonek, son fils Brian Selechonek, son fils Mark Selechonek, et sa fille Lieba Selechonek, tous domiciliés au même endroit.

Hyman Selechonek

Notice is by these presents given that "Hyman Selechonek", executive, domiciled at 440 Morrison, town of Mount Royal, district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of a decree changing his name to Hy Shell; the said change will also apply to his wife, Sophie Cytrynbaum Selechonek, his son Brian Selechonek, his son Mark Selechonek, and his daughter Lieba Selechonek, all domiciled at the address above mentioned.

Montréal, le 18 mai 1966.

Montreal, May, 18, 1966.

LIBERMAN, SEGALL, FINKELBERG

LIBERMAN, SEGALL, FINKELBERG

15289-21-2-0

& FREED.

15289-21-2-0

& FREED.

Issie Strulevich

Avis est donné que M. Issie Strulevich (Strolovitch), marchand, résidant à 736, avenue Hartland, dans la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'adoption d'un ordre changeant son nom en celui de Darby Issie Strohl. Son épouse, née Lily Gorn, de la même adresse, bénéficiera dudit changement de nom.

Issie Strulevich

Notice is hereby given that Mr. Issie Strulevich (Strolovitch), merchant, residing at 736 Hartland Avenue, in the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council of the province of Quebec for the adoption of an order changing his name to that of Darby Issie Strohl. His wife, née Lily Gorn, of the same address, will benefit from the said change of name.

Montréal, 19 mai 1966.

Montreal, May 19, 1966.

Les Procureurs du demandeur,

RAPPAPORT, WHELAN,

15312-21-2

RAPPAPORT, WHELAN,
BESSNER & COHEN.

15312-21-2-0

BESSNER & COHEN,
Attorneys for petitioner.

Edgar Lucien Willy Lauwereyms

Avis est par les présentes donné que Edgar Lucien Willy Lauwereyms, rentier, résidant à 5970, 21^{ème} avenue, cité et district de Montréal, présentera une requête au Secrétaire de la pro-

Edgar Lucien Willy Lauwereyms

Take notice that Edgar Lucien Willy Lauwereyms, gentleman, residing at 5970, 21st Avenue, city and district of Montreal, will make application to the Secretary of the Province of

vince de Québec aux fins de changer son nom, ainsi que celui de son épouse Éva, à « Jean Edgar Dupré », tel que prescrit par la loi.

Montréal, le 10 mai 1966.

Le Procureur de la pétitionnaire,

15344-21-2-o

JEAN F. LAUREYS.

Marie-Claudette-Louise Montes

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 927, du 18 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de Marie-Claudette-Louise Gauvreau en celui de Marie-Claudette-Louise Montes.

Québec, le 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15372-o

RAYMOND DOUVILLE.

Harvie Robert Nugent

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 925, du 18 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de Harvie Robert Lock en celui de Harvie Robert Nugent.

Québec, le 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15372-o

RAYMOND DOUVILLE.

John Waychison

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 926, du 18 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de John Dzuroniuk en celui de John Waychison.

Québec, le 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

15372-o

RAYMOND DOUVILLE.

Loi électorale de Québec

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Young & Rubicam Ltd. », aux soins de M. Gabriel Lalande, suite 811, 1155 ouest, boul. Dorchester, Montréal, est reconnue comme mandataire de M. Raphaël Esposito, agent officiel de Mademoiselle Louise Mayer, candidate de l'Union Nationale dans le district électoral d'Outremont pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966.

Québec, le 26 mai 1966.

Le Président général des élections,

15398-o

FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Loi électorale de Québec

Avis concernant une agence de publicité (art. 377)

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Young & Rubicam Ltd. » aux soins de M. Gabriel Lalande, suite 811, 1155 ouest, boul. Dorchester, Montréal, est reconnue comme mandataire de M. Lévis Lorrain, agent officiel de M. Dollard Dansereau, candidat de l'Union Nationale dans le district électoral de Notre-Dame-de-Grâce pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966.

Québec, le 26 mai 1966.

Le Président général des élections,

15398-o

FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Loi électorale de Québec

Avis concernant une agence de publicité (art. 377)

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Young & Rubicam Ltd. », aux soins de M. Gabriel Lalande, suite 811, 1155

Quebec to change his name, as well as his wife Eva's name, to that of "Jean Edgar Dupré", the whole in accordance with the provisions of the law.

Montreal, May 10, 1966.

JEAN F. LAUREYS,

15344-21-2-o

Attorney for petitioner.

Marie-Claudette-Louise Montes

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 927, dated May 18, 1966, to effect the change of name of Marie-Claudette-Louise Gauvreau to that of Marie-Claudette-Louise Montes.

Quebec, May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15372

Assistant Secretary of the Province.

Harvie Robert Nugent

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 925, dated May 18, 1966, to effect the change of name of Harvie Robert Lock to that of Harvie Robert Nugent.

Quebec, May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15372

Assistant Secretary of the Province.

John Waychison

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 926, dated May 18, 1966, to effect the change of name of John Dzuroniuk to that of John Waychison.

Quebec, May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15372

Assistant Secretary of the Province.

Quebec Election Act

I give notice, by these presents, that the publicity agency "Young & Rubicam Ltd.", care of Mr. Gabriel Lalande, Room 811, 1155 west, Dorchester Blvd., Montreal, is recognized as the authorized agent of Mr. Raphaël Esposito, official agent of Miss Louise Mayer, Union National candidate in the electoral district of Outremont for the present election for which voting is fixed for June 5, 1966.

Québec, May 26, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

15398-o

Chief Returning-Officer.

Quebec Election Act

Notice concerning a publicity agency (sec. 377)

I give notice, by these presents, that the publicity agency "Young & Rubicam Ltd.", care of Mr. Gabriel Lalande, Room 811, 1155 west, Dorchester Blvd., Montreal, is recognized as the authorized agent of Mr. Lévis Lorrain, official agent of Mr. Dollard Dansereau, Union National candidate in the electoral district of Notre-Dame-de-Grâce for the present election for which voting is fixed for June 5, 1966.

Québec, May 26, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

15398-o

Chief Returning-Officer.

Quebec Election Act

Notice concerning a publicity agency (sec. 377)

I give notice, by these presents, that the publicity agency "Young & Rubicam Ltd.", care of Mr. Gabriel Lalande, Room 811, 1155

ouest, boul. Dorchester, Montréal, est reconnue comme mandataire de M. Jacques Loranger, agent officiel de M. Urbain Fisher, candidat de l'Union Nationale dans le district électoral de Westmount pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966.

Québec, le 26 mai 1966.

Le Président général des élections,

15398-o

FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean

Avis de rachat

Avis est donné, par les présentes, qu'aux termes de l'acte de fiducie par les « Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean », en faveur de la Société Nationale de Fiducie, exécuté devant Me Oscar Hamel, notaire, le 23 août 1939, lesdits Syndics rachèteront par anticipation, le 1er juillet 1966, au prix de 100% de leur valeur nominale et l'intérêt couru, \$4,000.00 d'obligations faisant partie de leur émission de \$153,500.00, savoir:

- 5 x 100 — Nos. AC-6, 11, 16, 55, 68
- 3 x 500 — Nos. AD-14, 24, 38
- 2 x 1000 — Nos. AM-13, 54

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1966, présenter lesdites obligations pour paiement à la Banque Canadienne Nationale, à Saint-Jérôme, Chicoutimi, Québec, ou Montréal, avec le coupon d'intérêt du 1er juillet 1966 et les coupons subséquents.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1966.

Montréal, ce 30 mai 1966.

Société Nationale de Fiducie,

Fiduciaire

Le Secrétaire,

G. BOYER.

15438-o

Walter Frank Kirk

Avis est donné que Walter Frank Kirk, peintre, de la cité de St-Hubert, district de Montréal, province de Québec, s'adressera, conformément à la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom de Walter Frank Kirk en celui de Frank Walter Bannister, à toutes fins que de droit.

Daté à Montréal, ce 18e jour de mai 1966.

Le Procureur du demandeur,

KALMAN SAMUELS.

15373-22-2

Village de Richelieu

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, que la municipalité du village de Richelieu, comté de Rouville, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes (ch. 193 S.R.Q. 1964);

La municipalité de ville projetée portera le nom de ville de « Richelieu ».

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du village de Richelieu décrites dans l'annexe à la requête pour en faire partie comme si elles étaient ici au long reproduites.

west, Dorchester Blvd., Montreal, is recognized as the authorized agent of Mr. Jacques Loranger, official agent of Mr. Urbain Fisher, Union National candidate in the electoral district of Westmount for which voting is fixed for June 5, 1966.

Quebec, May 26, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

Chief Returning-Officer.

15398-o

Trustees of the parish of Saint-Jérôme of Lake Saint John

Notide of redemption

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Trust Deed by the "Trustees of the parish of Saint-Jérôme of Lake Saint John", in favour of the Société Nationale de Fiducie, passed before Notary Oscar Hamel, on August 23, 1939, said Trustees will redeem before maturity, on July 1, 1966, at par and accrued interest, \$4,000.00 principal amount of bonds being part of their issue of \$153,500.00, viz:

- 5 x 100 — Nos. AC-6, 11, 16, 55, 68
- 3 x 500 — Nos. AD-14, 24, 38
- 2 x 1000 — Nos. AM-13, 54

The holders of the above mentioned bonds shall, on July 1, 1966, present the said bonds for payment at the Banque Canadienne Nationale, at Saint-Jérôme, Chicoutimi, Quebec or Montreal, with interest coupon maturing on July 1, 1966, and following coupons.

The said bonds will cease to bear interest on and from July 1, 1966.

Montreal, on May 30, 1966.

Société Nationale de Fiducie,

Trustee

G. BOYER,

Secretary.

15438-o

Walter Frank Kirk

Notice is hereby given that Walter Frank Kirk, painter, of the city of St. Hubert, district of Montreal, province of Quebec, will apply according to law to the lieutenant-governor in council for an order to change his name from Walter Frank Kirk to that of Frank Walter Bannister, same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 18th day of May, 1966.

KALMAN SAMUELS,

Attorneys for petitioner.

15373-22-2-o

Village of Richelieu

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipality of the village of Richelieu, county of Rouville, shall apply, within the legal delays required by the law following the publication of the present notice, to the Lieutenant-Governor on Council to request the erection of its territory as a town municipality, and to obtain letters patent for such a purpose, under the authority of sections 12 and those following of the Cities and Towns Act (ch 193 R.S.Q. 1964);

The municipality of the planned town will bear the name of town of "Richelieu".

The boundaries of the municipality of the planned town will be the same as those of the municipality of the village of Richelieu described in the annex to the petition to form part thereof as if reproduced as length.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village de Richelieu établit à 1512 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à Richelieu, ce 16^e jour de mai 1966.

La Municipalité du Village de Richelieu,

15374-22-2-o

Le Secrétaire,
JEAN PAIEMENT.

The census ordered by the Council of the municipality of the village of Richelieu established the population of said municipality at 1512.

Given at Richelieu this 16th day of May 1966.

The Municipality of the Village of Richelieu,

15374-22-2-o

JEAN PAIEMENT,
Secretary.

Joseph Roger Wilbrod Léonard Bélanger

Avis est donné que Joseph Roger Wilbrod Léonard Bélanger, gérant d'hôtel, résidant à 150, Nantel, dans la ville de Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Joseph Roger Wilbrod Léonard Duquette.

Montréal, 26 mai 1966.

15411-22-2

Le Procureur du requérant,
JOEL MARCOVITZ.

Joseph Roger Wilbrod Léonard Bélanger

Notice is hereby given that Joseph Roger Wilbrod Léonard Bélanger, Hotel Manager, residing at 150 Nantel, in the town of Ste. Agathe des Monts, district of Terrebonne, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of a decree changing his name to Joseph Roger Wilbrod Léonard Duquette.

Montreal, May 26, 1966.

15411-22-2-o

JOEL MARCOVITZ,
Attorney for the applicant.

Village de St-Pascal

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné que la corporation municipale du village de St-Pascal, comté de Kamouraska, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des Cités et Villes (chapitre 193 S.R.Q. 1964);

La municipalité de ville projetée portera le nom de « St-Pascal ».

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du village de St-Pascal.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village de St-Pascal établit à 3,255 âmes la population de ladite municipalité;

Donné à Québec, ce 30^{ième} jour de mai 1966.

15412-22-2-o

L'Aviseur légal de la corporation,
GUY PINSONNAULT, avocat.

Village of St-Pascal

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipal corporation of the village of St-Pascal, county of Kamouraska, upon the termination of the time-limit required by the law following the publication of the present notice, the said corporation will apply to Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory as a town municipality, and to obtain letters patent for such a purpose, under the authority of sections 12 and those following of the Cities and Towns Act (chapter 193 S.R.Q. 1964);

The municipality of the planned town will bear the name of "St-Pascal".

The boundaries of the municipality of the planned town will be the same as those of the municipality of the village of St-Pascal.

The census ordered by the council of the municipality of the village of St-Pascal has established the population of said municipality at 3,255;

Given at Quebec, this 30th day of May, 1966.

15412-22-2-o

GUY PINSONNAULT, advocate,
Legal Adviser of the corporation.

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Anne

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Anne ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de l'Hôpital Ste-Anne, les employés de la maison-mère des religieuses de l'Hôpital Ste-Anne.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Baie St-Paul, Québec, dans le district électoral de Charlevoix.

Québec, le 27 mai 1966.

15400-o

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Anne

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Anne".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of the farm of Ste-Anne Hospital, the employees of the home for the Nuns of Ste-Anne Hospital.

The head office of this savings and credit union is situated at Baie St-Paul, Quebec, in the electoral district of Charlevoix.

Québec, May 27, 1966.

15400

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Les Agences d'Assurance Mailhot Inc.

Prenez avis que la compagnie « Les Agences d'Assurance Mailhot Inc. », compagnie incorporée sous la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social à Sherbrooke, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Sherbrooke, ce 21e jour de mai 1966.

Le Secrétaire,

15375-o M. J. RAYMOND BOURBONNIÈRE.

Champlain Tire Service Limited

Avis est par les présentes donné que « Champlain Tire Service Limited », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social dans la cité de Québec, s'adressera à l'honorable secrétaire de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Fait et passé à Québec, ce 12e jour de mai 1966.

Le Secrétaire,

15376-o S. B. KERR.

Comité des Hôpitaux du Québec

Prenez avis que le « Comité des Hôpitaux du Québec », corporation constituée en vertu de la IIIe partie de la Loi des compagnies du Québec demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte. Montréal, le 24 mai 1966.

Le Procureur du

Comité des Hôpitaux du Québec,

15377-o JEAN-LOUIS DORAIS, C.R.

Paul Construction Limitée

Avis est donné que la compagnie « Paul Construction Limitée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de St-Eustache, district de Terrebonne, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à St-Eustache, ce 30e jour de mai 1966.

Le Procureur de la compagnie,

15428-o Me J.-BERNARD BULTEAU.

Sherkin Bros. (Quebec) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Sherkin Bros. (Quebec) Ltd. », compagnie constituée sous la Loi des compagnies du Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 31e jour de mai 1966.

La Secrétaire,

15429-o KATHLEEN HIGGINS.

Les Agences d'Assurance Mailhot Inc.

Notice is hereby given that "Les Agences d'Assurance Mailhot Inc.", a Quebec corporation having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, this 21st day of May 1966.

Mr. J. RAYMOND BOURBONNIÈRE,

15375-o *Secretary.*

Champlain Tire Service Limited

Notice is hereby given that "Champlain Tire Service Limited", a corporation incorporated in virtue of the Quebec Companies Act, having its head office in the city of Quebec, will apply to the Honourable Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter according to the provisions of the Quebec Companies Act.

Made and passed at Quebec, this 12th day of May, 1966.

S. B. KERR,

15376 *Secretary.*

Comité des Hôpitaux du Québec

Notice is hereby given that "Comité des Hôpitaux du Québec", incorporated under the terms of Part III of the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter. Montreal, May 24, 1966.

JEAN-LOUIS DORAIS, Q.C.,

Attorney for

15377-o *Comité des Hôpitaux du Québec.*

Paul Construction Limitée

Notice is hereby given that "Paul Construction Limitée", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office at the city of St-Eustache, district of Terrebonne, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at St. Eustache, this 30th day of May 1966.

Me J.-BERNARD BULTEAU,

15428-o *Lawyer for the company.*

Sherkin Bros. (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "Sherkin Bros. (Quebec) Ltd.", a company constituted under the laws of the Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 31st day of May, 1966.

KATHLEEN HIGGINS,

15429 *Secretary.*

Compagnies dissoutes**Association des Cardiologues
de la province de Québec
Association of Cardiologists
of the Province of Quebec**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Association des Cardiologues de la province de Québec — Association of Cardiologists of the Province of Quebec », constituée en corporation le 26 novembre 1955, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

15372-o 13219-55

Canadian Family Food Plan Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Canadian Family Food Plan Ltd. », constituée en corporation le 1^{er} septembre 1954, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 12199-54

Canton Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Canton Development Corp. », constituée en corporation le 28 février 1956, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 10618-56

Chambly Housing Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Chambly Housing Development Corp. », constituée en corporation le 8 février 1956, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 10373-56

Decastelneau Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Decastelneau Corp. », constituée en corporation le 2 mai 1953, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 9176-53

Gaz Bar Bellevue Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Gaz Bar Bellevue Inc. », constituée en corporation le 12 juin 1963, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 2523-63

Gomberg Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province

Companies Dissolved**Association des Cardiologues
de la province de Québec
Association of Cardiologists
of the Province of Quebec**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Association des Cardiologues de la province de Québec — Association of the Cardiologists of the Province of Quebec", incorporated on November 26, 1955, on and from May 30, 1966.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

15372 13219-55

Canadian Family Food Plan Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canadian Family Food Plan Ltd.", incorporated on September 1, 1954, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 12199-54

Canton Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canton Development Corp.", incorporated on February 28, 1956, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 10618-56

Chambly Housing Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Chambly Housing Development Corp.", incorporated on February 8, 1956, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 10373-56

Decastelneau Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Decastelneau Corp.", incorporated on May 2, 1953, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 9176-53

Gaz Bar Bellevue Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gaz Bar Bellevue Inc.", incorporated on June 12, 1963, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 2523-63

Gomberg Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

d'accepter l'abandon de la charte de « Gombert Construction Inc. », constituée en corporation le 14 septembre 1950, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 6088-50

Grand Boulevard Land Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Grand Boulevard Land Company », constituée en corporation le 4 septembre 1928, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1646-28

Gross & Segal Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Gross & Segal Construction Co. Ltd. », constituée en corporation le 18 novembre 1958, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

15372-o 13034-58

Hampstead Steel & Metal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Hampstead Steel & Metal Ltd. », constituée en corporation le 22 juin 1961, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 13199-61

Hi-Poultry Farm Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Hi-Poultry Farm Ltd. », constituée en corporation le 29 mars 1954, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 10736-54

Kent Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Kent Holdings Limited », constituée en corporation le 7 mai 1956, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 11456-56

Lark Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lark Development Corp. », constituée en corporation le 9 septembre 1959, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 15037-59

Leistel Holding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Leistel

to accept the surrender of the charter of "Gombert Construction Inc.", incorporated on September 14, 1950, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 6088-50

Grand Boulevard Land Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Grand Boulevard Land Company", incorporated on September 4, 1928, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1646-28

Gross & Segal Construction Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gross & Segal Construction Co. Ltd.", incorporated on November 18, 1958, on and from May 30, 1966.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

15372 13034-58

Hampstead Steel & Metal Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hampstead Steel & Metal Ltd.", incorporated on June 22, 1961, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 13199-61

Hi-Poultry Farm Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hi-Poultry Farm Ltd.", incorporated on March 29, 1954, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 10736-54

Kent Holdings Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Kent Holdings Limited", incorporated on May 7, 1956, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 11456-56

Lark Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lark Development Corp.", incorporated on September 9, 1959, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 15037-59

Leistel Holding Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Leistel

Holding Co. Ltd., constituée en corporation le 14 novembre 1956, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 13536-56

Marché Lachute Itée
Lachute Market Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Marché Lachute Itée — Lachute Market Ltd. », constituée en corporation le 19 juin 1958, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 11229-58

Merlin Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Merlin Realty Corp. », constituée en corporation le 21 juin 1957, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 12043-57

Yoland Perreault construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Yoland Perreault construction Itée », constituée en corporation le 30 novembre 1962, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 14820-62

Rapport Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rapport Investment Corp. », constituée en corporation le 15 janvier 1958, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 14114-57

Restaurant Devon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Restaurant Devon inc. », constituée en corporation le 6 novembre 1959, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

15372-o 16140-59

St. Lawrence Clothing (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « St. Lawrence Clothing (1963) Inc. », constituée en corporation le 10 octobre 1963, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 4337-63

Sandra Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province

Holding Co. Ltd., incorporated on November 14, 1956, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 13536-56

Marché Lachute Itée
Lachute Market Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marché Lachute Itée — Lachute Market Ltd.", incorporated on June 19, 1958, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 11229-58

Merlin Realty Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Merlin Realty Corp.", incorporated on June 21, 1957, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 12043-57

Yoland Perreault construction Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Yoland Perreault construction Itée", incorporated on November 30, 1962, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 14820-62

Rapport Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rapport Investment Corp.", incorporated on January 15, 1958, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 14114-57

Restaurant Devon inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Restaurant Devon inc.", incorporated on November 6, 1959, on and from May 30, 1966.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

15372 16140-59

St. Lawrence Clothing (1963) Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "St. Lawrence Clothing (1963) Inc.", incorporated on October 10, 1963, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 4337-63

Sandra Enterprises Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

d'accepter l'abandon de la charte de « Sandra Enterprises Inc. », constituée en corporation le 28 décembre 1961, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 16219-61

Shoreline Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Shoreline Limited », constituée en corporation le 24 mai 1952, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 8275-52

**Skidoo St-Castin inc.
St. Castin Skidoo Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Skidoo St-Castin inc.—St. Castin Skidoo Inc. », constituée en corporation le 28 novembre 1962, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 14790-62

La Société d'Orthopédie et de Traumatologie de la province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Société d'Orthopédie et de Traumatologie de la province de Québec », constituée en corporation le 24 janvier 1950, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 9464-49

Stanstead Granite Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Stanstead Granite Ltd. », constituée en corporation le 6 mai 1963, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 1999-63

Thomson Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Thomson Realities Limited », constituée en corporation le 12 juillet 1946, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 4962-46

**Val d'Or Coal Limited
Val d'Or Coal limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Val d'Or Coal Limited — Val d'Or Coal limitée », constituée en corporation le 14 septembre 1954, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 12130-54

to accept the surrender of the charter of "Sandra Enterprises Inc.", incorporated on December 28, 1961, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 16219-61

Shoreline Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Shoreline Limited", incorporated on May 24, 1952, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 8275-52

**Skidoo St-Castin inc.
St. Castin Skidoo Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Skidoo St-Castin inc.—St. Castin Skidoo Inc.", incorporated on November 28, 1962, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 14790-62

La Société d'Orthopédie et de Traumatologie de la province de Québec

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Société d'Orthopédie et de Traumatologie de la province de Québec", incorporated on January 24, 1950, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 9464-49

Stanstead Granite Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Stanstead Granite Ltd.", incorporated on May 6, 1963, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 1999-63

Thomson Realities Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Thomson Realities Limited" incorporated on July 12, 1946, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 4962-46

**Val d'Or Coal Limited
Val d'Or Coal limitée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Val d'Or Coal Limited — Val d'Or Coal limitée", incorporated on September 14, 1954, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 12130-54

Van-Green Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Van-Green Investments Inc. », constituée en corporation le 3 juillet 1958, à compter du 30 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o

12015-58

Van-Green Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Van-Green Investments Inc.", incorporated on July 3, 1958, on and from May 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372

12015-58

**Divers
Compagnies****Association des commerçants et hôteliers de
Ste-Anne-de-Beaupré**

Avis est donné que l'« Association des commerçants et hôteliers de Ste-Anne-de-Beaupré », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
CHARLES MARCOTTE.

15378-o

928-66

**Association des commerçants et hôteliers de
Ste-Anne-de-Beaupré**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 mai 1966, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de l'« Association des commerçants et hôteliers de Ste-Anne-de-Beaupré », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15378-o

928-66

Buckingham Lumber Limited

Avis est donné que la compagnie « Buckingham Lumber Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire-trésorier,
J. B. DAUGHERTY.

15379

14829-62

Centre étudiant Sainte-Marie inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 mai 1966, approuvé les règlements numéros 1 et 2 du « Centre étudiant Sainte-Marie inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15380-o

1404-66

Foyer St-Henri inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 mai 1966, approuvé le règlement numéro 14B du « Foyer St-Henri inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15381-o

924-29

Placements Drummond inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Drummond inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 10.

Le Secrétaire,
YOLANDE BIRON.

15382-o

13308-62

**Miscellaneous
Companies****Association des commerçants et hôteliers de
Ste-Anne-de-Beaupré**

Notice is hereby given that l'« Association des commerçants et hôteliers de Ste-Anne-de-Beaupré », has changed the number of its directors from 3 to 7.

CHARLES MARCOTTE,
Secretary.

15378

928-66

**Association des commerçants et hôteliers de
Ste-Anne-de-Beaupré**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 16, 1966, approved by-law numbers 1 and 2 of l'« Association des commerçants et hôteliers de Ste-Anne-de-Beaupré », and such, in pursuance to section 226 of the Quebec Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15378-o

928-66

Buckingham Lumber Limited

Notice is given that "Buckingham Lumber Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

J. B. DAUGHERTY,
Secretary-Treasurer.

15379-o

14829-62

Centre étudiant Sainte-Marie inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on May 16, 1966, approved the by-laws numbers 1 and 2 of "Centre étudiant Sainte-Marie inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15380

1404-66

Foyer St-Henri inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 16, 1966, approved by-law number 14B of "Foyer St-Henri inc.", and such, in pursuance to section 225 of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15381

924-29

Placements Drummond inc.

Notice is hereby given that "Placements Drummond inc.", has changed the number of its directors from 3 to 10.

YOLANDE BIRON,
Secretary.

15382

13308-62

Placements Drummond inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Drummond inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 4.

Le Secrétaire,
Mme JEANNINE THÉROUX.
 15382-o 13308-62

Beldor Inc.

Avis est donné que la compagnie « Beldor Inc. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
H. W. TROWSSE.
 15392 11135-62

**Chester Wood Products Ltd.
 Produits du bois Chester Itée**

Avis est donné que la compagnie « Chester Wood Products Ltd.—Produits du bois Chester Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

La Présidente,
CLAUDETTE LANDRY.
 15393-o 1438-66

Montreal Finishing Corporation

Avis est donné que la compagnie « Montreal Finishing Corporation », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Président,
E. GLASBERG.
 15394 15117-62

**St. Lawrence Diversified Lands Ltd.
 Les Terres diversifiées du St-Laurent Itée**

Avis est donné que la compagnie « St. Lawrence Diversified Lands Ltd.—Les Terres diversifiées du St-Laurent Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 8.

Le Secrétaire,
JULIETTE MARTIN.
 15395 14909-61

Dorma inc.

Avis est donné que la compagnie « Dorma inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
H. W. TROWSSE.
 15401 11133-62

Park Hall Inc.

Avis est donné que la compagnie « Park Hall Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
ALVIN GUTTMAN.
 15402 1575-66

Streamlined Sportswear (1966) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Streamlined Sportswear (1966) Inc. », a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
I. SIMON.
 15403 1224-66

Hersh Woollens Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Hersh Woollens Ltd. », a porté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
SASSOON SHASHOUA.
 15430 4848-49

Placements Drummond inc.

Notice is hereby given that "Placements Drummond inc.", has changed the number of its directors from 10 to 4.

Mrs. JEANNINE THÉROUX,
Secretary.
 15382 13308-62

Beldor Inc.

Notice is given that "Beldor Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

H. W. TROWSSE,
Secretary.
 15392-o 11135-62

**Chester Wood Products Ltd.
 Produits du bois Chester Itée**

Notice is hereby given that "Chester Wood Products Ltd.—Produits du bois Chester Itée", has changed the number of its directors, from 3 to 4.

CLAUDETTE LANDRY,
President.
 15393 1438-66

Montreal Finishing Corporation

Notice is given that "Montreal Finishing Corporation", has changed the number of its directors from 3 to 4.

E. GLASBERG,
President.
 15394-o 15117-62

**St. Lawrence Diversified Lands Ltd.
 Les Terres diversifiées du St-Laurent Itée**

Notice is given that "St. Lawrence Diversified Lands Ltd.—Les Terres diversifiées du St-Laurent Itée", has changed the number of its directors from 10 to 8.

JULIETTE MARTIN,
Secretary.
 15395-o 14909-61

Dorma inc.

Notice is given that "Dorma inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

H. W. TROWSSE,
Secretary.
 15401-o 11133-62

Park Hall Inc.

Notice is given that "Park Hall Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ALVIN GUTTMAN,
Secretary.
 15402-o 1575-66

Streamlined Sportswear (1966) Inc.

Notice is given that "Streamlined Sportswear (1966) Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

I. SIMON,
Secretary.
 15403-o 1224-66

Hersh Woollens Ltd.

Notice is given that "Hersh Woollens Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

SASSOON SHASHOUA,
Secretary.
 15430-o 4848-49

Sièges sociaux

Head Offices

Continental Housing Corporation

Avis est donné que la compagnie « Continental Housing Corporation », a transporté son siège social de 536, boulevard Beaconsfield, en la cité de Beaconsfield, à 178, avenue Cartier, en la cité de Pointe-Claire.

Le Secrétaire,
H. McMULLEN.

15396 3344-50

Julian Realities Inc.

Avis est donné que la compagnie « Julian Realities Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le 24^e jour d'avril 1964, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son siège social à suite 1205, 4530, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 4^e jour de mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
AURELIO NESTOR MENDES
DE VASCONCELOS.

15404 1771-64

Cartier Cravats Inc.
Les Cravates Cartier Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cartier Cravats Inc.—Les Cravates Cartier Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le 19 novembre 1965, et ayant son siège social à 7240, rue Clark, en la cité de Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé, l'a transporté à 6666, rue St-Urbain, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 1^{er} jour de mai 1966.

Le Président,
EDWARD JOSEPH MANCHIO.

15405 5121-65

Marsaw Investments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Marsaw Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, le 10^e jour de mars 1957, et ayant son siège social à 635, ouest boulevard Dorchester, Montréal, l'a transporté à chambre 2604, 800, place Victoria, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 18^e jour de mai 1966.

Le Secrétaire,
L. C. CARROLL.

15406 10531-57

Rosen Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Rosen Enterprises Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18^e jour de novembre 1958, a transporté son siège social de 2816, avenue Willowdale, ville de Montréal, à 1010, ouest, rue Ste-Catherine, chambre 539, ville de Montréal.

(Sceau)

Le Secrétaire,
LEONARD ROSEN.

15407 13094-58

Continental Housing Corporation

Notice is given that "Continental Housing Corporation", has transferred its head office from 536 Beaconsfield Boulevard, in the city of Beaconsfield, to 178 Cartier Avenue, in the city of Pointe-Claire.

H. McMULLEN,
Secretary.

15396-o 3344-50

Julian Realities Inc.

Notice is hereby given that "Julian Realities Inc.", incorporated by letters patent under the Provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 24th day of April, 1964, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at suite 1205, 4530 Côte des Neiges Road, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 4th day of May, 1966.

AURELIO NESTOR MENDES
DE VASCONCELOS
Secretary-Treasurer.

15404-o 1771-64

Cartier Cravats Inc.
Les Cravates Cartier Inc.

Notice is hereby given that "Cartier Cravats Inc.—Les Cravates Cartier Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act dated November 19, 1965, and having its head office at 7240 Clark Street, in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day, has moved it to 6666 St. Urbain Street, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 1st day of May, 1966.

EDWARD JOSEPH MANCHIO,
President.

15405-o 5121-65

Marsaw Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Marsaw Investments Ltd.", incorporated by letters patent on the 10th day of March 1957, and having its head office at 635 Dorchester Blvd. West, Montreal has moved it to Room 2604, 800 Place Victoria, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of May 1966.

L. C. CARROLL,
Secretary.

15406-o 10531-57

Rosen Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Rosen Enterprises Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 18th day of November, 1958, has moved its head office from 2816 Willowdale Avenue in the city of Montreal to 1010 St. Catherine Street West, Room 539, in the city of Montreal.

(Seal)

LEONARD ROSEN,
Secretary.

15407-o 13094-58

Société Petroval Ltée

Avis est donné que la compagnie « Société Petroval Ltée », a déménagé son siège social du 10352 rue Clark au 65 Fleury, ouest, à Montréal, à compter du 1er mai 1966.

La Vice-présidente,
DAME LUCILLE BRUNELLI.

15408-o 1786-65

St. Maurice Valley Lodge Inc.

Avis est donné que la compagnie « St. Maurice Valley Lodge Inc. », une corporation constituée par lettres patentes, le 22e jour de mars 1966, et ayant son siège social à Grand'Mère, a établi son bureau au No 87, 2e Avenue, où son bureau était situé jusqu'à date.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Grand'Mère, ce 24e jour de mai 1966.

Le Président,
D. B. FOSS.

15413 1793-65

Trois-Rivières Gyro Inc.

Avis est donné que la compagnie « Trois-Rivières Gyro Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 avril 1966, et ayant son bureau principal dans Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 3115 de la rue Bourjoly.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce 26 mai 1966.

L'Officier autorisé,
ORIC G. LEFEBVRE.

15414-o 1153-66

Circle Cross Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Circle Cross Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Companies de Québec, le 14e jour de décembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 550 ouest, rue Sherbrooke.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 21e jour de février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
T. L. PARKE.

15431 5464-65

Midon Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Midon Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Companies de Québec, le 14e jour de décembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 550, ouest, rue Sherbrooke.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 28e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
CAROL WOODWARD.

15432 5463-65

Petroval Corporation Ltd.

Notice is hereby given that the corporation "Petroval Corporation Ltd.", has moved, as of the 1st May, 1966, its head office from 10352 Clark, to 65 Fleury, west, Montreal.

DAME LUCILLE BRUNELLI,
Vice-president.

15408-o 1786-65

St. Maurice Valley Lodge Inc.

Notice is hereby given that the "St. Maurice Valley Lodge Inc.", corporation incorporated by letters patent, on the 22nd day of March, 1966, and having its head office in Grand'Mère, has established its office at No. 87, 2nd Avenue, where its office was situated up to to-day.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Grand'Mère, this 24th day of May, 1966.

D. B. FOSS,
Chairman.

15413-o 1793-65

Trois-Rivières Gyro Inc.

Notice is hereby given that "Trois-Rivières Gyro Inc.", incorporated by letters patent dated April 13, 1966, and having its head office in Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, has established its office at number 3115, Bourjoly Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières, May 26, 1966.

ORIC G. LEFEBVRE,
Authorized Officer.

15414 1153-66

Circle Cross Corp.

Notice is hereby given that "Circle Cross Corp.", incorporated under the Provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 14th day of December 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at 550 Sherbrooke Street West.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 21st day of February 1966.

T. L. PARKE,
Secretary-Treasurer.

15431-o 5464-65

Midon Corporation

Notice is hereby given that "Midon Corporation", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 14th day of December 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at 550 Sherbrooke Street West.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, this 28th day of February 1966.

CAROL WOODWARD,
Secretary.

15432-o 5463-65

Transparent Paper Products Limited

Avis est donné que la compagnie « Transparent Paper Products Limited », a transporté son siège social de Montréal, à Montréal-Nord.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER LACHAPPELLE.

15433

3919-47

Transparent Paper Products Limited

Notice is given that "Transparent Paper Products Limited", has transferred its head office from Montreal, to Montreal North.

ROGER LACHAPPELLE,
Secretary-Treasurer.

15433-o

3919-47

Liquidation — Avis de**Cercle des éleveurs de dindons de St-Adelphe**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif « Cercle des éleveurs de dindons de St-Adelphe », tenue à St-Adelphe, le 20 mai 1966, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus 1964, chapitre 294) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Ibid., chapitre 281), et que M. Geo. Henri Thiffault a été nommé liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15383-o

3112-50

Ste-Marie Snack Bar of Quebec Inc.

Avis est donné par la présente qu'une ordonnance de liquidation a été rendue par l'honorable juge J. Robert Beaudoin, J.C.S., contre la compagnie « Ste-Marie Snack Bar of Quebec Inc. », en date du 29 avril 1966, et que le soussigné a été nommé liquidateur aux biens de ladite compagnie.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours de cet avis.

Québec, ce 3 mai 1966.

760 est, Grande-Allée.

Québec 4, P.Q.

15384-o GRÉGOIRE BELLAVANCE, Le Syndic.

Winding up Notices**Cercle des éleveurs de dindons de St-Adelphe**

Notice is given that, at a general meeting of the members of the cooperative syndicate "Cercle des éleveurs de dindons de St-Adelphe", held at St-Adelphe, on May 20, 1966, it has been resolved that the affairs of the said society be liquidated, and that same be dissolved, and such, in virtue of the provisions of the Cooperative Syndicates Act of Quebec (Revised Statutes 1964, chapter 294) and of the Winding-up Act (Ibid., chapter 281), and that Mr. Geo. Henri Thiffault has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15383

3112-50

Ste-Marie Snack Bar of Quebec Inc.

Notice is given that an order of liquidation has been rendered by the Honourable Judge J. Robert Beaudoin, J.S.C., against the company "Ste-Marie Snack Bar of Quebec Inc.", dated April 29, 1966, and that the undersigned has been appointed liquidator of the property of the said company.

The claims attested under oath must be deposited in my hands in the days from this notice.

Québec, May 3, 1966.

760 Grande-Allée East.

Québec 4, P.Q.

15384 GRÉGOIRE BELLAVANCE, Trustee.

Ministère des Affaires municipales**Village d'Andréville**

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 2 mai 1966 par le conseil municipal du « Village d'Andréville », comté de Kamouraska, et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 26 mai 1966, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation du « Village d'Andréville », sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 26 mai 1966.

Le Sous-ministre des affaires municipales,

15409-o

JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Department of Municipal Affairs**Village of Andréville**

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution passed on May 2, 1966, by the Municipal Council of the "Village of Andréville", county of Kamouraska, and in conformity with section 130 of the Municipal Code, he has decreed, on May 26, 1966, that the publications of all public notice, regulation, resolution or order of the corporation of the "Village of Andréville", save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made in the future in the French language only.

The present notice is published in virtue of section 131 of the Municipal Code.

Québec, May 26, 1966.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,

15409

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Ministère de l'Éducation**Rosemère**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Rosemère, dans le comté de

Department of Education**Rosemère**

Application is made to detach from the school municipality of Rosemère, in the county of

Terrebonne les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville:

Lots Nos 273, 274, 275, 276, 277p, 277p, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287p, 287p, 287p, 288p, 288p, 289p, 289p, 289p, 289p, 289p, 290p, 290p, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300p, 300p, 301p, 301p, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313p, 313p, 313p, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329p, pour les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Bois des Filion, dans le même comté.

Québec, le 27 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

15434-22-2-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

St-Télesphore

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Télesphore, dans le comté de Lévis, à la municipalité scolaire de St-Romuald-d'Etchemin.

Québec, le 27 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

15435-22-2-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Two Mountains County Central School Board

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No. 917, en date du 18 mai 1966, de dissoudre la commission scolaire « Two Mountains County Central School Board ».

Ce changement prend effet le 1er juillet 1966. Québec, le 31 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

15436-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Échourie

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par l'arrêté en conseil numéro 985 en date du 31 mai 1966, de diviser le territoire de la municipalité scolaire de « L'Échourie », dans le comté de Gaspé-Nord, pour fins de l'élection en quatre quartiers, numérotés, délimités et représentés comme suit:

Quartier No 1: représenté par deux commissaires d'écoles, comprend le territoire de l'ancienne municipalité scolaire de Petit Cap (lots 330-1 à 390 inclusivement);

Quartier No 2: représenté par un commissaire d'écoles, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Échourie (lots 391-1 à 425-3 inclusivement);

Quartier No 3: représenté par un commissaire d'écoles, comprend le territoire de l'ancienne municipalité scolaire de Pointe-Jaune (lots 426-6 à 450-4 inclusivement);

Quartier No 4: représenté par un commissaire d'écoles, comprend le territoire de l'ancienne municipalité scolaire de Anse-à-Valleau (lots 451-1 jusqu'à la Seigneurie Grand Étang);

Tous ces lots faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de St-Maurice-de-l'Échourie.

Cette division prend effet pour fins de l'élection de juin 1966.

Québec, le 27 mai 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

15436-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Terrebonne, the following lots in the official cadaster of the Parish of Ste-Thérèse-de-Blainville;

Lots Nos. 273, 274, 275, 276, 277p, 277p, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287p, 287p, 287p, 288p, 288p, 289p, 289p, 289p, 289p, 289p, 290p, 290p, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300p, 300p, 301p, 301p, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313p, 313p, 313p, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329p, to annex them, for Catholics only, to the school municipality of Bois des Filion, in the same county.

Quebec, May 27, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

15434-22-2 Minister of Education.

St-Télesphore

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Télesphore, in the county of Lévis, to the school municipality of St-Romuald-d'Etchemin.

Quebec, May 27, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

15435-22-2 Minister of Education.

Two Mountains County Central School Board

The Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 917, dated May 18, 1966, to dissolve the school commission "Two Mountains County Central School Board".

This change takes effect on July 1, 1966. Québec, May 31, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

15436 Minister of Education.

Échourie

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 985, dated on May 31, 1966, to divide the territory of the school municipality of "Échourie", in the county of Gaspé-North, for election purposes into four wards, numbered, delimited and represented as follows:

Ward No. 1: represented by two school commissioners, includes the territory of the former school municipality of Petit Cap, (lots 330-1 to 390 inclusively);

Ward No. 2: represented by a school commissioner including the actual territory of the school municipality of Échourie (lots 391-1 to 425-3 inclusively);

Ward No. 3: represented by a school commissioner, including the territory of the former school municipality of Pointe-Jaune (lots 426-6 to 450-4 inclusively);

Ward No. 4: represented by a school commissioner, including the territory of the former school municipality of Anse-à-Valleau (lot 451-1 up to Seigneurie Grand Étang);

All the lots are from the official cadastre of the parish of St-Maurice de l'Échourie.

This division takes effect for the election of June 1966.

Quebec, May 27, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

15436 Minister of Education.

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.1 région s'étendant de Pointe-Laval - Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval)

N-6.1 région s'étendant de Pointe-aux-Outardes-ouest - Grosse Pointe

N-8.1 région s'étendant du quai de Baie-Comeau - Pointe-est de Rivière Mistassini

N-8.3 région s'étendant de Pointe-à-la-Croix - Cap-Rouge

N-12.1 région s'étendant du phare des Iles de Mai (ligne imaginaire, direction ouest vers le rivage) - Pointe à Tibasque

B-6.3 région s'étendant de Pointe Metis - Les Boules

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 18 mai 1966.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
15387-o

GÉRARD LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval - Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval)

sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 30 mai 1966.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
15387-o

GÉRARD LEVESQUE.

Ministère des Richesses naturelles

Avis

Avis de révocation de concession minière (article 209)

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 209 de la loi des mines (S.Q. 1965,

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision of the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-4.1 Region extending from Pointe-Laval - Pointe Orient (in line with the bridge over the Laval River)

N-6.1 region extending from Pointe-aux-Outardes-west - Grosse Pointe

N-8.1 region extending from the Baie-Comeau wharf - Pointe-est of the Mistassini River

N-8.3 region extending from Pointe-à-la-Croix - Cap-Rouge

N-12.1 region extending from the lighthouse of Iles de Mai (imaginary line, westerly direction towards the shore) - pointe à Tibasque

B-6.3 region extending from Pointe Metis - Les Boules

are no longer toxic to a degree making them unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 5, paragraph 1 of the Quebec Fishing Regulations, the Minister is pleased, hereby, to open the said regions to fishing and to permit anybody whoever to make or have in his possession clams coming from the said regions.

Québec, May 18, 1966.

GÉRARD LEVESQUE,
15387 *Minister of Industry and Commerce.*

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-4.1 region extending from Pointe Laval - Pointe Orient (in line with the bridge of Laval River)

are toxic to a degree making them unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 5, paragraph 1 of the Quebec Fishing Regulations, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids anybody whosoever to fish, take or to have in his possession clams from the said areas.

The present interdiction does not apply, however, to licensed producers (Order in Council 1963-779) for canning purposes only.

Québec, May 30, 1966.

GÉRARD LEVESQUE,
15387 *Minister of Industry and Commerce.*

Department of Natural Resources

Notice

Notice of revocation of mining concession (section 209)

Notice is given, pursuant to the provisions of section 209 of the Mining Act (Q.S. 1965,

chapitre 34) qu'en vertu de l'arrêté en conseil No 977 en date du 25 mai 1966, la concession minière ci-dessous mentionnée a été révoquée en faveur de la couronne:

« Concession minière numéro 11, Bloc A, canton de Beauchastel, district électoral de Rouyn-Noranda, émise le 9 août 1906, patentée le 15 février 1908. »

Le Sous-ministre des Richesses naturelles,
15425-0 P. E. AUGER.

chapter 34) that in virtue of the Order in Council No. 977 dated May 25, 1966, the mining concession undermentioned has been revoked in favour of the Crown:

"Mining Concession number 11, Block A, township of Beauchastel, electoral district of Rouyn-Noranda, issued on August 9, 1906, patented of February 15, 1908."

P. E. AUGER,
15425 Deputy Minister of Natural Resources.

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Paroisse de Laprairie de la Madeleine

Parish of Laprairie de la Madeleine

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Madeleine, municipalité de la ville de Laprairie, division d'enregistrement de Laprairie.

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Madeleine, municipality of the town of Laprairie, registration division of Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 551-21 à 551-24 et partie des lots 551-18, 551-20 et 555-243 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 551-21 to 551-24 and part of lots 551-18, 551-20 and 555-243 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 20 mai 1966.

Quebec, May 20, 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

15385-0

15385-0

Paroisse de Ste-Philomène

Parish of Ste-Philomène

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Philomène, municipalité de la ville de Ste-Philomène, division d'enregistrement de Châteauguay.

Official cadastre of the parish of Ste-Philomène, municipality of the town of Ste-Philomène, registration division of Châteauguay.

Avis est par la présente donné que les lots 28-85 à 28-421, 28-423 à 28-537 et 28-540 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 28-85 to 28-421, 28-423 to 28-537 and 28-540 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 13 mai 1966.

Quebec, May 13, 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

15385-0

15385-0

Canton de Wentworth

Township of Wentworth

Cadastre officiel du canton de Wentworth, municipalité de Wentworth-Nord, division d'enregistrement d'Argenteuil.

Official cadastre of the township of Wentworth, municipality of Wentworth-North, registration division of Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 6-6, 6-11, 6-14, 6-15, 6-18, 6-22, 6-23, 6-26, 6-30 à 6-33, 6-72 à 6-80, 6-83 à 6-87, 6-89, 6-90, 6-97 à 6-113, 6-115 à 6-126, 6-129 à 6-137, 6-139 à 6-144, 6-146 à 6-162, 6-165 à 6-170, 6-173, 6-175 à 6-187, 6-190 à 6-193 et 6-195 à 6-200, 7-A-1 à 7-A-4, 7-A-7 à 7-A-25, 7-A-27 à 7-A-29, 7-A-46, 7-A-47, 7-A-50, 7-A-51, 7-A-53 et 7-A-54, rang X sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 6-6, 6-11, 6-14, 6-15, 6-18, 6-22, 6-23, 6-26, 6-30 to 6-33, 6-72 to 6-80, 6-83 to 6-87, 6-89, 6-90, 6-97 to 6-113, 6-115 to 6-126, 6-129 to 6-137, 6-139 to 6-144, 6-146 to 6-162, 6-165 to 6-170, 6-173, 6-175 to 6-187, 6-190 to 6-193 and 6-195 to 6-200, 7-A-1 to 7-A-4, 7-A-7 to 7-A-25, 7-A-27 to 7-A-29, 7-A-46, 7-A-47, 7-A-50, 7-A-51, 7-A-53 and 7-A-54, range X are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 20 mai 1966.

Quebec, May 20, 1966.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

15385-0

15385-0

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

Notice of amendment

*Construction (Poseurs de marbre) —
Montréal*

*Construction industry (Marble setters) —
Montréal*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « C » (Poseurs de marbre) du décret numéro 613

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section "C" (Marble setters) of decree number 613 of April 6, 1962 and amend-

du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de remplacer ladite Section « C » par la suivante:

SECTION « C »

Dispositions spéciales concernant les poseurs de de marbre, de tuile et de terrazzo et les polisseurs de terrazzo (à sec ou humide)

I. *Salaires minimaux*: a) Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

Poseur de marbre — Marble setter	3.30	3.55	3.85	4.10	4.35
Polisseur de marbre à la main — Hand marble polisher	2.89	3.14	3.44	3.69	3.94
Poseur de tuile — Tile setter	3.30	3.55	3.85	4.10	4.35
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	3.30	3.55	3.85	4.10	4.35
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo-polishing machine operator (dry process)	3.21	3.55	3.85	4.10	4.35
Polisseur de terrazzo ou marbre humide et glaceur — Terrazzo-polishing machine operator (wet process), glazier	2.83	3.08	3.38	3.63	3.88
Apprenti poseur de marbre, tuile et terrazzo — Apprentice marble setter, tile setter and terrazzo layer,					
1 ^{re} année — 1st year	2.26	2.51	2.81	3.06	3.31
2 ^{ème} année — 2nd year	2.51	2.76	3.06	3.31	3.56
3 ^{ème} année — 3rd year	2.86	3.11	3.41	3.66	3.91
4 ^{ème} année — 4th year	3.06	3.31	3.61	3.86	4.11
Apprenti polisseur de terrazzo à sec — Apprentice terrazzo-polishing machine operator (dry process)					
1 ^{er} trimestre — 1st three months	2.77	3.11	3.41	3.66	3.91
2 ^{ème} trimestre — 2nd three months	2.97	3.31	3.61	3.86	4.11
Apprenti polisseur de terrazzo humide — Apprentice terrazzo-polishing machine operator (wet process)					
1 ^{er} trimestre — 1st three months	2.61	2.86	3.16	3.41	3.66
après trois mois — after three months	2.83	3.08	3.38	3.63	3.88

De plus, les employés auront une augmentation de \$0.05 cents l'heure au 1^{er} janvier 1967 re: fonds de bien-être.

b) La base nécessaire pour la pose de tous les matériaux couverts par la présente section doit être faite par des poseurs qualifiés de marbre, tuile ou terrazzo et payés aux taux minimaux de salaires de la présente section.

c) Les salariés posant les imitations de tuiles céramiques, dites tuiles de plastique, tuiles de métal peint ou émaillé, tuiles de verre, tuiles de ciment, « granwood », tuiles de construction, tuiles de granit, tuiles d'ardoise, etc., ou des agrégats, et tout revêtement intérieur ou extérieur qui ne constitue pas un mur de soutien par lui-même, pour salles de bain, salles de toilette privées ou publiques, salles de douches, piscines, salles d'opérations, cuisines, etc., doivent être payés aux taux stipulés dans la présente section pour les poseurs de tuiles et en plus devront posséder un certificat de compétence de poseur de tuile.

Les salariés posant des imitations de marbre ou de terrazzo ainsi que les polisseurs travaillant sur lesdites imitations doivent être payés aux taux établis dans la présente section pour les poseurs de terrazzo ou de marbre et pour les polisseurs de terrazzo ou de marbre et, en plus, devront posséder un certificat de compétence de poseur ou de polisseur de terrazzo ou de marbre, selon le cas.

d) 1^o Le marbre concassé (communément appelé « paladian ») peut être posé par les poseurs de marbre, de tuile ou de terrazzo.

(Construction industry and trades in the Montreal district) have petitioned him to replace the said Section "C" by the following:

SECTION "C"

Special provisions covering marble setters, tile setters, terrazzo layers and terrazzo-polishing machine operators (wet or dry process)

I. *Minimum wage rates*: (a) Minimum wage rates are as follows:

Taux horaires — Hourly rates
1/10/66 1/4/67 1/10/67 1/4/68

Poseur de marbre — Marble setter	\$3.30	\$3.55	\$3.85	\$4.10	\$4.35
Polisseur de marbre à la main — Hand marble polisher	2.89	3.14	3.44	3.69	3.94
Poseur de tuile — Tile setter	3.30	3.55	3.85	4.10	4.35
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	3.30	3.55	3.85	4.10	4.35
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo-polishing machine operator (dry process)	3.21	3.55	3.85	4.10	4.35
Polisseur de terrazzo ou marbre humide et glaceur — Terrazzo-polishing machine operator (wet process), glazier	2.83	3.08	3.38	3.63	3.88
Apprenti poseur de marbre, tuile et terrazzo — Apprentice marble setter, tile setter and terrazzo layer,					
1 ^{re} année — 1st year	2.26	2.51	2.81	3.06	3.31
2 ^{ème} année — 2nd year	2.51	2.76	3.06	3.31	3.56
3 ^{ème} année — 3rd year	2.86	3.11	3.41	3.66	3.91
4 ^{ème} année — 4th year	3.06	3.31	3.61	3.86	4.11
Apprenti polisseur de terrazzo à sec — Apprentice terrazzo-polishing machine operator (dry process)					
1 ^{er} trimestre — 1st three months	2.77	3.11	3.41	3.66	3.91
2 ^{ème} trimestre — 2nd three months	2.97	3.31	3.61	3.86	4.11
Apprenti polisseur de terrazzo humide — Apprentice terrazzo-polishing machine operator (wet process)					
1 ^{er} trimestre — 1st three months	2.61	2.86	3.16	3.41	3.66
après trois mois — after three months	2.83	3.08	3.38	3.63	3.88

Moreover, employees shall receive a 5¢ an-hour increase on January 1, 1967, re: welfare fund.

(b) The base, on which any material covered by this section is set, shall be laid by qualified marble setters, tile setters and terrazzo layers. They shall be paid the abovementioned minimum wage rates.

(c) Employees who set imitation ceramic tiles (known as plastic tiles), painted or enamelled metal tiles, glass tiles, cement tiles, "granwood", construction tiles, granite tiles, slate tiles, etc., or aggregates, as well as all exterior or interior coating which does not in itself make up a sustaining wall, for bathrooms, private or public washrooms, showers, pools, operating rooms, kitchens, etc., must be paid the rates herein stipulated for tile setters. They shall also be holders of the tile setter's competency certificate.

Employees setting imitation marble or terrazzo products as well as polishers working on the said imitations shall be paid the rates herein stipulated for terrazzo layers or marble setters and for marble or terrazzo polishers. They shall also be holders of competency certificates as marble or terrazzo layers or polishers.

(d) 1. Crushed marble (commonly known as "paladian") may be set by marble, tile or terrazzo layers.

2° Tout travail de marbre sera exécuté par un poseur de marbre; cependant, un travail de tuile de marbre qui n'est pas posée au moyen de la méthode dite « avec ancrage » pourra être posé par un poseur de tuile, à la condition que chaque tuile n'exécède pas 2' carrés de surface ni 5/8" d'épaisseur.

e) Les polisseurs à sec auront le droit de travailler comme polisseurs à l'eau pourvu qu'ils soient payés comme polisseurs à sec lorsqu'ils exécuteront ce travail et les polisseurs à l'eau auront le droit de travailler comme polisseurs à sec, pourvu qu'ils soient payés comme polisseurs à sec pendant qu'ils exécutent ce travail.

f) Une rémunération additionnelle de \$0.25 l'heure doit être payée, en plus du taux de salaire régulier, à tout ouvrier qui fournit des outils mécanisés sur le chantier.

II. *Paye hebdomadaire:* a) Les employés sont payés par chèque pendant les heures de travail, le jeudi de chaque semaine; si le jeudi est un jour férié, la paie sera distribuée de la même manière le mercredi précédent.

b) Le bordereau de paie doit contenir, en plus des nom, prénom et adresse de l'employé, les mentions suivantes:

1° le nombre d'heures de travail au taux régulier;

2° le nombre d'heures de travail à un autre taux ou moyennant prime ou supplément;

3° les taux à l'heure sur lesquels on s'est basé pour établir le calcul du salaire;

4° le montant payé pour les fêtes chômées et payées;

5° le montant total brut du salaire gagné;

6° le montant et la nature de chacune des contributions faites par l'employeur;

7° le montant et la nature de chacune des déductions faites sur le salaire de l'employé;

8° le montant de la déduction pour fins syndicales;

9° le montant total net du salaire gagné.

c) L'employeur doit transmettre sans délai au bureau ordinaire du Syndicat une copie du rapport mensuel qu'il fait au Comité conjoint.

d) L'employeur adressera à l'employé au plus tard en même temps que l'exemplaire des formules « T4 » et « TP4 » un état des sommes versées au Comité conjoint pendant l'année précédente pour le fonds de sécurité sociale, les vacances et les fêtes chômées et payées.

III. *Durée du travail:* a) *Travail exécuté en dehors des heures normales:* Pour un travail occasionnel d'une durée inférieure à cinq (5) jours, il est possible de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail du lundi au vendredi, pourvu que l'employeur en avise le Comité paritaire au préalable et par écrit. Les salariés doivent alors être rémunérés comme suit:

1° Lorsque le travail commence avant midi, les conditions seront comme suit: huit (8) heures à temps simple, les heures supplémentaires jusqu'à 10 p.m. à temps et demi, les heures supplémentaires après 10 p.m. à temps double.

2° Lorsque le travail commence après midi, les conditions seront comme suit: premières huit (8) heures ou partie d'icelles faites avant 10 p.m. à temps simple, heures supplémentaires faites avant 10 p.m. à temps et demi et les heures supplémentaires après 10 p.m. à temps double.

3° Pour les travaux d'une durée supérieure à cinq (5) jours, il est permis de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail du lundi au vendredi seulement, pourvu

2. All marble work shall be done by a marble setter. However, marble tile work which is not laid by means of the "anchor" method may be done by a tile setter, provided that each tile is not more than two square feet and be not more than 5/8" thick.

(e) Polishers (dry process) may work as polishers (wet process) provided that they be paid as polishers (dry process) when performing such work. Polishers (wet process) may work as polishers (dry process) provided that they be paid as polishers (dry process) when performing such work.

(f) A 25¢-an-hour bonus shall be paid, besides the regular wage rate, to any employee who supplies power tools on the job.

II. *Weekly pay:* (a) Employees are paid by cheque during working hours, every Thursday. If a holiday falls on Thursday, payment shall be distributed in the same way the day before (Wednesday).

(b) Besides listing the employee's name and address, the earnings statement shall list the following items:

1. number of hours worked at the regular rate;

2. number of hours worked at another rate or at bonus rates;

3. hourly wage rates used as a basis for calculating the wages;

4. amount paid for paid holidays;

5. gross amount of earnings;

6. amount and type of each contribution made by the employer;

7. amount and type of each deduction made on the employee's wages;

8. amount of union dues deducted;

9. net take-home pay.

(c) When an employer submits his monthly report to the Joint Committee, he shall forward a copy thereof to the union office, without delay.

(d) When the T-4 and TP-4 slips are given out to employees, employers shall also supply each employee with a statement of amounts turned over to the Joint Committee during the previous year for the Social Security fund, vacations and paid holidays.

III. *Hours of work:* (a) *Work performed outside the standard hours:* For occasional work lasting less than five (5) days, it is permissible to deviate from the established starting and finishing times, Monday through Friday, provided that the employer advises the Joint Committee thereof. Employees shall then be paid as follows:

1. When work starts before noon, working conditions shall be as follows: eight (8) hours at regular rate and all overtime until 10:00 p.m. at the rate of time and a half and all overtime after 10:00 p.m. at the rate of double time.

2. When work starts after 12:00 (noon) conditions shall be as follows: first eight (8) hours or part thereof worked before 10:00 p.m. at straight time, hours worked before 10:00 p.m. at time and one half and hours worked after 10:00 p.m. at double time.

3. When more than five (5) days are required for the completion of the work, it is permissible to deviate from the fixed starting and finishing times from Monday to Friday only, providing

que l'employeur en avise au préalable, par écrit, le Comité paritaire, en indiquant son nom, le lieu du chantier et la durée approximative du travail.

Les huit (8) premières heures de travail sont payées à temps simple, plus une indemnité de \$0.25 l'heure. Après (8) huit heures, le travail supplémentaire est payé à temps double.

4° Tout employeur qui engage un salarié ayant déjà travaillé pour un autre employeur durant le cours d'une même journée, doit obligatoirement le payer sur la base de salaire et demi après 5 p.m. et temps double après 10 p.m.

b) Tout employeur, artisan ou autre personne qui désire exécuter ou faire exécuter du travail supplémentaire doit au préalable en donner avis au Comité conjoint, en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la livraison de tel avis incombe à celui qui le donne.

IV. *Travail interdit:* a) *Jours non-ouvrables:* Aucun employeur n'a le droit d'exécuter ou de faire exécuter des travaux régis par la présente section, le Premier Jour de l'An, le Vendredi Saint, la Saint Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâce, le jour de Noël, le samedi et le dimanche, et pendant la période de vacances obligatoires, ces jours n'étant pas considérés comme ouvrables.

Si la Saint Jean-Baptiste ou la Confédération surviennent un samedi ou un dimanche, le congé sera observé le lundi suivant immédiatement la fête, lequel sera alors considéré comme jour non-ouvrable.

Toutefois, dans le cas de nécessité urgente où la sécurité publique est en jeu et dont la preuve incombe à l'employeur, tout travail exécuté un jour non-ouvrable doit être rémunéré au taux de salaire double.

Tout employeur, artisan ou autre personne qui désire exécuter ou faire exécuter du travail un jour considéré comme non-ouvrable doit au préalable en donner avis au Comité conjoint, en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la livraison de tel avis incombe à celui qui le donne.

Toute personne qui, n'étant pas employeur au sens de cette loi, désire exécuter des travaux un jour non-ouvrable à titre d'artisan ou autre est sujette aux prescriptions du présent paragraphe.

b) *Période de vacances:* Les employés bénéficieront chaque année de trois (3) semaines de vacances aux époques suivantes:

1° Une semaine de Noël au Jour de l'An inclusivement.

2° Une semaine à compter du deuxième lundi de juillet. Ces deux semaines seront considérées comme les périodes durant lesquelles les vacances payées doivent être données. Ces périodes ne sont pas considérées comme ouvrables.

3° Une semaine facultative que l'employé peut prendre au moment de son choix après en avoir prévenu l'employeur.

Les vacances seront rémunérées à raison de 4% du salaire brut gagné par l'employé jusqu'au 1er octobre 1966 et à raison de 6% du salaire brut à partir de cette date.

Toutefois, dans les cas de nécessité urgente où la sécurité publique est en jeu et dont la preuve incombe à l'employeur, tout travail exécuté pendant le jour de Noël, le Jour de l'An et pendant la semaine commençant le deuxième lundi de juillet, doit être rémunéré au taux de salaire double.

the employer notifies the Joint Committee, in writing, and mentions the name and the location of the job and the approximate duration of the work.

The first eight (8) hours of work shall be paid at regular time, plus an indemnity of \$0.25 per hour. After eight (8) hours of work, overtime shall be paid at double time.

4. Employers hiring a man who has already worked for another employer that same day shall necessarily pay him at time and one half after 5:00 p.m. and double time after 10:00 p.m.

(b) Every employer, artisan or other person who wishes to work or cause overtime to be worked shall first notify the Joint Committee to that effect and mention the time and place where the work is to be executed. The onus of proving the delivery of such notice shall lie upon the one giving it.

III. *Forbidden work:* (a) *Non working days:* No employer shall have the right to work or cause work to which this section applies to be performed on New Year's Day, Good Friday, Saint-John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Saturday and Sunday and during the compulsory vacation period, such days not being considered as working days.

If St. John the Baptist Day or Canada Day fall on a Saturday or on a Sunday, the holiday shall be observed on the Monday immediately following the holiday; such Monday being then considered as a non-working day.

However, in cases of urgent necessity and when public safety is at stake, (proof of which rests upon the employer) all time worked on a non-working day shall be paid at double time."

Every employer, artisan or other person who wishes to work or cause a non-working day to be worked shall first notify the Joint Committee mentioning the hour and place where the work shall be performed. The onus of proof of the delivery of such notice shall lie upon the one who gives it.

Any person who is not an employer under the terms of the Act and who wishes to perform work on a non-working day, in the capacity of artisan or in another capacity, is subject to the provisions of the present paragraph.

(b) *Vacation period:* Every year, employees shall be entitled to three weeks' vacation at the following times:

1. One week, Christmas through New Year's Day.

2. One week beginning with the second Monday in July. These two weeks are considered as the times during which vacations with pay must be given. Such times are not considered as working times.

3. One week which the employee may take at his convenience, after having advised the employer.

Vacation pay equals 4% of gross wages earned by the employee up to October 1, 1966; after this date, vacation pay is set at 6%.

However, in cases of urgent necessity and when public safety is at stake (proof of which rests with the employer), all time worked on Christmas Day, New Year's Day and during the week beginning on the second Monday in July, shall be paid at double time.

Tout employeur, artisan ou autre personne qui désire exécuter ou faire exécuter du travail pendant cette période de vacances obligatoires doit au préalable en donner avis au Comité conjoint, en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés et de plus obtenir la permission de ce dernier. La preuve de la livraison de tel avis incombe à celui qui le donne.

c) Période de repos: Tout employé a droit à une période de quinze (15) minutes de repos au milieu de chaque période de quatre (4) heures de travail.

V. Congés payés: La Saint Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le Vendredi Saint et le jour d'Action de Grâce sont des jours chômés et payés. La rémunération pour ces congés est calculée sur la base de 2% du salaire gagné par le salarié. Cette somme est versée au Comité conjoint de la même façon que pour les vacances. Le Comité conjoint versera cette somme aux salariés de la même manière et à la même époque que pour les vacances.

VI. Travail encourageant déplacement de la part de l'ouvrier: a) *Si l'ouvrier voyage matin et soir:* 1° *Frais de voyage:* Lorsque les travaux sont exécutés en dehors des points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet d'autobus ordinaire de la Commission de Transport de Montréal, le salarié doit être remboursé du supplément qu'il a à payer. Si le salarié ne peut se rendre sur les travaux au moyen des services de la Commission de Transport de Montréal et qu'il doit utiliser un autre moyen de transport, les frais de transport alors encourus à l'aller et au retour doivent lui être remboursés par l'employeur. Cependant, si l'employeur assure un transport convenable pour ses ouvriers par ses propres moyens pour aller et revenir, depuis ses établissements jusqu'au chantier, il n'aura aucune indemnité pour frais de déplacement à rembourser au salarié.

2° Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites du champ d'application territorial du décret, le salarié doit être payé au taux simple pour tout temps requis pour fins de déplacement à partir des limites de la juridiction territoriale du décret. L'indemnité ne doit pas être moins d'une demi-heure à l'aller et de même au retour.

b) Autres cas: 1° *Frais de voyages et de pension:* Les frais de transport et de pension des salariés engagés dans le champ d'application territorial du décret pour exécuter des travaux en dehors dudit champ d'application doivent être remboursés par l'employeur en plus du salaire. Lorsque le salarié quitte Montréal pour se rendre sur le chantier, l'employeur doit lui faire une avance équivalente au coût du transport plus le coût d'une semaine de pension. Cette avance doit être remboursée dès que le salarié est de retour du chantier. Chaque semaine, le salarié est remboursé de ses frais raisonnables de pension sur présentation d'un reçu.

Si le salarié doit voyager de nuit, l'employeur doit lui payer un lit sur le train, sinon il doit lui payer la nuit comme si c'était une journée de travail de huit (8) heures. Ainsi, si un salarié voyage 24 heures et que son employeur n'a pas payé de couchette, il a droit à deux (2) périodes de huit (8) heures de salaire à temps simple pour sa période de voyage.

Cependant, le salarié n'a droit à aucune indemnité pour le temps passé en voyage lorsqu'il s'agit du voyage de congé pris tous les deux (2) mois, tel que prévu ci-après.

Every employer, artisan or other person who wishes to work or causes work to be performed during the compulsory vacation period shall first notify the Joint Committee thereof and mention the time and place where work is to take place, besides obtaining the Committee's permission. The onus of proving the delivery of such notice shall rest with the one giving it.

(c) Rest period: Every employee is entitled to a fifteen-minute rest period in the middle of each four-hour work period.

V. Paid holidays: St. John the Baptist Day, Canada Day (July 1st), Labour Day, Good Friday and Thanksgiving Day are paid holidays. Holiday pay for such days is calculated on the basis of 2% of the employee's earnings. This amount is turned over to the Joint Committee in the same manner as vacation pay. The Joint Committee shall remit such amount to the employee in the same manner and at the same time as the vacation pay.

VI. Work requiring the employee to travel: (a) *If the employee travels morning and evening:* 1. *Travelling expenses:* When work is being done beyond the places that can be reached with an ordinary bus fare of the Montreal Transport Commission, the employee shall be reimbursed the extra fare he has to pay. Should the work be done outside the territory served by the Montreal Transport Commission and should he have to use another means of transportation, all expenses so incurred, on the way to and from work, shall be reimbursed by the employer. However, should the employer himself provide a convenient means of transportation for his employees, from his place of business to the job and back, he will not be required to reimburse any travelling expenses to the employee.

2. When work is being done outside the limits of the decree's territorial jurisdiction, the employee shall be paid at straight time for all time spent travelling from the limits of the decree's territorial jurisdiction. He shall receive no less than one half-hour's pay for each trip to and from work.

(b) Other cases: 1. *Travelling and living expenses:* Travelling and living expenses for employees hired in the territorial jurisdiction of the decree to work outside the said jurisdiction shall be reimbursed by the employer in addition to the wages. When an employee leaves Montreal for the construction site, the employer shall give him an amount equal to the transportation and living expenses for a week. This advance must be reimbursed as soon as employees come back from the job. Every week, employees will be reimbursed their reasonable living expenses upon presentation of their receipts.

If an employee has to travel by night, the employer shall pay him a berth on the train: otherwise, he shall pay the wages of a day's work of eight (8) hours. Thus, if a workman travels 24 hours and has no berth on the train, he is entitled to the wages of two (2) periods of eight (8) hours at single time, for his travelling day.

However, employees are not entitled to any indemnity for travelling time for the holiday trip made every two (2) months, as stipulated below.

2° *Salaires*: Le temps requis pour les fins de déplacement ne constitue par un temps d'emploi. Toutefois si un salarié est obligé de voyager entre 8 a.m. et 5 p.m. il a droit à son salaire régulier jusqu'à un maximum de huit (8) heures à temps simple.

3° *Voyage de congé*: Si le salarié doit travailler plus de deux (2) mois en dehors de son domicile, son employeur doit lui payer un voyage aller et retour tous les deux (2) mois. Autant que possible ces voyages doivent être faits en fin de semaine et le salarié ne doit les entreprendre qu'après entente préalable avec son employeur.

Si la fin des travaux coïncide avec l'échéance d'une période de deux (2) mois et si deux (2) semaines au maximum sont nécessaires pour compléter définitivement les travaux, il n'est pas alloué de voyage de congé pour cette période de deux (2) mois.

VII. *Licenciement d'un employé*: a) *Préavis*: Tout employé a droit, lors d'une mise-à-pied, à un avis de congé préalable de vingt-quatre (24) heures.

b) Si un employeur néglige de remettre immédiatement à un employé dont l'emploi est terminé son livre d'assurance-chômage ou son carnet de travail du Syndicat (ou l'équivalent), ou de lui remettre sa paye le jour normal de paye suivant la fin de son emploi, il devra indemniser cet employé pour la perte de temps qu'il subira en lui payant un montant équivalent à au moins trois (3) heures de travail par jour d'attente.

VIII. *Sécurité, hygiène et bien-être*: L'employeur est responsable, jusqu'à concurrence de \$100.00 par employé, de toute perte d'outils et de tout dommage causé à ces outils que les employés peuvent subir par suite de vol en dehors des heures de travail pourvu que, si l'employeur a aménagé un endroit à cette fin, l'employé y ait remis ses outils; il est également responsable pour la perte causée à ces outils par suite d'incendie, ou pendant le transport par l'employeur de ces outils.

IX. *Apprentissage*: a) La limite d'âge pour l'admission des apprentis est de 18 à 25 ans, exception faite des polisseurs de terrazzo à sec et humide où la limite est de 18 à 40 ans inclusivement.

b) La durée de l'apprentissage est de 4 années pour les poseurs de marbre, tuile et terrazzo, 6 mois pour les polisseurs de terrazzo à sec et 3 mois pour les polisseurs de terrazzo humide.

c) Aucun employeur ne peut engager et garder plus d'un apprenti pour deux poseurs de marbre.

d) Tout apprenti poseur de tuile et poseur de terrazzo doit faire un stage préliminaire de six (6) mois, dont quatre (4) mois en tuile et deux (2) mois en terrazzo au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction, avant de pouvoir se procurer un livret d'apprenti dans l'un ou l'autre de ces métiers. Les candidats à l'apprentissage qui désirent suivre le cours d'apprentissage au Centre doivent avoir travaillé au moins six (6) mois sur les chantiers des employeurs comme journaliers ou manoeuvres.

e) Lorsque l'apprenti a terminé son stage de six mois au Centre d'apprentissage des métiers de la construction, il obtient un carnet d'apprenti l'autorisant à travailler dans le métier de tuile et terrazzo, pour toute la durée de son apprentissage.

2. *Wages*: Travelling time is not to be counted as working time. However, if an employee travels from 8:00 a.m. to 5:00 p.m., he is entitled to his normal wages up to a maximum of eight (8) hours per day.

3. *Holiday trip*: If work outside the place of residence of employees lasts more than two (2) months, employees shall have their fare paid home once every two (2) months by the employer. As much as possible, such trips will be taken on week ends and after agreement with the employer.

When the completion of work coincides with the end of two (2) month period, and a maximum of two (2) weeks are necessary to wind up the contract, there shall be no holiday trip granted to employees for this two (2) month period.

VII. *Employee lay-off*: (a) *Notice*: When a lay-off is to take place, every employee is entitled to a 24-hour notice.

(b) Should an employer fail to give an employee his Unemployment Insurance booklet and his union work book (or the equivalent) when work stops, or should he fail to pay him on the appointed pay day which follows separation, he shall pay the employee three (3) hours for each waiting day, to compensate for time lost.

VIII. *Safety, health and welfare measures*: The employer is responsible, up to a \$100.00 maximum for each employee, for any loss of tools or for any damage to tools due to theft outside working hours provided that, the employee put his tools away in a place the employer has set up for this purpose. The employer is also responsible for the loss of such tools as a result of fire or when they have been lost in transit by the employer.

IX. *Apprenticeship*: (a) Only persons between the ages of 18 and 25 may be admitted to apprenticeship. However, persons 18 to 40 may be admitted to the terrazzo-polishing trades (wet or dry process).

(b) Apprenticeship lasts four (4) years for marble setters, tile setters and terrazzo layers; 6 months for terrazzo-polishing machine operators (dry process) and 3 months for terrazzo-polishing machine operators (wet process).

(c) No employer may hire and keep in his service more than one apprentice for every two marble setters.

(d) Apprentices in the trades of tile setter and terrazzo layer shall serve a 6-month pre-employment period (4 as tile setter and 2 as terrazzo layer) at the Building Trades Apprenticeship Centre, before obtaining their apprenticeship booklet in one of these trades. Apprenticeship candidates who wish to take the apprenticeship course at the Centre must have worked at least six (6) months as labourers on the employers' construction sites.

(e) After completing the six-month period at the Building Trades Apprenticeship Centre, the apprentice will be issued an apprenticeship booklet entitling him to work as tile setter or terrazzo layer for the term of his apprenticeship.

f) Aucun employeur ne peut engager et garder un apprenti à moins d'avoir à son emploi trois ouvriers qualifiés en tuile ou terrazzo. Cependant, il n'est pas nécessaire que ces trois ouvriers soient tous du même métier.

g) Dans les métiers de tuile et terrazzo, tout employeur ayant à son emploi quatre ouvriers qualifiés et aucun apprenti, doit engager un apprenti avant d'augmenter le nombre de ses ouvriers qualifiés.

h) Aucun employeur ne peut engager et garder un deuxième apprenti à moins d'avoir à son emploi huit ouvriers qualifiés dans les deux métiers de tuile et terrazzo. Il ne peut engager et garder un troisième apprenti à moins d'avoir à son emploi douze ouvriers qualifiés dans les deux métiers de tuile et terrazzo. Il ne peut engager plus d'un apprenti supplémentaire pour chaque groupe supplémentaire de douze ouvriers qualifiés dans les deux métiers de tuile et terrazzo.

i) Pour la première année de l'apprentissage, il est émis une carte d'apprentissage. À la fin de chaque année d'apprentissage, l'apprenti doit subir un examen au Centre d'apprentissage des métiers du bâtiment de Montréal. S'il échoue à l'examen, il est tenu de recommencer la même année d'apprentissage ou invité à subir un nouveau test d'orientation. S'il réussit, il reçoit un livret d'apprentissage à chacune des trois (3) années d'apprentissage à courir. Dans ce livret sont consignés les noms des employeurs pour lesquels il travaille pendant toute la durée de l'apprentissage.

j) Lorsque l'apprenti termine sa quatrième année, il doit subir un dernier examen au Centre d'apprentissage des métiers du Bâtiment. Sa carte de compagnon ne lui est donnée que s'il passe avec succès. S'il échoue, il doit poursuivre son apprentissage et subir un nouvel examen après une période de six mois.

L'utilité du livret d'apprentissage sera alors prolongée de la même durée.

k) Tout employeur ne peut engager que des apprentis poseurs de tuile et poseurs de terrazzo formés par le Centre d'apprentissage.

En ce qui concerne les apprentis poseurs de marbre, tant qu'ils ne pourront pas être formés à l'école d'apprentissage, ils seront formés dans les ateliers de fabrication de marbre des entrepreneurs marbriers. Seront reconnus comme ayant un atelier de fabrication, les employeurs du présent champ d'application qui sont enregistrés au Comité conjoint des matériaux de construction. De tels apprentis devront être engagés par un employeur pour une durée de quatre (4) ans par contrat liant employeur et apprenti pendant toute la durée de l'apprentissage l'employeur garantissant un minimum de 200 jours de travail par année. Copie de tel contrat doit être soumise aux deux parties contractantes et au Centre d'Apprentissage des métiers de la construction de Montréal.

l) Les apprentis polisseurs de terrazzo à sec et polisseurs de terrazzo humide sont formés au Centre d'Apprentissage où ils doivent faire un stage de quarante (40) heures avant d'obtenir un carnet d'apprentissage.

X. *Durée*: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre « Montreal Tile, Terrazzo and Marble Employer's Association », d'une part, et le Syndicat de la Construction de Montréal (CSN) d'autre part.)

(f) No employer may hire or keep an apprentice unless he has three workers qualified in the tile and terrazzo trades. However, such three workers need not belong to the same trade.

(g) In the tile and terrazzo trades, when an employer has four qualified workmen and no apprentices in his service, he shall hire an apprentice before increasing the number of his qualified workers.

(h) No employer may hire or keep a second apprentice unless he has eight qualified workmen in his service in both the tile and terrazzo trades. No employer may hire or keep a third apprentice unless he has twelve qualified workmen in his service in both the tile and terrazzo trades. No employer may hire more than one additional apprentice for each additional group of twelve qualified workmen in both the tile and terrazzo trades.

(i) Apprenticeship cards are issued for the first apprenticeship year. After each apprenticeship year, the apprentice must take an examination at the Montreal Building Trades Apprenticeship Centre. Should he fail such examination, he must start the apprenticeship year over again or may be given the opportunity of taking another aptitude test. If he passes the examination, the apprentice is given an apprenticeship booklet for the three (3) remaining apprenticeship years. The names of the employers he has worked for during his entire apprenticeship period are recorded therein.

(j) Upon completion of his fourth year, the apprentice must take a final examination at the Building Trades Apprenticeship Centre. If he passes the examination, he receives his journeyman's card. Should he fail, he shall continue apprenticeship for six months and take another examination at the end of such time. His apprenticeship booklet will then be extended for the same period of time.

(k) Employers may only hire apprentice tile setters and terrazzo layers who have been trained at the Apprenticeship Centre.

As regards apprentice marble layers: as long as they cannot be trained in an apprenticeship school, they shall be trained in the marble fabricating shops of marble contractors. Shall be considered as having marble fabricating shops, employers of the present jurisdiction who are registered with the Building Materials Joint Committee. Such apprentices shall be hired by employers for four (4) years by a contract binding both employer and apprentice for the entire duration of the apprenticeship, employers guaranteeing a minimum of 200 days of work per year. Copy of such contract shall be submitted to both contracting parties and to the Montreal Building Trade Training Centre.

(l) Terrazzo polishing machine apprentice operators (dry and wet process) shall be trained at the Apprenticeship Centre where a training period of forty (40) hours shall be served before an apprentice booklet can be obtained.

X. *Term*: This section remains in force until March 31, 1969.

(This section makes binding certain provisions of a collective labour agreement entered into the Montreal Tile, Terrazzo and Marble Employers' Association and the Syndicat de la Construction de Montréal (CSN).)

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 juin 1966. 15424-0

Avis de modification

Matériaux de construction — Province

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section VII (Industrie du marbre) du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes à ladite Section VII et audit décret numéro 2203:

1^o « L'Association des Ouvriers de l'industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo Inc., au nom de l'industrie du marbre », partie contractante de deuxième part, sera remplacée par « Le Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.), au nom de l'industrie du marbre ».

2^o L'article II de la Section VII sera remplacé par le suivant:

« Dispositions particulières applicables à la zone I
II. *Taux de salaires minimaux*: Les taux de salaires minimaux s'établissent comme suit:

Métiers — Trades:

	1/10/66	1/4/67	1/10/67	1/4/68	
Taillieur de marbre à la main — Hand marble cutter...	\$3.00	\$3.20	\$3.45	\$3.70	\$3.95
Apprenti taillieur de marbre: — Apprentice marble cutter:					
1 ^{re} année — 1st year.....	2.26	2.46	2.71	2.96	3.21
2 ^{ème} année — 2nd year.....	2.46	2.66	2.91	3.16	3.41
3 ^{ème} année — 3rd year.....	2.62	2.82	3.07	3.32	3.57
4 ^{ème} année — 4th year.....	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant — Carborundum or diamond machine operator.....	2.94	3.14	3.39	3.64	3.89
Coupeur à la machine avec scie à carborundum ou scie à diamant — Machine cutter with carborundum or diamond saw.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant: — Apprentice carborundum or diamond machine operator					
1 ^{er} semestre — 1st six months.....	2.26	2.46	2.71	2.96	3.21
2 ^e semestre — 2nd six months.....	2.46	2.66	2.91	3.16	3.41
3 ^e semestre — 3rd six months.....	2.73	2.93	3.18	3.43	3.68
Polisseur à la machine et à la main — Hand and machine polisher.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Apprenti polisseur: — Polisher apprentice:					
1 ^{er} semestre — 1st six months.....	2.36	2.56	2.81	3.06	3.31
Après six mois — after six months.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Mouleur de terrazzo — Terrazzo caster.....	2.94	3.14	3.39	3.64	3.89
Préposé au compresseur — Compressor operator.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Ajusteur de scie — Saw setter.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Aide et manoeuvre — Helper and labourer.....	2.26	2.46	2.71	2.96	3.21

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objection which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 4, 1966. 15424-0

Notice of amendment

Building materials industry — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Building materials industry in the Province of Québec (made binding by Section VII — Marble Industry — of decree number 2203 of December 6, 1960 and amendments) have petitioned him to amend the said decree number 2203 and Section VII as follows:

1. "L'Association des Ouvriers de l'industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo Inc., on behalf of the Marble Industry, will be replaced as contracting party of the second part by: *Le Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.)*, on behalf of the Marble Industry."

2. Article II of Section VII will be replaced by the following:

"Special provisions covering zone I
II. *Minimum wage rates*: Minimum wage rates are as follows:

	1/10/66	1/4/67	1/10/67	1/4/68	
Taillieur de marbre à la main — Hand marble cutter...	\$3.00	\$3.20	\$3.45	\$3.70	\$3.95
Apprenti taillieur de marbre: — Apprentice marble cutter:					
1 ^{re} année — 1st year.....	2.26	2.46	2.71	2.96	3.21
2 ^{ème} année — 2nd year.....	2.46	2.66	2.91	3.16	3.41
3 ^{ème} année — 3rd year.....	2.62	2.82	3.07	3.32	3.57
4 ^{ème} année — 4th year.....	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant — Carborundum or diamond machine operator.....	2.94	3.14	3.39	3.64	3.89
Coupeur à la machine avec scie à carborundum ou scie à diamant — Machine cutter with carborundum or diamond saw.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum ou à diamant: — Apprentice carborundum or diamond machine operator					
1 ^{er} semestre — 1st six months.....	2.26	2.46	2.71	2.96	3.21
2 ^e semestre — 2nd six months.....	2.46	2.66	2.91	3.16	3.41
3 ^e semestre — 3rd six months.....	2.73	2.93	3.18	3.43	3.68
Polisseur à la machine et à la main — Hand and machine polisher.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Apprenti polisseur: — Polisher apprentice:					
1 ^{er} semestre — 1st six months.....	2.36	2.56	2.81	3.06	3.31
Après six mois — after six months.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Mouleur de terrazzo — Terrazzo caster.....	2.94	3.14	3.39	3.64	3.89
Préposé au compresseur — Compressor operator.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Ajusteur de scie — Saw setter.....	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Aide et manoeuvre — Helper and labourer.....	2.26	2.46	2.71	2.96	3.21

Métiers — Trades:

	1/10/66	1/4/67	1/10/67	1/4/68
Préposé au fonctionnement des châssis à scier: — Saw-frame setter-operator:				
1er semestre — 1st six months	\$ 2.36	\$ 2.56	\$ 2.81	\$ 3.06
après six mois — after six months	2.78	2.98	3.23	3.48
Polisseur de face — Bed rubber (face)	2.78	2.98	3.23	3.48
Polisseur de bouts — Bed rubber (end)	2.78	2.98	3.23	3.48
Préposé aux grues — Crane operator	2.78	2.98	3.23	3.48
Gardien (par semaine) — Watchman (per week)	87.40	91.40	95.40	99.40

De plus, les employés auront une augmentation de \$0.05 cents l'heure à compter du 1er janvier 1967, re: fonds de bien-être.

Les taux de salaires des tailleurs et poseurs de marbre régis par le décret relatif aux métiers de la construction ne doivent pas être réduits lorsque ces salariés sont requis de travailler dans l'atelier temporairement.

Le taux de salaires actuellement payés aux apprentis, s'ils sont supérieurs à ceux prévus ci-haut, ne doivent pas être réduits.

Une rémunération additionnelle de \$0.25 l'heure doit être payée, en plus du taux de salaire régulier, à tout ouvrier qui fournit des outils mécanisés sur le chantier.

3° L'article VI sera remplacé par le suivant:

** Clauses particulières relatives à la zone II seulement*

VI. *Taux de salaires minimaux:* Les taux de salaires minimaux sont les suivants:

<i>Métiers — Trades:</i>	1/10/66	1/4/67	1/10/67	1/4/68
Tailleur de marbre à la main — Hand marble cutter	\$ 2.71	\$ 2.91	\$ 3.16	\$ 3.41
Apprenti tailleur de marbre: — Apprentice marble cutter:				
1re année — 1st year	2.16	2.36	2.61	2.86
2ème année — 2nd year	2.28	2.48	2.73	2.98
3ème année — 3rd year	2.41	2.61	2.86	3.11
4ème année — 4th year	2.56	2.76	3.01	3.26
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum — Carborundum machine operator	2.41	2.61	2.86	3.11
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum: — Apprentice carborundum machine operator:				
1er semestre — 1st six months	2.16	2.36	2.61	2.86
2ème semestre — 2nd six months	2.24	2.44	2.69	2.94
3ème semestre — 3rd six months	2.35	2.55	2.80	3.05
Polisseur à la machine et à la main — Hand and machine polisher	2.36	2.56	2.81	3.06
Apprenti polisseur: — Polisher apprentice:				
1er semestre — 1st six months	2.16	2.36	2.61	2.86
Après six mois — After six months	2.36	2.56	2.81	3.06
Préposé au compresseur — Compressor operator	2.36	2.56	2.81	3.06
Ajusteur de scie — Saw setter	2.31	2.51	2.76	3.01
Aide et manoeuvre — Helper and labourer	2.21	2.41	2.66	2.91
Préposé au fonctionnement des scies: — Saw operator:				
1er semestre — 1st six months	2.06	2.26	2.51	2.76
Après six mois — After six months	2.31	2.51	2.76	3.01
Polisseur de face — Bed rubber (face)	2.36	2.56	2.81	3.06
Polisseur de bouts — Bed rubber (ends)	2.36	2.56	2.81	3.06
Préposé aux grues — Crane operator	2.36	2.56	2.81	3.06
Carriers — Quarrymen:				
Opérateur de foreuse — Drill operator	2.16	2.36	2.61	2.86
Préposé au dalot — Channel runner	2.16	2.36	2.61	2.86
Aide — Helper	2.06	2.26	2.51	2.76
Manoeuvre (atelier de concassage) — Labourer (crusher plant)	2.21	2.41	2.66	2.91
Gardien (par semaine) — Watchman (per week)	83.00	87.00	91.00	95.00

4° Les paragraphes « b », « c » et « d » de l'article IX seront remplacés par les suivants:

« b) *Période de vacances:* Les employés bénéficieront chaque année de trois (3) semaines de vacances aux époques suivantes:

As of January 1, 1967, employees shall receive an additional 5¢ an hour re: welfare fund.

Wage rates for marble cutters and setters governed by the decree respecting the construction trades shall not be reduced when such employees have to temporarily work in the shop.

Wage rates actually paid to apprentices which are higher than those herein stipulated, shall not be reduced.

Employees who supply power tools on the job shall receive an additional 25¢ an hour, over and above their regular wage rates."

3. Article VI will be superseded by the following:

"Special clauses covering zone II only

VI. *Minimum wage rates:* Minimum wage rates are as follows:

	1/10/66	1/4/67	1/10/67	1/4/68
	\$ 2.71	\$ 2.91	\$ 3.16	\$ 3.41
	2.16	2.36	2.61	2.86
	2.28	2.48	2.73	2.98
	2.41	2.61	2.86	3.11
	2.56	2.76	3.01	3.26
	2.41	2.61	2.86	3.11
	2.16	2.36	2.61	2.86
	2.24	2.44	2.69	2.94
	2.35	2.55	2.80	3.05
	2.36	2.56	2.81	3.06
	2.16	2.36	2.61	2.86
	2.36	2.56	2.81	3.06
	2.36	2.56	2.81	3.06
	2.31	2.51	2.76	3.01
	2.21	2.41	2.66	2.91
	2.06	2.26	2.51	2.76
	2.31	2.51	2.76	3.01
	2.36	2.56	2.81	3.06
	2.36	2.56	2.81	3.06
	2.36	2.56	2.81	3.06
	2.16	2.36	2.61	2.86
	2.16	2.36	2.61	2.86
	2.06	2.26	2.51	2.76
	2.21	2.41	2.66	2.91
	83.00	87.00	91.00	95.00

4. Paragraphs "b", "c" and "d" of article IX will be replaced by the followings:

"(b) *Vacation period:* Every year, employees shall be entitled to three weeks' vacation at the following times:

1. Une semaine de Noël au Jour de l'An inclusivement.

2. Une semaine à compter du deuxième lundi de juillet.

Ces deux semaines seront considérées comme les périodes durant lesquelles les vacances payées doivent être données. Ces périodes ne sont pas considérées comme ouvrables.

3. Une semaine facultative que l'employé peut prendre au moment de son choix après en avoir prévenu l'employeur.

Les vacances seront rémunérées à raison de 4% du salaire brut gagné par l'employé jusqu'au 1er octobre 1966 et à raison de 6% du salaire brut à partir de cette date.

Toutefois, dans les cas de nécessité urgente où la sécurité publique est en jeu et dont la preuve incombe à l'employeur, tout travail exécuté pendant le jour de Noël, le Jour de l'An et pendant la semaine commençant le deuxième lundi de juillet, doit être rémunéré au taux de salaire double.

Tout employeur, artisan ou autre personne qui désire exécuter ou faire exécuter du travail pendant cette période de vacances obligatoires doit au préalable en donner avis, et obtenir la permission de celui-ci, au Comité conjoint, en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la livraison de tel avis incombe à celui qui le donne.

c) *Congés payés*: La Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le Vendredi-Saint et le Jour d'Action de Grâce sont des jours chômés et payés. La rémunération pour ces congés est calculée sur la base de 2% du salaire gagné par le salarié et cette somme est versée au Comité conjoint de la même façon que pour les vacances. Le Comité conjoint versera cette somme aux salariés de la même manière et à la même époque que pour les vacances.

d) Toute personne qui, n'étant pas employeur au sens de cette Loi, désire exécuter des travaux un jour non-ouvrable, à titre d'artisan ou autre, est sujette aux prescriptions du présent article.

e) *Licenciement d'un employé*: i. *Préavis*: Tout employé a droit, lors d'une mise-à-pied, à un avis de congé préalable de vingt-quatre (24) heures.

ii. Si un employeur néglige de remettre immédiatement à un employé dont l'emploi est terminé son livre d'assurance-chômage ou son carnet de travail du Syndicat (ou l'équivalent), ou de lui remettre sa paye le jour normal de paye suivant la fin de son emploi, il devra indemniser cet employé pour la perte de temps qu'il subira en lui payant un montant équivalent à au moins trois (3) heures de travail par jour d'attente.

f) *Sécurité, hygiène et bien-être*: i. L'employeur doit fournir tout équipement nécessaire au travail tel que bottes, gants et tabliers de caoutchouc, etc.

ii. L'employeur est responsable, jusqu'à concurrence de \$100.00 par employé, de toute perte d'outils et de tout dommage causé à ces outils que les employés peuvent subir par suite de vol en dehors des heures de travail pourvu que, si l'employeur a aménagé un endroit à cette fin, l'employé y ait remis ses outils; il est également responsable pour la perte causée à ces outils par suite d'incendie, ou pendant le transport par l'employeur de ces outils. »

1. One week, Christmas through New Year's Day.

2. One week beginning with the second Monday in July. These two weeks are considered as the times during which vacations with pay must be given. Such times are not considered as working times.

3. One week which the employee may take at his convenience, after having advised the employer.

Vacation pay equals 4% of gross wages earned by the employee up to October 1, 1966; after this date, vacation pay is set at 6%.

However, in cases of urgent necessity and when public safety is at stake (proof of which rests with the employer), all time worked on Christmas Day, New Year's Day and during the week beginning on the second Monday in July, shall be paid at double time.

Every employer, artisan or other person who wishes to work or causes work to be performed during the compulsory vacation periods shall first notify the Joint Committee thereof and mention the time and place where work is to take place, besides obtaining the Committee's permission. The onus of proving the delivery of such notice shall rest with the one giving it.

(c) *Paid holidays*: St. John the Baptist Day, Canada Day (July 1st), Labour Day, Good Friday and Thanksgiving Day are paid holidays. Holiday pay for such days is calculated on the basis of 2% of the employee's earnings. This amount is turned over to the Joint Committee in the same manner as vacation pay. The Joint Committee shall remit such amount to the employee in the same manner and at the same time as the vacation pay.

(d) Any person who is not an employer as defined in this Act and who wishes to perform work on a non-working day, either as an artisan or in any other capacity, is subject to the provisions of this article.

(e) *Employee lay-off*: i. *Notice*: When a lay-off is to take place, every employee is entitled to a 24-hour notice.

ii. Should an employer fail to give an employee his Unemployment Insurance booklet and his union work book (or the equivalent) when work stops, or should he fail to pay him on the appointed payday which follows separation, he shall pay the employee at least three (3) hours for each waiting day, to compensate for time lost.

(f) *Safety, health and welfare measures*: (i) Employers shall furnish all necessary working equipment such as rubber boots, gloves, aprons, etc.

ii. The employer is responsible, up to a \$100.00 maximum for each employee, for any loss of tools or for any damage to tools due to theft outside working hours provided that, the employee put his tools away in a place the employer has set up for this purpose. The employer is also responsible for the loss of such tools as a result of fire or when they have been lost in transit by the employer."

5° Le premier alinéa du paragraphe « e » de l'article X sera remplacé par le suivant:

« e) En ce qui concerne les apprentis tailleurs de marbre, ils doivent subir un examen au Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment de Montréal à la fin de chaque année d'apprentissage. S'ils échouent à cet examen, ils sont tenus de recommencer la même année d'apprentissage ou invités à subir un nouveau test d'orientation. »

6° L'article XI sera remplacé par le suivant:

« XI *Paye hebdomadaire*: a) Les employés sont payés par chèque pendant les heures de travail, le jeudi de chaque semaine; si le jeudi est un jour férié, la paye sera distribuée de la même manière le mercredi précédent.

b) Le bordereau de paye doit contenir, en plus des nom, prénom et adresse de l'employé, les mentions suivantes:

1. le nombre d'heures de travail au taux régulier;

2. le nombre d'heures de travail à un autre autre taux ou moyennant une prime ou un supplément;

3. les taux à l'heure sur lesquels on s'est basé pour établir le calcul du salaire;

4. le montant payé pour les fêtes chômées et payées;

5. le montant total brut du salaire gagné;

6. le montant et la nature de chacune des contributions faites par l'employeur;

7. le montant et la nature de chacune des déductions faites sur le salaire de l'employé;

8. le montant de la déduction pour fins syndicales;

9. le montant total net du salaire gagné.

c) L'employeur doit transmettre sans délai au bureau ordinaire du Syndicat une copie du rapport mensuel qu'il fait au Comité conjoint.

d) L'employeur adressera à l'employé au plus tard en même temps que l'exemplaire des formules « T4 » et « TP4 » un état des sommes versées au Comité conjoint pendant l'année précédente pour le fonds de sécurité sociale, les vacances et les fêtes chômées et payées. »

7° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article XIII:

« *Période de repos*: Tout employé a droit à une période de quinze (15) minutes de repos au milieu de chaque période de quatre (4) heures de travail. »

8° L'article XIII-A suivant sera ajouté:

« XIII-A *Fonds de sécurité sociale*: L'employeur et l'employé contribueront à un fonds de sécurité sociale, tel que stipulé dans le décret relatif à l'industrie de la construction région de Montréal.

La contribution à ce fonds est calculée sur la base de \$0.05 l'heure payés par l'employeur et de \$0.05 l'heure payés par l'employé.

Cette somme est versée au Comité conjoint de la même façon que pour les vacances et les congés payés; ceci pour la zone I.

Quant à la zone II, pour le fonds de sécurité sociale et aussi pour le fonds de bien-être, si l'employeur ne peut pas verser les montants en question à des fonds du Comité conjoint, il devra verser ces contributions directement à ses salariés sous forme d'augmentations de salaires. »

9° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

« XIV *Durée*: La présente Section ainsi modifiée demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1969. »

5. The first subdivision, paragraph "e", article X, will be superseded by the following:

"(e) After each apprenticeship year, apprentice marble cutters must take an examination at the Montreal Building Trades Apprenticeship Centre. Should they fail such examination, they shall start the apprenticeship year over again or may be given the opportunity of taking another aptitude test."

6. Article XI will be replaced by the following:

"XI *Weekly pay*: (a) Employees are paid by cheque during working hours, every Thursday. If Thursday, is a holiday payment shall be distributed in the same way the day before (Wednesday).

(b) Besides listing the employee's name, surname and address, the earnings statement shall list the following items:

1. number of hours worked at the regular rate;

2. number of hours worked at another rate or at bonus rates;

3. hourly wage rates used as a basis for calculating the wages;

4. amount paid for paid holidays;

5. gross amount of earnings;

6. amount and type of each contribution made by the employer;

7. amount and type of each deduction made on the employee's wages;

8. amount of union dues deducted;

9. net take-home pay.

(c) When an employer submits his monthly report to the Joint Committee, he shall forward a copy thereof to the union office, without delay.

(d) When the T-4 and TP-4 slips are given out to employees, employers shall also supply each employee with a statement of amounts turned over to the Joint Committee during the previous year for the Social Security fund, vacations and paid holidays."

7. The following subdivision will be added to article XIII:

"*Rest period*: Every employee is entitled to a fifteen-minute rest period in the middle of each four-hour work period.

8. The following article XIII-A will be added:

"XIII-A *Social security fund*: Employers and employees shall contribute to a social security fund as stipulated in the decree respecting the Construction Industry, Montreal region.

Contribution to such fund is calculated on the following basis: 5¢ an hour paid by the employer and 5¢ an hour paid by the employee.

This amount shall be turned over to the Joint Committee in the same way as vacation and holiday pay, for zone I.

In zone II, for the social security and welfare funds, if the employer is unable to turn over such amounts to the Joint Committee's fund, he shall remit such contributions directly to his employees by way of wage increases."

9. Article XIV will be superseded by the following:

"XIV *Term*: This section, as amended, remains in force until March 31, 1969."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 juin 1966.

15424-0

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 4, 1966.

15424-0

Examens du Barreau

Bar Examinations

Barreau de Montréal — Bar of Montreal

CANDIDATS À L'EXAMEN DE JUIN 1966 — CANDIDATES TO THE JUNE 1966 EXAMINATION

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
1.— Allaire	Louise-H.	24	Montréal.
2.— Allard	Jules	24	Montréal.
3.— Archambault	John K.	28	Montréal.
4.— Archambault	Nicole	23	Montréal.
5.— Aronoff	Edward Earl	25	Montréal.
6.— Aster	Martin Aaron	26	Montréal.
7.— Bantz	Paul O.	25	Montréal.
8.— Baird	John N.	26	Montréal.
9.— Barbeau	Richard	25	Montréal.
10.— Beaudry	Bernard	33	Montréal.
11.— Beauséjour	Jean-Guy	27	Montréal.
12.— Bell	Joel Ian	25	Montréal.
13.— Bertram	John C.	28	Montréal.
14.— Bertrand	Yves	24	Montréal.
15.— Bissonnette	Michel	24	Lachine.
16.— Besner	Gilles-N.	26	Vaudreuil.
17.— Blaikie	Peter M.	29	Montréal.
18.— Blakely	Colin D.	26	Ville Mont-Royal.
19.— Blumenstein	L. Michael	24	Montréal.
20.— Boidman	Jack B.	25	Montréal.
21.— Brunet	Yves	24	Montréal.
22.— Campeau	Yves-J.	24	Montréal.
23.— Cantin	Marie-José	25	Chomedey.
24.— Cantin	Maurice	28	Montréal.
25.— Casey	Peter C.	25	Westmount.
26.— Castiglio	Gino	22	Montréal.
27.— Chamberland	Claude	24	Lachine.
28.— Champagne	Benoit	23	Ville St-Laurent.
29.— Charbonneau	Andrée-Anne	25	Montréal.
30.— Charlap	Monroe	24	Montréal.
31.— Clevén	Bruce	24	Ville Mont-Royal.
32.— Colby	Charles W.	26	Montréal.
33.— Cousineau	François	24	Montréal.
34.— Cumyn	A. Peter F.	24	Montréal.
35.— Cumyn	Madeleine-C.	23	Montréal.
36.— Cytrynbaum	Michael	25	Montréal.
37.— Dancosse	Guy	22	Duvernay-Laval.
38.— Davis	Michael	25	Montréal.
39.— de Grandpré	P-Michel	23	Outremont.
40.— de la Madeleine	Claude	30	Montréal.
41.— Demers	Élaine	24	Montréal.
42.— Desjardins	Jean-Guy	36	Montréal.
43.— Desmarais	Claude	23	Verdun.
44.— Desrosiers	Jean-Marie	32	Montréal.
45.— Désy	Normand	24	Rosemont.
46.— Dion	Réal	28	Ville de Laval.
47.— Dionne	Luce	24	Ville Mont-Royal.
48.— Domingue	René	24	Montréal.
49.— Dubé	Jean-Louis	23	Rosemont.
50.— Dubuc	Pierre	24	Montréal.
51.— Dufour	Marcel	25	Montréal.
52.— Dulude	Pierre	24	Laprairie.
53.— Dupont	Claude	23	Ville Mont-Royal.
54.— Dupré	Guy	27	Outremont.
55.— Duquet	Elizabeth	25	Westmount.
56.— Dussault	Pierre-R.	24	St-Lambert.
57.— Élie	Jean-André	22	Montréal.
58.— Fabien	Claude	22	Outremont.

Noms Surnames	Prénoms Given names	Age	Résidence Residence
59.— Falardeau	André	25	Longueuil.
60.— Fauteux	Claude-G.	27	Greenfield Park.
61.— Flanz	Leonard W.	27	Montréal.
62.— Flavell	C. J. Michael	25	Montréal.
63.— Gagnon	Jean-Paul	25	Ville St-Laurent.
64.— Garon	Pierre-Y.	28	Montréal.
65.— Goyer	Jacques-V.	23	Ville St-Laurent.
66.— Godin	André	27	Montréal.
67.— Grégoire	Denis	25	Montréal.
68.— Habel	Jacques	26	Outremont.
69.— Hardy	Gaston	25	Montréal.
70.— Hogue	Pierre	28	Montréal.
71.— Jacoby	Daniel	24	Ville St-Michel.
72.— Karpishka	Roman	24	Lachine.
73.— Lamarre	Michel	28	Longueuil.
74.— Langlois	Gilles	25	Montréal.
75.— Larivière	André	24	Montréal.
76.— Lassonde	Gabriel	24	Rosemont.
77.— Laurendeau	Marc	26	Montréal.
78.— Lavigne	Pierre-Paul	32	Montréal.
79.— Lavoie	Jean-Marie	25	Montréal.
80.— Lawson	Ray	24	Westmount.
81.— Lazarus	Modern	24	Côte St-Luc.
82.— Leclerc	Stanley	44	Ville St-Laurent.
83.— Legault	Jean	24	Montréal.
84.— Lemay	Guy	25	Ville Mont-Royal.
85.— Lemieux	Robert-F.	24	Montréal.
86.— Lesage	Paul	26	Montréal.
87.— Lorient	François	25	Montréal.
88.— Luterman	Seymour	24	Côte St-Luc.
89.— Mandzia	William J.	24	Ville St-Laurent.
90.— Marler	David F. H.	24	Montréal.
91.— Martin	Gérald-A.	27	Montréal.
92.— Matthews	Philip R.	27	Montréal.
93.— McNeill	Duncan	26	Montréal.
94.— Ménard	Serge	24	Montréal.
95.— Mendelsohn	Maxwell W.	24	Montréal.
96.— Miller	Irwin	25	Montréal.
97.— Miller	Jack R.	26	Dorval.
98.— Mocho	Jacques	25	Montréal.
99.— Molleur	Ed.-Claude	24	Montréal.
100.— Monette	R.-Guy	24	Laprairie.
101.— Montel	Philip	24	Montréal.
102.— Nadeau	Claude	24	Montréal.
103.— Nadeau	Jean	24	Montréal.
104.— Notkin	Leslie I.	27	Westmount.
105.— O'Brien	David P.	24	Westmount.
106.— O'Connor	John J.	24	Montréal.
107.— Olivier	Joseph	25	Montréal.
108.— Orbach	Ervin	26	Montréal.
109.— Ouellette	Claude	25	St-Vincent-de-Paul.
110.— Parizeau	Micheline	21	Montréal.
111.— Patenaude	Gilles	26	Ville Mont-Royal.
112.— Payette	Maurice-T.	39	Montréal.
113.— Pednauld	Roger	27	Montréal.
114.— Pope	John O. W.	25	Montréal.
115.— Pothier	Claude	27	Montréal.
116.— Poulin	Gilles	23	Montréal.
117.— Renaud	André	24	Outremont.
118.— Richter	Simon	26	Côte St-Luc.
119.— Rip	Jerry	25	Côte St-Luc.
120.— Robert	J.-Paul	25	St-Bruno-de-Montarville.
121.— Rousseau	Jeannine	24	Outremont.
122.— Roy	Louise	23	Montréal.
123.— Savard	Jean-A.	23	Montréal.
124.— Selinger	Stanley L.	26	Montréal.
125.— Schneider	Bernard K.	25	Montréal.
126.— Sutto	Jean-Pierre	21	Montréal.
127.— Sylvestre	André	23	Montréal.
128.— Tarasofsky	Joseph	28	Montréal.
129.— Tardi	Paul	62	Montréal.
130.— Townsend	Paul A. R.	26	Montréal.
131.— Tremblay	Serge-D.	25	Rosemont.
132.— Trudeau	Gilles	25	Montréal.
133.— Trudeau	Paul-André	24	Rosemont.
134.— Turbide	Manon-R.	24	Montréal.
135.— Valois	Marc	24	Montréal.
136.— Vanasse	Paul-H.	27	Montréal.
137.— Vennat	Michel	24	Outremont.
138.— Verreault	Raymonde	28	Montréal.
139.— Wex	Samuel	25	Montréal.

Examen partiel — Partial examination:

140.— Bourque	Gilles	25	Chambly.
141.— Chevrette	François	24	Montréal.
142.— Cotler	Irwin	25	Montréal.
143.— Dubé	Serge	24	Ville St-Laurent.
144.— Fontaine	A.-Pierre	23	Cartierville.
145.— Glassman	Ben	27	Montréal.
146.— Glazer	Lawrence	29	Côte St-Luc.

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
147.— Hamilton	Bruce	37	Montréal.
148.— Jodoin	Robert	26	Montréal.
149.— Maranda	J.-Hubert	30	Outremont.
150.— Mass	Israel	26	Montréal.
151.— Morin	Claude	24	Ville Mont-Royal.
152.— Nesbitt	A. R. Deane	25	Montréal.
153.— Quesnel	Guy	26	Pierrefonds.
154.— Rioux	Marc	37	Ville St-Laurent.
155.— Rolland	André	25	Outremont.
156.— Rouleau	Yves	28	Ville Mont-Royal.

Montréal, le 27 mai 1966.— Montreal, May 27, 1966.

Le Secrétaire,
VICTOR MELANÇON,
Secretary.

15439-o

Barreau de Montréal — Bar of Montreal

ADMISSION À L'ÉTUDE — JUIN 1966 — ADMISSION TO STUDY — JUNE 1966

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence	Collège — College
1.— Lafontaine	Lisette	22	Montréal	Marguerite-Bourgeoys.
2.— Poupart	Fernand	25	Pointe-Calumet	Mont-Saint-Louis.
3.— Roy	André	24	Ville Mont-Royal	Saint-Viateur.
4.— Zelman	Gordon	24	Montréal	Sir George Williams.

Montréal, le 27 mai 1966.— Montreal, May 27, 1966.

Le Secrétaire,
VICTOR MELANÇON,
Secretary.

15439-o

Barreau de Québec — Bar of QuebecCANDIDATS POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW
EXAMENS DE JUIN 1966 — EXAMINATION FOR JUNE 1966

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Collège — College
Boilard	Paul	28	564, 79e rue est, Charlesbourg, P.Q.
Boivin	Claude	24	783, De Longpré — app. 1 — Ste-Foy, Québec
Bouchard	Rémi	23	913, Moncton, Québec
Boucher	Guy	26	869, Eymard, Québec
Carrier	Antoine	28	2731, Chemin St-Louis, Québec
Chrétien	Raymond	23	15, avenue Sye-Geneviève, Québec 4
Clermont — Marceau	Micheline	26	212, est Grande-Allée, Québec 6
Côté	Gisèle	23	560, avenue Laurier, Québec
Dion	Germain	26	Honfleur, comté de Bellechasse, P.Q.
Drolet	Michel	23	Ste-Catherine, comté de Portneuf, P.Q.
Dupont	Jacques	30	1480, rue de Longueuil, Québec
Farrah	Joseph-Paul	27	1050, rue Raymond-Casgrain, Québec 6
Gagnon	Marcel	26	630, Chouinard — app. 18 — Québec
Gagnon	Raymond	24	1178, 1e avenue, Québec
Garant	Réal	25	St-François, comté de Montmagny, P.Q.
Gauvin	Jacques	24	1567, Du Ruisseau, Sillery, Québec
Gilbert	Michel	25	25, rue du Palais, St-Joseph de Beauce, P.Q.
Lallier	Marthe	24	1067, Claire-Fontaine, Québec 4
Levasseur	Ghislain	28	1030, De Salaberry, Québec
Levesque	Jean-L.	32	3054, La Forêt — app. 5 — Ste-Foy, Québec
Marceau	Robert	32	212, ouest, Grande Allée, Québec 6
Mercier	Jacques	22	375, 68e rue ouest, Charlesbourg, P.Q.
Morin	Louis	24	1241, ouest St-Cyrille, Québec (Sillery)
Morisset	Robert	24	1139, Des Laurentides, Québec
Ouellet	René	24	412, St-Joseph, St-Raymond, comté de Portneuf, P.Q.
Paquet	Jean-Guy	26	881, rue Lévis, Québec
Paquet	Raymond	26	25, Davie, Lauzon, Québec P.Q.
Roger	Jean	25	480, Père-Marquette, Québec
Roy	Léonce E.	26	St-François, comté de Montmagny, P.Q.
Sheehan	John M.	25	2789, Poitiers, Ste-Foy, Québec
Shink	André L.	25	1239, De Repentigny, Québec
Tremblay	André	27	4, rue Laporte, Québec
Trepanier	Jean	22	1468, ouest, boulevard St-Cyrille, Québec
Turmel	Eugène	23	62, Wolfe, Lévis, P.Q.
Vaillancourt	Jean-Pierre	24	745, Chouinard, Québec
Vallières	Roger	25	880, Des Jésuites — app. 6 — Québec 6
Vézina	Paul	23	1173, Bourlamaque, Québec 6
Woloshen	Jacob	26	165, Grande Allée — app. 912 — Québec

Québec, le 25 mai 1966.— Quebec, May 25, 1966.

Le Secrétaire-trésorier adjoint du Barreau de Québec,
LUCIEN LORTIE C.R.,
Associate Secretary Treasurer of Quebec of the Bar.

15439-o

Barreau de Hull — Bar of Hull

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN DU BARREAU
Examen 20, 21, 22 juin, 1966

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION
Examination 20, 21, 22 June, 1966.

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
D'Amours.....	Pierre E.....	25	C.P. 321, Québec 4, P.Q.
Larouche.....	Anger, C-J.....	24	186 Lavergne, Apt 4, Ottawa 7

Hull, P.Q. le 27 mai, 1966.— Hull, P.Q. May, 27 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
JEROME F. SOMERS,
Secretary-Treasurer.

15439-o

Nominations

Appointments

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 26 avril 1966.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council, by commission under the Great Seal of the Province, has been pleased to make the following appointment:

Quebec, April 26, 1966.

M. André-P. Forget, avocat et membre du Barreau de la province, de la ville de Montréal: nommé, en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus 1964, chapitre 20), juge de district avec juridiction dans toute la province mais, tout particulièrement, et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, et pour agir, dans la province, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions accordées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. André-P. Forget, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de district, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 26 avril 1966, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 28-66

Mr. André-P. Forget, advocate and member of the Bar of the Province, of the city of Montreal: appointed, pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), district judge with jurisdiction in the entire province but particularly and without restriction in the judicial district of Montreal, and to act, in the Province, according to section 126 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, as district magistrate in that which concerns jurisdictions granted by the laws of the Parliament of Canada to district magistrates, whether these jurisdictions be attributed to them under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the city of Montreal or the surrounding district; the said Mr. André-P. Forget, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as district judge, being authorized, under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, from and after April 26, 1966, to exercise jurisdiction as a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 28-66

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 4 mai 1966.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council, by commission under the great Seal of the Province, has been pleased to make the following nomination:

Quebec, May 4, 1966.

M. Pierre Garceau, avocat de Trois-Rivières: coroner conjoint pour le district judiciaire de Trois-Rivières, avec juridiction s'étendant plus particulièrement au district électoral de Trois-Rivières, à compter de la date de son assermentation.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15372-o 29-66

Mr. Pierre Garceau, advocate of Trois-Rivières, joint coroner for the judicial district of Trois-Rivières, with jurisdiction extending more particularly to the electoral district of Trois-Rivières, as and from the date of his attestation.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15372 29-66

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le vingt juin prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P. C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huit avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante-six et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire associé,
de la Chancellerie,*
JEAN SENÉCAL.

14815-16-8-o

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same many concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the twentieth day of June next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House, at Quebec, this eighteenth day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN SENÉCAL,
*Clerk Associate of the Crown,
in Chancery, Quebec.*

14815-16-8-o

Soumissions

La commission scolaire régionale
du Grand-Portage
Comté de Rivière-du-Loup

Avis de correction

Veillez noter que dans l'avis de demande de soumissions, publié à la page 2877 de la *Gazette officielle* du 21 mai 1966, relativement à une émission de \$188,000 d'obligations, la clause suivante devra y être ajoutée pour ne faire partie:

« L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-du-Loup ».

Tous les autres détails contenus dans ledit avis demeurent inchangés.

Rivière-du-Loup, le 30 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
MARC BÉLANGER.

464 A, rue Lafontaine,
C. P. 460,
Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.
15372-o

Tenders

The regional school board
of Grand-Portage
County of Rivière-du-Loup

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders published on page 2877 of the *Official Gazette* of May 21, 1966, relative to an issue of \$188,000 of bonds, the following paragraph should be added thereto to form part thereof:

“The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rivière-du-Loup”.

All the other details contained in the said notice remain unchanged.

Rivière-du-Loup, May 30, 1966.

MARC BÉLANGER,
Secretary-Treasurer.

464 A, Lafontaine Street,
P. O. Box 460,
Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.
15372-o

Cité de Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Théodore Bardier, greffier, Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, Sorel, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 21 juin 1966 pour l'achat de \$606,000 d'obligations de la cité de Sorel, comté de Richelieu datées du 2 juillet 1966 et remboursables par séries du 2 juillet 1967 au 2 juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 796 — \$21,000 — aqueduc et égouts — 802 — \$385,000 — aqueduc et égouts, bâtisses municipales etc. — 803 — \$200,000 — achat de terrains pour fins de stationnement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 2 juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$606,000 — 20 ans

Année	Capital
2 juillet 1967.....	\$16,000
2 juillet 1968.....	17,000
2 juillet 1969.....	18,000
2 juillet 1970.....	19,000
2 juillet 1971.....	20,500
2 juillet 1972.....	22,000
2 juillet 1973.....	23,500
2 juillet 1974.....	24,500
2 juillet 1975.....	26,000
2 juillet 1976.....	28,000
2 juillet 1977.....	30,000
2 juillet 1978.....	31,500
2 juillet 1979.....	33,000
2 juillet 1980.....	35,500
2 juillet 1981.....	37,500
2 juillet 1982.....	40,000
2 juillet 1983.....	42,000
2 juillet 1984.....	44,500
2 juillet 1985.....	47,000
2 juillet 1986.....	50,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 juin 1966, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

City of Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Théodore Bardier, clerk, Town Hall, 71 Charlotte Street, Sorel, county of Richelieu, P.Q. until 7.30 o'clock p.m., Tuesday, June 21, 1966, for the purchase of an issue of \$606,000 of bonds for the city of Sorel, county of Richelieu, dated July 2, 1966, and redeemable serially from July 2, 1967 to July 2, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 2 and July 2 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 796 — \$21,000 — aqueduct and sewers — 802 — \$385,000 — aqueduct and sewers, municipal buildings etc — 803 — \$200,000 — buying of land for parking purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 2, 1966.

Table of redemption — \$606,000 — 20 years

Year	Capital
July 2, 1967.....	\$16,000
July 2, 1968.....	17,000
July 2, 1969.....	18,000
July 2, 1970.....	19,000
July 2, 1971.....	20,500
July 2, 1972.....	22,000
July 2, 1973.....	23,500
July 2, 1974.....	24,500
July 2, 1975.....	26,000
July 2, 1976.....	28,000
July 2, 1977.....	30,000
July 2, 1978.....	31,500
July 2, 1979.....	33,000
July 2, 1980.....	35,500
July 2, 1981.....	37,500
July 2, 1982.....	40,000
July 2, 1983.....	42,000
July 2, 1984.....	44,500
July 2, 1985.....	47,000
July 2, 1986.....	50,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, June 21, 1966, at 7.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 71 Charlotte Street, Sorel, county of Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel, (Comté de Richelieu), ce 26 mai 1966.

Le Greffier,

THÉODORE BARDIER.

Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte,
Sorel, (Richelieu), P.Q.

Téléphone: 743-5591, code 514. 15410-0

**La commission scolaire
régionale Provencher**
Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Tremblay, secrétaire-trésorier, 125, rue St-Joseph, Nicolet, comté de Nicolet, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 22 juin 1966, pour l'achat de \$304,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Provencher, comté de Nicolet, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées des: 6 octobre 1965 — \$215,000 — école préfabriquée de 20 classes — 23 mars 1966 — \$89,000 — achat de terrain.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$304,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967.....x	\$33,000
1er juillet 1968.....x	34,500
1er juillet 1969.....x	36,500
1er juillet 1970.....x	39,000
1er juillet 1971.....	6,000
1er juillet 1972.....	6,500
1er juillet 1973.....	7,000
1er juillet 1974.....	7,500
1er juillet 1975.....	8,000
1er juillet 1976.....	8,500
1er juillet 1977.....	9,000
1er juillet 1978.....	9,500
1er juillet 1979.....	10,000
1er juillet 1980.....	10,500
1er juillet 1981.....	11,000
1er juillet 1982.....	12,000
1er juillet 1983.....	12,500
1er juillet 1984.....	13,500
1er juillet 1985.....	14,500
1er juillet 1986.....	15,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$140,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de \$35,000 chacun de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Nicolet.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Sorel, (County of Richelieu), May 26, 1966.

THÉODORE BARDIER,

Clerk.

Town Hall, 71 Charlotte Street,
Sorel, (Richelieu), P.Q.

Telephone: 743-5591, code 514. 15410

**Provencher regional
school board**
County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Tremblay, secretary-treasurer, 125 St-Joseph St., Nicolet, county of Nicolet, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, June 22, 1966, for the purchase of an issued of \$304,000 of bonds for Provencher Regional School Board, county of Nicolet, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, par annum payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resulation dated October 6, 1965 — \$215,000 — 20 classroom prefabricated school — March 23, 1966 — \$89,000 — purchase of lot of and.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$304,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967.....x	\$33,000
July 1, 1968.....x	34,500
July 1, 1969.....x	36,500
July 1, 1970.....x	39,000
July 1, 1971.....	6,000
July 1, 1972.....	6,500
July 1, 1973.....	7,000
July 1, 1974.....	7,500
July 1, 1975.....	8,000
July 1, 1976.....	8,500
July 1, 1977.....	9,000
July 1, 1978.....	9,500
July 1, 1979.....	10,000
July 1, 1980.....	10,500
July 1, 1981.....	11,000
July 1, 1982.....	12,000
July 1, 1983.....	12,500
July 1, 1984.....	13,500
July 1, 1985.....	14,500
July 1, 1986.....	15,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$140,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments \$35,000 each from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Nicolet.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 22 juin 1966, à 8 heures du soir, à la Salle de l'école curé Brassard, rue Brassard, Nicolet, comté de Nicolet, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Nicolet, (Comté de Nicolet), ce 27 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER TREMBLAY.

125, rue St-Joseph, Nicolet, (Nicolet), P.Q.
Téléphone: 293-5821, code 819. 15415-0

Cité de Ste-Thérèse

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné C.-Édouard Desjardins, greffier, Hôtel de ville, 34, rue Blainville-Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 20 juin 1966, pour l'achat de \$536,000 d'obligations de la cité de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements 228 N.S. — \$17,600 — voirie; 233 N.S. — \$11,500 — voirie; 234 N.S. — \$35,500 — aqueduc et voirie; 249 N.S. — \$31,000 aqueduc; 278 N.S. — \$412,000 — aqueduc et égouts; 287 N.S. — \$20,000 — aqueduc; 295 N.S. — \$8,400 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculée à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$536,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$15,000
1er juillet 1968	15,000
1er juillet 1969	16,000
1er juillet 1970	17,000
1er juillet 1971	18,000
1er juillet 1972	19,000
1er juillet 1973	21,000
1er juillet 1974	22,000
1er juillet 1975	24,000
1er juillet 1976	25,000
1er juillet 1977	26,000
1er juillet 1978	27,000
1er juillet 1979	29,000
1er juillet 1980	31,000
1er juillet 1981	33,000
1er juillet 1982	35,000
1er juillet 1983	37,000
1er juillet 1984	39,000
1er juillet 1985	42,000
1er juillet 1986	45,000

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount for the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 22, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Hall of curé Brassard School, Brassard St., Nicolet, county of Nicolet, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Nicolet, (County of Nocolet), May 27, 1966.

ROGER TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

125, St-Joseph St., Nicolet, (Nicolet), P.Q.
Telephone: 293-5821, code 819. 15415

City of Ste-Thérèse

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned C.-Édouard Desjardins, city clerk, City Hall, 34 Blainville-West Street, Ste-Thérèse, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 20, 1966, for the purchase of an issue of \$536,000 of bonds for the city of Ste-Thérèse, county of Terrebonne, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws 228 N.S. — \$17,600 — roads; 233 N.S. — \$11,500 — roads; 234 N.S. — \$35,500 — aqueduct and roads; 249 N.S. — \$31,000 — aqueduct; 278 N.S. — \$412,000 — aqueduct and sewers; 287 N.S. — \$20,000 — aqueduct; 295 N.S. — \$8,400 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$536,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$15,000
July 1, 1968	15,000
July 1, 1969	16,000
July 1, 1970	17,000
July 1, 1971	18,000
July 1, 1972	19,000
July 1, 1973	21,000
July 1, 1974	22,000
July 1, 1975	24,000
July 1, 1976	25,000
July 1, 1977	26,000
July 1, 1978	27,000
July 1, 1979	29,000
July 1, 1980	31,000
July 1, 1981	33,000
July 1, 1982	35,000
July 1, 1983	37,000
July 1, 1984	39,000
July 1, 1985	42,000
July 1, 1986	45,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 34, rue Blainville-Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse, (Comté de Terrebonne), ce 30 mai 1966.

Le Greffier,

C.-ÉDOUARD DESJARDINS.

Hôtel de ville, 34, rue Blainville-Ouest,
Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 435-9521, code 514. 15416-0

Ville de Courville

Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-André Robitaille, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m. à 2239, ave Royale, Courville, (Montmorency), P.Q., et par après de 7.30 heures p.m. à 8 heures p.m., Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Montmorency, P.Q., lundi, le 20 juin 1966, pour l'achat de \$135,000 d'obligations de la ville de Courville, comté de Montmorency, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 181 — \$90,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 189 — \$45,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$135,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$ 3,000
1er juillet 1968	3,000
1er juillet 1969	3,500
1er juillet 1970	3,500
1er juillet 1971	3,500
1er juillet 1972	4,000
1er juillet 1973	4,000
1er juillet 1974	4,000
1er juillet 1975	4,500
1er juillet 1976	4,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 20, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 34 Blainville-West Street, Ste-Thérèse, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse, (County of Terrebonne), May 30, 1966.

C.-ÉDOUARD DESJARDINS,

City Clerk.

City Hall, 34 Blainville-West Street,
Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.

Telephone: 435-9521, code 514. 15416

Town of Courville

County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-André Robitaille, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m. at 2239 Royale Avenue, Courville, (Montmorency), P.Q., and afterwards from 7:30 o'clock p.m. to 8:00 o'clock p.m., Town Hall, 26 Vachon Street, Courville, county of Montmorency, P.Q., Monday, June 20, 1966 for the purchase of an issue of \$135,000 of bonds for the town of Courville, county of Montmorency, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 181 — \$90,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 189 — \$45,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$135,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$ 3,000
July 1, 1968	3,000
July 1, 1969	3,500
July 1, 1970	3,500
July 1, 1971	3,500
July 1, 1972	4,000
July 1, 1973	4,000
July 1, 1974	4,000
July 1, 1975	4,500
July 1, 1976	4,500

1er juillet 1977.....	\$ 5,000
1er juillet 1978.....	5,000
1er juillet 1979.....	5,500
1er juillet 1980.....	5,500
1er juillet 1981.....	6,000
1er juillet 1982.....	6,500
1er juillet 1983.....	6,500
1er juillet 1984.....	7,500
1er juillet 1985.....	8,000
1er juillet 1986.....	42,000

July 1, 1977.....	\$ 5,000
July 1, 1978.....	5,000
July 1, 1979.....	5,500
July 1, 1980.....	5,500
July 1, 1981.....	6,000
July 1, 1982.....	6,500
July 1, 1983.....	6,500
July 1, 1984.....	7,500
July 1, 1985.....	8,000
July 1, 1986.....	42,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Montmorency, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Courville, (Comté de Montmorency), ce 30 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE.

Bureau de la Corporation, 2239, ave Royale, Courville, (Montmorency), P.Q.
Téléphone: 661-8481, code 418. 15421-0

Cité de Rivière-du-Loup
Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. P. Bernier, greffier, Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 20 juin 1966, pour l'achat de \$517,500 d'obligations de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 512 — \$50,000 — aqueduc; 514 — \$102,500 — aqueduc, égouts et voirie; 522 — \$365,000 — aqueduc, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$517,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967.....	\$14,500
1er juillet 1968.....	15,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 20, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 26 Vachon Street, Courville, county of Montmorency, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Courville, (County of Montmorency), May 30, 1966.

PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE,

Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 2239 Royale Avenue, Courville, (Montmorency), P.Q.
Telephone: 661-8481, code 418. 15421

City of Rivière-du-Loup
County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. P. Bernier, city clerk, City Hall, 181 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 20, 1966, for the purchase of an issue of \$517,500 of bonds for the city of Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 512 — \$50,000 — aqueduct; 514 — \$102,500 — aqueduct, sewers and roads; 522 — \$365,000 — aqueduct, roads, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$517,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967.....	\$14,500
July 1, 1968.....	15,000

1er juillet 1969	\$15,500	July 1, 1969	\$15,500
1er juillet 1970	17,000	July 1, 1970	17,000
1er juillet 1971	17,500	July 1, 1971	17,500
1er juillet 1972	19,000	July 1, 1972	19,000
1er juillet 1973	20,000	July 1, 1973	20,000
1er juillet 1974	21,000	July 1, 1974	21,000
1er juillet 1975	22,500	July 1, 1975	22,500
1er juillet 1976	23,500	July 1, 1976	23,500
1er juillet 1977	25,000	July 1, 1977	25,000
1er juillet 1978	27,000	July 1, 1978	27,000
1er juillet 1979	28,000	July 1, 1979	28,000
1er juillet 1980	30,000	July 1, 1980	30,000
1er juillet 1981	32,000	July 1, 1981	32,000
1er juillet 1982	34,000	July 1, 1982	34,000
1er juillet 1983	35,500	July 1, 1983	35,500
1er juillet 1984	37,500	July 1, 1984	37,500
1er juillet 1985	40,500	July 1, 1985	40,500
1er juillet 1986	42,500	July 1, 1986	42,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-du-Loup.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup, (Comté de Rivière-du-Loup), ce 30 mai 1966.

Le Greffier,

L. P. BERNIER.

Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine,

C. P. 37,

Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.

Téléphone: 862-6303, code 418. 15422-0

Commission des écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier

Comté de Taillon — anciennement Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Y. Laplante, secrétaire-trésorier, 1877, rue Bréboeuf, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 22 juin 1966, pour l'achat de \$1,416,000 d'obligations de la Commission des Écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier, comté de Taillon, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuelle-

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rivière-du-Loup.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 20, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 181 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Loup, (County of Rivière-du-Loup), May 30, 1966.

L. P. BERNIER.

City Clerk.

City Hall, 181 Lafontaine Street,

P.O. Box 37,

Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.

Telephone: 862-6303, code 418. 15422

Catholic school commission for the city of Jacques-Cartier

County of Taillon — formerly Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Maurice Y. Laplante, secretary-treasurer, 1877 Bréboeuf Street, Jacques-Cartier, county of Taillon, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, June 22, 1966, for the purchase of an issue of \$1,416,000 of bonds for the Catholic School Commission for the city of Jacques-Cartier, county of Taillon, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December

ment les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 7 mai 1956 — \$586,000 — renouvellement; résolution datée du 24 novembre 1965 — \$830,000 — construction d'une école élémentaire de 24 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$1,416,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	x \$136,000
1er juin 1968	x 145,000
1er juin 1969	x 154,000
1er juin 1970	x 163,000
1er juin 1971	x 172,000
1er juin 1972	x 73,000
1er juin 1973	x 77,000
1er juin 1974	x 82,000
1er juin 1975	x 87,000
1er juin 1976	x 92,000
1er juin 1977	18,000
1er juin 1978	19,000
1er juin 1979	20,000
1er juin 1980	21,000
1er juin 1981	23,000
1er juin 1982	24,000
1er juin 1983	25,000
1er juin 1984	27,000
1er juin 1985	28,000
1er juin 1986	30,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$920,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en 10 versements annuels dont 5 de \$147,000 chacun et 5 de \$37,000 chacun, de 1967 à 1976 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront par rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 22 juin 1966, à 8 heures du soir, 1863, rue Bréboeuf, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 7, 1956 — \$586,000 — renewal; resolution dated November 24, 1965 — \$830,000 — building of an elementary school of 24 classes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$1,416,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	x \$136,000
June 1, 1968	x 145,000
June 1, 1969	x 154,000
June 1, 1970	x 163,000
June 1, 1971	x 172,000
June 1, 1972	x 73,000
June 1, 1973	x 77,000
June 1, 1974	x 82,000
June 1, 1975	x 87,000
June 1, 1976	x 92,000
June 1, 1977	18,000
June 1, 1978	19,000
June 1, 1979	20,000
June 1, 1980	21,000
June 1, 1981	23,000
June 1, 1982	24,000
June 1, 1983	25,000
June 1, 1984	27,000
June 1, 1985	28,000
June 1, 1986	30,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$920,000 granted by the Provincial Government and payable in 10 instalments of which 5 of \$147,000 each and 5 of \$37,000 each, from 1967 to 1976 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one or the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, June 22, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at 1863, Bréboeuf Street, Jacques-Cartier, county of Taillon, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier, (Comté de Taillon), ce 25 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE Y. LAPLANTE.

1877, rue Bréboeuf, Jacques-Cartier,
(Taillon — anciennement Chambly), P.Q.
Téléphone: 677-8911, code 514. 15440-0

Ville de Prévile
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mme R. Gaudin, secrétaire-trésorière, 50, rue de Bretagne, Prévile, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 20 juin 1966, pour l'achat de \$305,000 d'obligations de la ville de Prévile, comté de Chambly, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 94 — \$305,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$305,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$ 8,500
1er juillet 1968	9,000
1er juillet 1969	9,500
1er juillet 1970	10,000
1er juillet 1971	10,500
1er juillet 1972	11,000
1er juillet 1973	12,000
1er juillet 1974	12,500
1er juillet 1975	13,000
1er juillet 1976	14,000
1er juillet 1977	15,000
1er juillet 1978	15,500
1er juillet 1979	16,500
1er juillet 1980	17,500
1er juillet 1981	18,500
1er juillet 1982	20,000
1er juillet 1983	21,000
1er juillet 1984	22,500
1er juillet 1985	23,500
1er juillet 1986	25,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Jacques-Cartier, (County of Taillon), May 25, 1966.

MAURICE Y. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

1877 Bréboeuf Street, Jacques-Cartier,
(Taillon — formerly Chambly), P.Q.
Telephone: 677-8911, code 514. 15440

Town of Prévile
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. R. Gaudin, secretary-treasurer, 50 de Bretagne Street, Prévile, county of Chambly, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Monday, June 20, 1966, for the purchase of an issue of \$305,000 of bonds for the town of Prévile, county of Chambly, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No.: 94 — \$305,000 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$305,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$ 8,500
July 1, 1968	9,000
July 1, 1969	9,500
July 1, 1970	10,000
July 1, 1971	10,500
July 1, 1972	11,000
July 1, 1973	12,000
July 1, 1974	12,500
July 1, 1975	13,000
July 1, 1976	14,000
July 1, 1977	15,000
July 1, 1978	15,500
July 1, 1979	16,500
July 1, 1980	17,500
July 1, 1981	18,500
July 1, 1982	20,000
July 1, 1983	21,000
July 1, 1984	22,500
July 1, 1985	23,500
July 1, 1986	25,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 juin 1966, à 7.30 heures du soir, 50, rue de Bretagne, Prévile, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Prévile, (Comté de Chambly), ce 31 mai 1966.

La Secrétaire-trésorière,
Mme R. GAUDIN.

50, rue de Bretagne,
Prévile, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 671-5216, code 514. 15441-0

Cité de St-Michel

Comté d'Olier — anciennement Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marc Courtemanche, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 7501 boul. Octogonal, St-Michel, comté d'Olier, P.Q., jusqu'à 5 heures du soir, mardi, le 21 juin 1966, pour l'achat de \$1,957,500 d'obligations de la cité de St-Michel, comté d'Olier, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 821 — \$642,000 — voirie; 824 — \$50,000 — égouts, voirie, etc.; 825 — \$261,600 — aqueduc, égouts, voirie; 835 — \$341,500 — aqueduc, égouts, voirie; 836 — \$94,500 — égouts, voirie; 838 — \$145,000 — machinerie et éclairage de rue; 839 — \$120,000 — achat de terrains, immeubles; 840 — \$97,000 — machinerie et voiries; 842 — \$69,300 — achat de terrains; 843 — \$48,600 — aqueduc, voirie; 846 — \$88,000 — aménagement d'un parc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$1,957,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$ 71,500
1er juillet 1968	74,000
1er juillet 1969	80,000
1er juillet 1970	85,000
1er juillet 1971	91,000
1er juillet 1972	93,000
1er juillet 1973	99,000
1er juillet 1974	105,000
1er juillet 1975	111,000
1er juillet 1976	119,000
1er juillet 1977	47,000
1er juillet 1978	49,000
1er juillet 1979	52,000
1er juillet 1980	56,000
1er juillet 1981	59,000
1er juillet 1982	63,000
1er juillet 1983	66,000
1er juillet 1984	70,000
1er juillet 1985	74,000
1er juillet 1986	493,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Michel.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, June 20, 1966, at 7:30 o'clock p.m., at de Bretagne Street, Prévile, county of Chambly, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Prévile, (County of Chambly), May 31, 1966.

Mrs. R. GAUDIN,
Secretary-Treasurer.

50 de Bretagne Street,
Prévile, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 671-5216, code 514. 15441

City of St-Michel

County of Olier — formerly Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marc Courtemanche, secretary-treasurer, City Hall, 7501 Octogonal Blvd., St-Michel, county of Olier, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., Tuesday, June 21, 1966, for the purchase of an issue of \$1,957,500 of bonds for the City of St-Michel, county of Olier, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 821 — \$642,000 — roads; 824 — \$50,000 — sewers, roads, etc.; 825 — \$261,600 — aqueduct, sewers, roads; 835 — \$341,500 — aqueduct, sewers, roads; 836 — \$94,500 — sewers, roads; 838 — \$145,000 — machinery and street lighting; 839 — \$120,000 — purchase of terrains, real estate; 840 — \$97,000 — machinery and roads; 842 — \$69,300 — purchase of terrains; 843 — \$48,600 — aqueduct, roads; 846 — \$88,000 — arrangement of a park.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$1,957,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$ 71,500
July 1, 1968	74,000
July 1, 1969	80,000
July 1, 1970	85,000
July 1, 1971	91,000
July 1, 1972	93,000
July 1, 1973	99,000
July 1, 1974	105,000
July 1, 1975	111,000
July 1, 1976	119,000
July 1, 1977	47,000
July 1, 1978	49,000
July 1, 1979	52,000
July 1, 1980	56,000
July 1, 1981	59,000
July 1, 1982	63,000
July 1, 1983	66,000
July 1, 1984	70,000
July 1, 1985	74,000
July 1, 1986	493,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Michel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 7501, boul. Octogonal, St-Michel, comté d'Olier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Michel, (Comté de Olier), ce 30 mai 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
MARC COURTEMANCHE.

Hôtel de Ville, 7501, boul. Octogonal,

St-Michel, (Olier-anciennement Bourget), P.Q.

Téléphone: 728-9211, code 514. 15442-0

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 21, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 7501 Octogonal Blvd., St-Michel, county of Olier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Michel, (County of Olier), May 30, 1966.

MARC COURTEMANCHE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 7501 Octogonal Blvd.,

St-Michel (Olier - formerly Bourget), P.Q.

Telephone: 728-9211, code 514. 15442

Syndicats professionnels

La Fédération des travailleurs forestiers du Québec (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « La Fédération des travailleurs forestiers du Québec (U.C.C.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 28 avril 1966.

Le siège social de ladite fédération est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 3 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15386-0

55-66

Eastern Townships Association of Teachers

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Eastern Townships Association of Teachers », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 30 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Lennoxville, district judiciaire de St-François.

Québec, le 1er juin 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15443-0

68-66

La Fraternité des policiers de Laval inc.

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « La Fraternité des policiers de Laval inc. », a été autorisée par le secrétaire de la province le 28 mars 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Laval, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 30 mars 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15437-0

15-66

Professional Syndicates

La Fédération des travailleurs forestiers du Québec (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "La Fédération des travailleurs forestiers du Québec (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on April 28, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Québec, judicial district of Québec.

Québec, May 3, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15386

55-66

Eastern Townships Association of Teachers

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Eastern Townships Association of Teachers", has been authorized by the Provincial Secretary on May 30, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Lennoxville, judicial district of St. Francis.

Québec, June 1, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15443

68-66

La Fraternité des policiers de Laval inc.

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "La Fraternité des policiers de Laval inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on March 28, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Laval, judicial district of Montreal.

Québec, March 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15437

15-66

Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la Gaspésie (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la Gaspésie (U.C.C.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 25 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à New-Richmond (Cap-Noirs), district judiciaire de Bonaventure.

Québec, le 27 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15397-0

72-66

Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la Gaspésie (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de lait industriel de la Gaspésie (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on May 25, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at New Richmond (Cap-Noirs), judicial district of Bonaventure.

Québec, May 27, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15397

72-66

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, Cause No C.S.A. 14,075, **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandeur saisissant, *vs* AQUILLAS GAGNON, cultivateur de St-Vital, Abitibi ouest, district d'Abitibi P.Q., défendeur saisi.

Avis de vente

« Les lots numéros huit et neuf, cinq correspondant aux lots cinq-un (5-1) et cinq-deux (5-2) et six-un et six-deux (8, 9, 5 et 6-1, 6-2) rang quatre (4) canton Clermont, Abitibi, tels que décrits au cadastre officiel pour ledit canton division d'enregistrement d'Abitibi, avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances, contenant quatre cents acres de terre en superficie. »

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Vital, Abitibi ouest, P.Q., le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN 1966 à TROIS heures de l'après-midi.

Fait à Amos ce 7 mai 1966.

Le Shérif,
R. COSSETTE.

15159-19-2-0

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case No. S.C.A. 14,075. **QUEBEC FARM CRE-DIT BUREAU**, body politic and corporate having its head office at Quebec, district of Quebec, plaintiff seizing *vs* AQUILLAS GAGNON, farmer of St-Vital, Abitibi West, district of Abitibi, P.Q., defendant seized.

Notice of sale

"Lots numbers eight and nine, five corresponding to lots five-one (5-1) and five-two (5-2) and six-one and six-two (8, 9, 5 and 6-1, 6-2) range four (4) township of Clermont, Abitibi, such as described on the official cadster for the said township registration division of Abitibi, with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies, containing four hundred acres of land in area."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Vital, Abitibi West, P.Q., JUNE the TWENTY-FIRST day of JUNE, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Made at Amos, 7 May, 1966

R. COSSETTE,
Sheriff.

15159-19-2

BEAUHARNOIS

De Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 9239. **LES CONSTRUCTIONS SALABERRY INC.**, corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires à Châteauguay, district de Beauharnois, demanderesse, *contre* ARMAND TURGEAON, de Châteauguay Centre, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour Supérieure dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

« Un terrain situé à Châteauguay dans le comté de Châteauguay connu et désigné comme

BEAUHARNOIS

De Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 9239. **LES CONSTRUCTIONS SALABERRY INC.**, body politic and corporate, having its place of business at Châteauguay, district of Beauharnois, plaintiff, *vs* ARMAND TURGEAON, of Châteauguay Centre, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Superior Court in our district of Beauharnois, judgment declaring the following immovable, to wit:

"A terrain situated at Châteauguay in the county of Châteauguay known and designated

étant le lot numéro 67 de la subdivision officielle 249 (249-67) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, étant de forme irrégulière, borné vers le sud-est par le lot 249-34 (rue), vers le sud-ouest par le lot 249-43 (Passage) vers le nord-ouest par les lots 249-81 et 249-80, vers le nord-est par le lot 249-68. Mesurant cinquante-trois pieds (53') dans sa ligne sud-est, soixante et un pieds et soixante-neuf centièmes (61.69') dans sa ligne nord-ouest; par cent pieds (100') de profondeur; et contenant en superficie, cinq mille sept cent trente-cinq pieds carrés (5735 p.c.).

Avec bâtisse dessus construite, portant le numéro civique 86 rue Philippe, Châteauguay Centre.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Joachim de Châteauguay Centre, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, le **MERCREDI** le **SIXIÈME** jour de **JUILLET** 1966 à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST LEBLANC.
Valleyfield, le 30 mai 1966. 15418-22-2-o
[Première insertion: le 4 juin 1966.]

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **COMPAGNIE TRUST**
No 38,070. { **ROYAL**, corporation lé-
gale ment constituée ayant son
siège social à 65, rue Ste-Anne, à Québec (4)
demanderesse *vs* **PAUL-ÉMILE PERRON**,
journalier, demeurant au numéro 40, rue Cabot,
Kénogami, district de Chicoutimi, défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement désigné au cadastre officiel du canton Jonquière, comme étant la redivision numéro un de la subdivision numéro cent quatre-vingt-cinq du lot originaire numéro vingt-quatre (No 24 185-1) dans le rang trois (Rg. 111) dudit canton;

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Famille à Kénogami, le **SEIZIÈME** jour du mois de **JUN** 1966, à **TROIS** heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 5 mai 1966. 15077-19-2-o

HAUTERIVE

De Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Hauterive

Cour Supérieure, { **AIMÉ RACINE**, domicilié
No 20-942. { à la Petite Rivière St-
François, et faisant affaires

à Les Escoumins, sous la raison sociale de Les Entreprises Aimé Racine & Cie Enrg district de Hauterive, demandeur, *vs* **MAURICE BOUCHARD**, (Alexis) domicilié et résidant à Les Escoumins, dit district, défendeur.

« Le lot 15-G-11, du rang un (1), au cadastre officiel pour le canton Escoumins, de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 16-A-14; au sud-est par le lot 15-G-12; au sud-ouest par

as being lot number 67 of the official subdivision 249 (249-67) on the official plan and book of reference of the parish of St-Joachim de Châteauguay, being of irregular form, bounded toward the southeast by lot 249-34 (street), toward the southwest by lot 249-43 (Passage) toward the northwest by lots 249-81 and 249-80, toward the northeast by lot 249-69. Measuring fifty-three feet (53') in its southeast line, sixty-one feet and sixty-nine hundredths (61.69') in its northwest line; by one hundred feet (100') in depth; and containing in area five thousand seven hundred and thirty-five square feet (5735 s.f.).

With building thereon constructed, bearing civic number 86 Philippe Street, Châteauguay Centre.

To be sold at the church door of St-Joachim de Châteauguay Centre, county of Châteauguay, district of Beauharnois, **WEDNESDAY**, the **SIXTH** day of **JULY**, 1966, at **TEN** o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC.

Sheriff's office, Sheriff.
Valleyfield, May 30, 1966. 15418-22-2
[First insertion: June 4, 1966.]

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, { **ROYAL TRUST COMPA-**
No. 38,070. { **NY**, a corporation le-
gally incorporated having its
head office at 65 Ste-Anne Street, at Québec (4)
plaintiff, *vs* **PAUL-ÉMILE PERRON**, labourer,
residing at number 40 Cabot Street, Kénogami,
district of Chicoutimi, defendant.

A piece of land or emplacement designated on the official cadaster of the township of Jonquière, as being the redivision number one of subdivision number one hundred and eighty-five of the original lot number twenty-four (No. 24 185-1) in range three (Rg. 111) of the said township;

With buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Famille at Kénogami, on the **SIXTEENTH** day of the month of **JUNE**, 1966, at **THREE** o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, May 5, 1966. 15077-19-2

HAUTERIVE

De Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Hauterive

Superior Court, { **AIMÉ RACINE**, domi-
No. 20-942. { ciled at Petite Rivière
St-François, and carrying on

business at Les Escoumins, under the style and name of "Les Entreprises Aimé Racine & Cie Enrg.", district of Hauterive, plaintiff, *vs* **MAURICE BOUCHARD**, (Alexis) domiciled and residing at Les Escoumins, said district, defendant.

"Lot 15-G-11, of range one (1), on the official cadaster for the township of Escoumins, of irregular form, bounded on the northeast by lot 16-A-14; on the southeast by lot 15-G-12;

la baie des Escoumins et au nord-ouest par le lot 15-G-10. Mesurant soixante-deux pieds au nord-est (62'); quatre-vingt-six pieds au sud-est (86'); quatre-vingt-huit pieds au sud-ouest et au nord-ouest (88'); contenant en superficie six mille cinq cent vingt cinq pieds carrés M.A. (6,525'). »

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Les Escoumins, comté de Saguenay, JEUDI le SEIZIÈME jour de JUIN 1966 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Député-Sherif, SYLVIO TREMBLAY.
La Malbaie le 7 mai 1966. 15078-19-2-o

on the southwest by the bay of Escoumins and on the northwest by lot 15-G-10. Measuring sixty-two feet on the northeast (62'); eighty-six feet on the southeast (86'); eighty-eight feet on the southwest and on the northwest (88') containing in area six thousand five hundred and twenty five square feet E.M. (6,525'). »

With buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Les Escoumins, county of Saguenay, THURSDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sylvio Tremblay,

Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
La Malbaie, May 7, 1966. 15078-19-2

I B E R V I L L E

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { LÉONARD BONNEVILLE
No 14,705. { et JULES COTÉ de-
mandeurs, vs JEAN MARIE
ROUILLER, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sabrevois, connue et désignée comme étant partie du lot numéro deux cent dix-huit (P. No 218) du cadastre officiel de la paroisse St-Georges d'Henryville, partant d'un point donnant sur le chemin public ou route No 7 et située à l'encoignure sud-ouest de la partie présentement désignée et mesurant cent cinquante-deux pieds et cinq dixièmes de pied (152.5') dans une direction est, deux cent vingt-quatre pieds et huit-dixièmes de pied (224.8') dans une direction nord, mille quatre cent soixante-douze pieds et trois dixièmes de pied (1472.3') dans une direction est, trois cent quatre-vingt-quatorze pieds et neuf dixièmes de pied (394.9') dans une direction nord, mille neuf cent quarante-huit pieds et sept dixièmes de pied (1948.7') dans une direction ouest, quatre cent vingt-quatre pieds et deux dixièmes (424.2') dans une direction sud-est, vingt-cinq pieds et neuf-dixièmes (25.9') dans une direction sud, cent quatre pieds et un dixième de pied (104.1') dans une direction ouest et trois cent cinquante-quatre pieds et trois dixièmes de pied (354.3') dans une direction sud-est jusqu'au point de départ: le tout mesure anglaise et bornée cette dite partie dans ses lignes sud ainsi que dans ses lignes est par parties dudit lot numéro deux cent dix-huit (P. No 218), appartenant à Gérard Clouâtre, dans ses lignes nord partie par le lot numéro deux cent vingt (P. No 220), partie par le lot numéro deux cent dix-neuf (P. No 219) et partie par le lot numéro deux cent dix-huit (P. No 218) appartenant à S. Bouthillier, dans ses lignes sud-ouest partie par le lot numéro deux cent dix-huit (P. No 218) appartenant à R. Bouthillier, H. Bessette, F. Samson et S. Bouthillier No 7, et à l'ouest sur une distance de vingt-cinq pieds et neuf dixièmes de pied (25.9') par partie du lot numéro deux cent dix-huit (P. No 218) appartenant à S. Bouthillier.

Avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sabrevois, comté et district d'Iberville, SAMEDI

I B E R V I L L E

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { LÉONARD BONNEVILLE
No. 14,705. { and JULES COTÉ, plain-
tiffs, vs JEAN MARIE ROUIL-
LER, defendant.

A piece of land situated in the parish of Sabrevois, known and designated as being part lot number two hundred and eighteen (P. No. 218) of the official cadaster of the parish of St-Georges d'Henryville, going from a point leading to the public road or route No. 7 and situated at the south-west corner of the part presently designated and measuring one hundred and fifty-two feet and five tenths of a foot (152.5') in an easterly direction, two hundred and twenty-four feet and eight tenths of a foot (224.8') in a northerly direction, one thousand four hundred and seventy-two feet and three tenths of a foot (1472.3') in an easterly direction, three hundred and ninety-four feet and nine tenths of a foot (394.9') in a northerly direction, one thousand nine hundred and forty-eight feet and seven tenths of a foot (1948.7') in a westerly direction, four hundred and twenty-four feet and two tenths (424.2') in a south-easterly direction, twenty-five feet and nine tenths (25.9') in a southerly direction, one hundred and four feet and one tenth of a foot (104.1') in a westerly direction and three hundred and fifty-four feet and three tenths of a foot (354.3') in a south-east direction up to the starting point; the whole English measure and bounded this said part in its south lines as well as in its east lines by parts of said lot number two hundred and eighteen (P. No. 218), belonging to Gérard Clouâtre, in its north lines partly by lot number two hundred and twenty (P. No. 220), partly by lot number two hundred and nineteen (P. No. 219) and partly by lot number two hundred and eighteen (P. No. 218) belonging to S. Bouthillier, in its south-west lines partly by lot number two hundred and eighteen (P. No. 218) belonging to R. Bouthillier, H. Bessette, F. Samsan and S. Bouthillier and partly by the public road or route No. 7, and on the west on a distance of twenty-five feet and nine tenths of a foot (25.9') by part of lot number two hundred and eighteen (P. No. 218) belonging to S. Bouthillier.

With buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Sabrevois, county and district of Iberville, SATURDAY,

le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Saint-Jean, district d'Iberville, R. PRUD'HOMME.
le 5 mai 1966. 15062-19-2-0

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { ALLAN KYLE, culti-
No 14 218. { vateur demeurant à
Hemingford, district de Beau-
harnois, demandeur, *vs* GÉRARD LECLAIR,
commerçant demeurant dans la paroisse de St-
Patrice de Sherrington, district d'Iberville,
défendeur, et JOSEPH E. DUPONT, regis-
trateur du comté de Napierville, mis en cause.

« Une terre située en la paroisse de St-Patrice de Sherrington, dans le comté de Napierville, connue et désignée sous le lot No 222 sur le plan et aux livres de renvoi officiel de ladite paroisse de St-Patrice de Sherrington, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Patrice de Sherrington, comté de Napierville, district d'Iberville, VENDREDI le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Saint-Jean, le 4 mai 1966. R. PRUD'HOMME.
15079-19-2-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, { RENÉ LACOMBE, manu-
No 20,553. { facturier, demeurant au
261, rue Ste-Ursule, à l'As-
sompption, district de Joliette, demandeur *contre*
JOSEPH TURCOTTE, domicilié au Motel St-
Donat, St-Donat, district de Joliette, défendeur.

« Terrain: Partie du lot 21, rang « E », canton de Lussier, Lac Sylvère (Clair).

Terrain: Lot 75, canton de Lussier, Lac Sylvère (Clair) ».

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Donat, comté de Montcalm, district de Joliette, le MARDI, DOUZIÈME jour du mois de JUILLET 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Joliette, ce 30 mai 1966. CHARLES ÉLEMENT.
15419-22-2-0

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { F. W. JONES & SON
No 690 468. { LTD., demanderesse,
vs DAME ANGÉLINE

CORSI, ménagère, épouse séparée de biens de Roland Pageau, présent aux fins d'autoriser son épouse à ces présentes, défenderesse.

the EIGHTEENTH day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *R. PRUD'HOMME,*
Saint John, district of Iberville, *Sheriff.*
May 5, 1966. 15062-19-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { ALLAN KYLE, farmer
No. 14 218. { living at Hemingford,
district of Beauharnois, plain-
tiff, *vs* GÉRARD LECLAIR, trader living in the
parish of St-Patrice de Sherrington, district of
Iberville, defendant, and JOSEPH E. DUPONT,
registrar of the county of Napierville, mis en cause.

« A piece of land situated in the parish of St-Patrice de Sherrington, in the county of Napierville, known and designated under No. 222 of the official plan and book of reference of the said parish of St-Patrice de Sherrington, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Patrice de Sherrington, county of Napierville, district of Iberville, FRIDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's office, *R. PRUD'HOMME,*
Saint-Jean, May 4, 1966. *Sheriff.*
15079-19-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, { RENÉ LACOMBE, manu-
No. 20,553. { facturier, residing at 261
Ste-Ursule Street, at L'As-
sompption, district of Joliette, plaintiff, *against*
JOSEPH TURCOTTE, domiciled at Motel
St-Donat, St-Donat, district of Joliette, defend-
ant.

« Terrain: Part of lot 21, range « E », township of Lussier, Lac Sylvère (Clair).

Terrain: Lot 75, township of Lussier, Lac Sylvère (Clair) ».

To be sold at the parochial church door of St-Donat, county of Montcalm, district of Joliette, TUESDAY, TWELFTH day of the month of JULY, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, *CHARLES ÉLEMENT,*
Joliette, May 30, 1966. *Sheriff.*
15419-22-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { F. W. JONES & SON
No. 690 468. { LTD., plaintiff, *vs*
DAME ANGÉLINE

CORSI, housewife, wife separate as to property of Roland Pageau, hereto present for the purposes of authorizing his wife to these presents, defendant.

« Un emplacement ayant front sur la rue Labonté, en la cité de Longueuil, comté de Chambly, étant la subdivision numéro six cent trente du lot originaire numéro deux cent (200-630) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 244 de ladite rue Labonté. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de JUIN 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Le Shérif,

BERNARD SARRAZIN, C.R.

Montréal, 9 mai 1966.

15161-19-2

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, No 3167. { M. A. B. CLARKE (1964)
LIMITÉE, corpora-

tion légalement constituée ayant une place d'affaires à Montréal, deman-
deresse vs M. YVON GAUTHIER de Nicolet,
y faisant affaires seul sous les nom et raison
sociale de « La Menuiserie Nicoletaine Enr. »,
défendeur.

« Le lot numéro trois cent soixante-un-deux-
dix (360-1-2-10) de forme rectangulaire borné
au nord-ouest par le 360-1-1 ou rue Martin,
au nord-est par le 360-1-2-9, au sud-est par le
No 360-1-2 non subdivisé, au sud-ouest par le
lot 360-1-2-11, mesurant 65 pieds de largeur par
95 pieds de profondeur, contenant 6175 p.c.

Le lot numéro trois cent soixante-un-deux-
onze (360-1-2-11) de forme rectangulaire borné
au nord-ouest par le 360-1-1 ou rue Martin,
au nord-est par le 360-1-2-10, au sud-est par le
360-1-2 non subdivisé, au sud-ouest par le 360-1-
2-12. Mesurant 65 pieds de largeur par 95 pieds
de profondeur, contenant 6175 p.c. Ces deux
lots faisant partie du cadastre renouvelé de la
ville de Nicolet. »

Pour être vendu « en bloc », à la porte de
l'église paroissiale de Nicolet, le CINQUIÈME
jour de JUILLET 1966, à ONZE heures de
l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Le Shérif,

GEORGES DOUCET.

Nicolet, ce 27 mai 1966.

15420-22-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 144-182. { GRÉGOIRE DONTI-
GNY, industriel, rési-

dant à St-Tite, comté de
Lavolette, district de St-
Maurice, contre WILFRID LAURIER GA-
GNON & JEAN PIERRE GAGNON, tous
deux résidant au 2436 Avenue Goulet, Giffard,
district de Québec.

« La subdivision trois cent cinquante-neuf
du lot originaire six cent quatre-vingt-dix (690-
359) du cadastre officiel de la paroisse de Beau-
port, comté de Québec, avec maison et autres
bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances; le tout sis à Giffard, comté de

« An emplacement fronting on Labonté Street,
in the city of Longueuil, county of Chambly,
being subdivision number six hundred and
thirty of the original lot number two hundred
(200-630) on the official plan and book of re-
ference of the village of Longueuil.

With the building thereon erected bearing
civic number 244 of the said Labonté Street. »

To be sold at the parochial church door of
the parish of St-Antoine de Longueuil, county
of Chambly, on the SEVENTEENTH day of
the month of JUNE 1966, at ELEVEN o'clock
in the morning.

Sheriff's Office,

BERNARD SARRAZIN, C.R.,

Sheriff.

Montreal, May 9, 1966.

15161-19-2-o

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 3167. { M. A. B. CLARKE (1964)
LIMITÉE, a corpora-

tion legally incorporated,
having a place of business in Montreal, plaintiff,
vs M. YVON GAUTHIER, of Nicolet, therein
carrying on business alone, under style and name
of "La Menuiserie Nicoletaine Enr.", defendant.

« Lot number three hundred and sixty-one-
two-ten (360-1-2-10) of rectangular figure,
bounded on the northwest by the 360-1-1 or
Martin Street, on the northeast by the 360-1-2-9,
on the southeast by the unsubdivided No. 360-1-2,
on the southwest by lot 360-1-2-11, measuring
65 feet in width by 96 feet in depth, containing
6175 s.f.

Lot number three hundred and sixty-one-two-
eleven (360-1-2-11) of rectangular figure bounded
on the northwest by the 360-1-1 or Martin Street,
on the northeast by the 360-1-2-10, on the south-
east by the unsubdivided 360-1-2, on the south-
west by the 360-1-2-12. Measuring 65 feet in
width by 95 feet in depth, containing 6175 s.f.
Both lots forming part of the renewed cadaster
of the town of Nicolet. »

To be sold "en bloc", at the parochial church
door of Nicolet, the FIFTH day of JULY, 1966,
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

GEORGES DOUCET,

Sheriff.

Nicolet, May 27, 1966.

15420-22-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 144-182. { GRÉGOIRE DONTIGNY,
industrialist, residing at

St-Tite, county of Lavolette,
district of St-Maurice, vs
WILDRID LAURIER GAGNON & JEAN
PIERRE GAGNON, both residing at 2436
Goulet Avenue, Giffard, district of Quebec.

« The subdivision three hundred and fifty-
nine of original lot six hundred and ninety
(690-359) of the official cadaster of the parish
of Beauport, county of Quebec, with house and
other buildings thereon constructed, circum-
stances and dependencies; the whole situated at

Québec, sur le côté est de l'Avenue Goulet, et la maison portant le No 16, de dite Avenue.

Pour être vendu à la porte de l'église de Giffard, comté de Québec, le HUITIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.
Québec, le 30 mai 1966. 15444-22-2-o
[Première insertion: 4 juin 1966.]
[Deuxième insertion: 25 juin 1966.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: JULES NAPPERT, négociant, St-Patrice, comté de Lotbinière, faisant affaires à cet endroit sous la raison sociale de « Regional Finance Reg'd. », contre ALPHONSE BILODEAU, St-Agapit, comté de Lotbinière, P.Q.

« Un emplacement sis et situé en la paroisse de St-Sylvestre de Lotbinière, contenant environ deux arpents en superficie, borné en front au chemin public, à l'ouest au numéro quatre cent trente-cinq du cadastre de St-Sylvestre, au sud et à l'est par le résidu dudit lot quatre cent trente-quatre dudit emplacement, étant connu aux plan et livre de renvoi officiel dudit cadastre de St-Sylvestre comme faisant partie du lot numéro quatre cent trente-quatre. »

« Un emplacement sis et situé en ladite paroisse de St-Sylvestre, de soixante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, borné en front au chemin public, à l'est à une partie du lot quatre cent trente-quatre et des autres côtés à celui d'Ernest Côté ou représentants et étant le coin nord-est du lot maintenant connu aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sylvestre sous le numéro quatre cent trente-cinq (P. 435) avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Sylvestre, comté de Lotbinière, le HUITIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.
Québec, le 1er juin 1966. 15445-22-2-o
[Première insertion: 4 juin 1966.]
[Deuxième insertion: 25 juin 1966.]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour de l'Échequier, LA REINE contre PERCY FLYNN,
IT - 189-66. 2725, rue Beauvoir, Ste-Foy.

« Le lot numéro 308-97, du cadastre officiel de Ste-Foy, borné au nord-est par le lot 308-95 (rue des Seigneurs) au sud-est par le lot 308-98, au sud-ouest par le lot 306, et au nord-ouest par le lot 308-96. Mesurant soixante-dix pieds de largeur, cent trente et un et huit dixièmes au sud-est et cent trente-deux pieds et deux dixièmes au nord-ouest, contenant en superficie neuf mille deux cent quarante pieds carrés M. A. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Giffard, county of Quebec, on the east side of Goulet Avenue, and the house bearing No. 16 of said Avenue.

To be sold at the church door of Giffard, county of Quebec, on the EIGHTH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT-F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Québec, May 30, 1966. 15444-22-2
[First insertion: June 4, 1966.]
[Second insertion: June 25, 1966.]

Fieri Facias

Québec, to wit: JULES NAPPERT, trader, Superior Court, St-Patrice, county of No. 141-358. Lotbinière, carrying on business in said place under the style of "Regional Finance Reg'd.", versus ALPHONSE BILODEAU, St-Agapit, county of Lotbinière, P.Q.

"An emplacement lying and situated in the parish of St-Sylvestre de Lotbinière, having an area of approximately two arpents, bounded in front by the public road, on the west by number four hundred and thirty-five in the cadaster of St-Sylvestre, on the south and east by the remainder of said lot four hundred and thirty-four of said emplacement, being known on the plan and in the official book of reference of said cadaster of St-Sylvestre as being part of lot number four hundred and thirty-four."

"An emplacement lying and situated in the said parish of St-Sylvestre, measuring sixty feet in front by one hundred and fifty feet in depth, the whole English measure, bounded in front by the public road, on the east by a part of lot four hundred and thirty-four and on the other sides by that belonging to Ernest Côté or representatives, and being the northeast corner of the lot now known on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the parish of St-Sylvestre under number four hundred and thirty-five (P. 435), with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Sylvestre, county of Lotbinière, on the EIGHTH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT-F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Québec, June 1, 1966. 15445-22-2
[First insertion: June 4, 1966.]
[Second insertion: June 25, 1966.]

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Court of the Exchequer, THE QUEEN vs PERCY FLYNN
IT - 189-66. 2725 Beauvoir Street, Ste-Foy.

"Lot number 308-97 of the official cadastre of Ste-Foy, bounded on the northeast by lot 308-95 (des Seigneurs Street), on the southeast by lot 308-98, on the southwest by lot 306, and on the northwest by lot 308-96. Measuring seventy feet in width, one hundred and thirty-one and eight tenths on the southeast and one hundred and thirty-two feet and two tenths on the northwest. Containing in area nine thousand two hundred and forty square feet. E. M. With buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté de Québec, le HUITIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Québec, le 31 mai 1966.
 [Première insertion: 4 juin 1966.]
 [Deuxième insertion: 25 juin 1966.]

Le Député-Shérif,

ALBERT-F. RACETTE.

15446-22-2-o

To be sold at the church door of Ste-Foy, county of Québec, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Québec, May 31, 1966.
 [First insertion: June 4, 1966.]
 [Second insertion: June 25, 1966.]

ALBERT-F. RACETTE,

Deputy-Sheriff.

15446-22-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
 District de Richelieu

Cour de Magistrat, No 29-438. { CONSTANT PLANTE, cultivateur, domicilié à St-David, comté d'Yamaska, district de Richelieu, demandeur, vs Dame THÉRÈSE GLADU, domiciliée à St-David, comté d'Yamaska, district de Richelieu, veuve de Olivier Bourget, de son vivant cultivateur, domicilié à St-David, comté d'Yamaska, district de Richelieu, défenderesse.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-David, concession du quatrième rang, de la contenance de soixante-quinze pieds de largeur par cent pieds de profondeur, tenant devant au chemin de front, en arrière et du côté sud-est au résidu du lot appartenant à Constant Plante, et de l'autre côté à U. Desjarlais; connu et désigné au cadastre officiel d'enregistrement pour ladite paroisse de St-David, comme étant le coin ouest du lot numéro deux cent trois (Pt. No 203); avec les bâtisses dessus. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-David, comté d'Yamaska, district de Richelieu, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Sorel, le 25 mai 1966.

Le Shérif,

ADÉLARD GOULET.

15388-22-2-o

Fieri Facias de Terris
 District de Richelieu

Magistrate's Court, No. 29-438. { CONSTANT PLANTE, farmer, domiciled at St. David, county of Yamaska, district of Richelieu, plaintiff, vs Dame THÉRÈSE GLADU, domiciled at St-David, county of Yamaska, district of Richelieu, widow of Olivier Bourget, in his lifetime farmer, domiciled at St. David, county of Yamaska, district of Richelieu, defendant.

« An emplacement situated in the parish of St. David, concession of the fourth range, containing seventy-five feet in width by one hundred feet in depth, bounded in front by the front road, in arrear and on the south-east side by the residue of lot belonging to Constant Plante, and on the other side by U. Desjarlais, known and designated on the official cadaster of registration for the said parish of St. David as being the west side of lot number two hundred and three (Pt. No. 203) with the buildings thereon. »

To be sold at the parochial church door of St. David, county of Yamaska, district of Richelieu, on the SEVENTH day of JULY, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sorel, May 25, 1966.

ADÉLARD GOULET,

Sheriff.

15388-22-2

MONTMAGNY

De Bonis et de Terris
 Canada — Province de Québec
 District de Montmagny
 Bref d'exécution

Cour Supérieure, No 10-815. { HENRI BOUTIN, négociant, St-Magloire, comté de Bellechasse, demandeur; vs YVON BROCHU, St-Magloire, comté de Bellechasse, défendeur.

« Une ferme à St-Magloire, comté de Bellechasse, contenant cent quatre acres en superficie, plus ou moins, désignée comme étant les lots numéros onze-A et onze-B pour le rang deux, canton de Bellechasse, (11-A et 11-B, rg 2.) avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

« Une terre à St-Magloire, contenant cinquante-deux acres en superficie, plus ou moins, désignée comme étant la juste moitié sud-ouest en largeur par toute la profondeur du lot numéro douze pour le rang trois (1/2 S.O. 12, rg. 3.) canton de Bellechasse, sans bâtisse, mais avec le droit pour ledit Yvon Brochu de servir de la grange érigée sur la demie nord-est du même lot, conjointement avec son frère Paul-Émile Brochu, à charge de contribuer pour moitié avec ce dernier aux frais d'entretien et de réparations

MONTMAGNY

De Bonis et de Terris
 Canada — Province of Quebec
 District of Montmagny
 Writ of Execution

Superior Court, No. 10-815. { HENRI BOUTIN, merchant, St-Magloire, county of Bellechasse, plaintiff, vs YVON BROCHU, St-Magloire, county of Bellechasse, defendant.

« A farm at St-Magloire, county of Bellechasse, containing one hundred and four acres in area, more or less, designated as being lots numbers eleven-A and eleven-B for range two, township of Bellechasse, (11-A and 11-B, rg 2.) with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

« A piece of land at St-Magloire, containing fifty-two acres in area, more or less, designated as being the exact southwest half in width by the whole depth of lot number twelve for range three (1/2 S.W. 12, rg. 3.) township of Bellechasse, without buildings, but with the right for the said Yvon Brochu to make use of the barn erected on the northeast half of the same lot, jointly with his brother Paul-Émile Brochu, with the condition of contributing with the latter to half of the maintenance and repair expenses of the

de ladite bâtisse, ledit Yvon Brochu jouissant d'un droit de passage également sur ladite demie nord-est du même lot pour communiquer de la partie sud-ouest sus décrite à la grange déjà mentionnée, et le tout tel que stipulé à l'acte enregistré numéro 92263. »

À réserve sur ladite demie sud-ouest du lot douze susdit, de la coupe de tout le bois qui s'y trouve et qui croît et croîtra d'hui au 15 janvier 1977 avec tous les droits de passage et vacation nécessaires et droits inhérents à l'exploitation, le tout en faveur de Delphis Brochu.

Ledit demi-lot est borné en front au nord-ouest par le chemin de front, au nord-est par la partie nord-est du même lot appartenant à Paul-Émile Brochu, au sud-est par le rang quatre et au sud-ouest par le lot 13 desdits rang et canton. »

Pour être vendues à la porte de l'église de St-Magloire, comté de Bellechasse, MARDI, le VINGT ET UNIÈME (21) jour de JUIN 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY.
Montmagny, 10 mai 1966. 15160-19-2-0

Le Shérif,

building, said Yvon Brochu having also a right-of-way on said north-east half of the same lot to communicate from the above-mentioned southwest part to the barn already mentioned, and the whole as stipulated in the registered deed No. 92263." »

With reserve on the said southwest half of lot twelve above-mentioned, of the cutting of all lumber existing thereon and growing and to grow from to-day to January 15, 1977, with all the rights-of-way and necessary fees and inherent rights to exploitation, the whole in favour of Delphis Brochu.

The said half-lot is bounded in front on the northwest by the front road, on the northeast by the northeast part of the same lot belonging to Paul-Émile Brochu, on the southeast by range four and on the southwest by lot 13 of said range and township." »

To be sold at the church door of St-Magloire, county of Bellechasse, TUESDAY, the TWENTY-FIRST (21) day of JUNE, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, JEAN-PAUL TREMBLAY, Sheriff.
Montmagny, May 10, 1966. 15160-19-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { P. E. BOUFFARD LTÉE,
No 25,439. { P. a legal corporation having
son siège social dans la ville
de Matane, district de Rimouski, demanderesse
vs GEORGES-HENRI BLAIS, ci-devant de
Matane et demeurant actuellement à Les Méchins,
district de Rimouski, défendeur.

Un terrain ou emplacement situé à Les Méchins, mesurant soixante pieds (60) de front sur cent pieds (100) de profondeur, mesure anglaise, borné au nord par le fleuve St-Laurent, à l'est et à l'ouest à la propriété du vendeur, et au sud par la route nationale, étant connu et désigné, faisant partie de la subdivision six du lot No sept (Pte. 7-B-6) du premier rang au cadastre officiel révisé du canton Daliabaire, avec maison dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Édouard des Méchins, le QUINZIÈME jour de JUIN, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 9 mai 1966. 15063-19-2-0

Le Député-Shérif,

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { P. E. BOUFFARD LTÉE,
No. 25,439. { P. a legal corporation ha-
ving its head office in the
town of Matane, district of Rimouski, plaintiff,
vs GEORGES-HENRI BLAIS, heretofore of
Matane, and actually domiciled at les Méchins,
district of Rimouski, defendant.

A lot of land or emplacement situated at Les Méchins, measuring sixty feet (60) in front by one hundred feet (100) in depth, English measure, bounded on the north by the St-Lawrence River, on the east and west by the property of the Vendor, and on the south by National Road, being known and designated as forming part of subdivision 6B of lot No. 7 seven (Pt. 7-B-6) in the first range of the revised official cadaster for the township of Daliabaire, with house thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Édouard des Méchins, on the FIFTEENTH day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, JACQUES MARTIN, Deputy-Sheriff.
Rimouski, May 9, 1966. 15063-19-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { PAUL ÉMILE COUTU-
No 13,472. { PAUL ÉMILE COUTU-
RIER, domicilié au 91,
rue de l'Aréna, Amqui, district
de Rimouski, demandeur vs ARTHUR
MORIN, domicilié à Amqui, district de Rimouski,
défendeur.

Le lot No 89-3-59, du rang I du canton Lepage, de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 89-3-61, au nord-est par le lot 89-3-58 au sud-est par le lot 89-3-53 (rue St-Louis), au sud-ouest par le lot 89-3-60, mesurant soixante-neuf pieds au nord-ouest, cent pieds au nord-est

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { PAUL ÉMILE COUTU-
No. 13,472. { PAUL ÉMILE COUTU-
RIER, domiciled at 91,
l'Aréna St., Amqui, district
of Rimouski, plaintiff, vs ARTHUR MORIN,
domiciled at Amqui, district of Rimouski, defend-
ant.

Lot No. 89-3-59, of range I of Lepage township, of irregular figure, bounded on the northwest by lot 89-3-61, on the northeast by lot 89-3-58, on the southeast by lot 89-3-53 (St-Louis St.), on the southwest by lot 89-3-60, measuring sixty-nine feet on the northwest, one hundred

et au sud-ouest, quatre-vingt-seize pieds au sud-est, sans bâtisses, à charge par l'acquéreur d'une rente foncière de \$15.00 par année à Chs. Aimé Viens.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Benoit, Joseph Labre d'Amqui, le QUATORZIÈME jour de JUIN, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Député-Sherif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 9 mai 1966. 15064-19-20

feet on the northeast and on the southwest, ninety-six feet on the southeast, without buildings, at charge by the purchaser of a ground rent of \$15.00 by year to Chs. Aimé Viens.

To be sold at the parochial church door of St-Benoit, Joseph Labre, of Amqui, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, May 9, 1966. 15064-19-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **SUN LIFE DU CANADA,**
No 31,678. { Compagnie d'Assurance-
vie, ayant sa principale place
d'affaires au Carré Dominion, à Montréal, district
de Montréal, demanderesse, vs GÉRARD
LAROUCHE, domicilié et résidant à 791, rue
de la Pente Douce, Alma, district de Roberval,
défendeur.

Avis de vente

« Un terrain ou emplacement situé en la Cité d'Alma étant et comprenant la redivision quarante-trois de la subdivision « B », du lot original numéro deux (2-B-43), du rang Saguenay, au cadastre officiel du canton Labarre, et mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur. Sujet aux servitudes de baignages et autres concédées suivant titres enregistrés. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire les servitudes concédées. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Pierre de la Cité d'Alma, comté Lac St-Jean, district de Roberval, le SEIZIÈME jour de JUIN, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Sherif,

Bureau du Sherif, LÉON-AURICE LAVOIE.
Palais de Justice, Roberval, le 7 mai 1966. 15163-19-20

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT**
No 4484. { **AGRICOLE DU QUÉ-**
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, requérant, vs
JOSEPH PERREAULT, cultivateur de Garthby,
comté de Wolfe, et résidant à St-Henri,
comté de Lévis, intimé.

« Une terre située dans la canton de Garthby, comté de Wolfe, avec bâtisses dessus construites, connue et désignée sous les numéros dix-A et dix-D (10-A et 10-D), du septième rang, au cadastre officiel du canton de Garthby, distraction faite des susdits terrains des parties vendues à Sa Majesté le Roi (Voirie) par acte de vente reçu devant Me J. A. Poitras, notaire, le 22 juillet 1949, et enregistré au bureau d'enregistrement de Wolfe, sous numéro 54,684 et sujets à la servitude en faveur de la Shawinigan Water

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Superior Court, { **SUN LIFE OF CANADA,**
No. 31,678. { an Insurance Company,
having its principal business
place at Dominion Square, Montreal, district of
Montreal, plaintiff, vs GÉRARD LAROUCHE,
domiciled and residing at 791 de la Pente Douce
Street, Alma, district of Roberval, defendant.

Notice of sale

“A piece of land or emplacement situated in the City of Alma being and including redivision forty-three of subdivision “B”, of original lot number two (2-B-43), of the Saguenay Range, on the official cadastre of the township of Labarre, and measuring seventy-five feet in width by ninety feet in depth. Subject to swimming servitudes and other grants according to registered deeds. The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Safe to distract the conceded servitudes”.

To be sold at the church door of the parish of St-Pierre of the City of Alma, county of Lake St. John, district of Roberval, on the SIXTEENTH day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-AURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Roberval, May 7, 1966. 15163-19-2

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis
(Sherbrooke)

Superior Court, { **THE QUEBEC FARM**
No. 4484. { **CRÉDIT BUREAU,**
body politic and incorporated,
having its head office in Québec, petitioner vs
JOSEPH PERREAULT, farmer of Garthby,
county of Wolfe, and residing at St-Henri,
county of Lévis, respondent.

“A lot of land situated in the township of Garthby, county of Wolfe, with buildings thereon erected, known and designated under numbers ten-A and ten-D (10-A and 10-D), in the seventh range, on the official cadaster for township of Garthby, division being made from the aforesaid lots of land, parts sold to his Majesty, the King (Department of Roads) by a deed of sale before Me. J. A. Poitras, notary, on July 22, 1949, and registered in the registration division of the county of Wolfe, under

and Power suivant acte enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 53,385. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale St-Charles-Borromée, Garthby, comté de Wolfe, MARDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES,
Palais de Justice, Sherbrooke,
ce 6 mai 1966. 15080-19-2-0
[Première insertion: le 14 mai 1966]

Fieri Facias de Terris
District de St-François
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, } L'OFFICE DU CRÉDIT
No 31,221. } AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur,
vs RENAUD VANASSE, cultivateur de Coaticook, Co. Stanstead, défendeur, et LIONEL JACQUES, 67 ouest rue King, Sherbrooke, en sa qualité de syndic à la cession de biens du défendeur, mis-en-cause.

« Une propriété de ferme aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Barford connue et désignée comme étant:

1^o Le lot huit-A (8-A) dans le dixième rang de la contenance de cent dix acres et cinquante-six centièmes en superficie;

2^o Toute la partie sud du lot huit-C (Ptie 8-C) dans le sixième rang, qui se trouve au sud du chemin connu sous le nom de Chemin Rainville, ladite partie bornée comme suit: au nord et nord-est par le Chemin Rainville, à l'est par partie du lot huit-B rang dix, au sud par partie du lot huit-A dans le même dixième rang et à l'ouest par partie du lot neuf-A du même dixième rang, de la contenance de trente acres plus ou moins;

3^o Toute la partie sud du lot huit-B (Ptie 8-B) dans le dixième rang laquelle partie se trouve au sud du chemin connu sous le nom de Chemin Rainville ladite partie bornée comme suit: au nord et nord-est par le Chemin Rainville, à l'est par partie du lot sept-B rang dix, au sud par partie du lot huit-A dans le dixième rang et à l'ouest par partie du lot huit-C dans le dixième rang, de la contenance de cinq acres plus ou moins;

4^o Toute la partie sud du lot sept-D (Ptie 7-D) dans le dixième rang, laquelle partie se trouve au sud du chemin connu sous le nom de Chemin Rainville, sauf et excepté cependant de cette partie dudit lot, une lisière de huit rods de largeur prise dans la partie ouest dudit lot et au sud du chemin connu sous le nom de Chemin Rainville, cette lisière partant dudit chemin Rainville allant vers le sud ou chemin appelé Chemin Foster maintenant fermé, ladite partie du lot appartenant à l'emprunteur étant bornée comme suit: au nord et nord-est par le chemin appelé Chemin Rainville, à l'est par partie du lot sept-C rang dix, au sud par le Chemin Foster et à l'ouest par partie du lot sept-D étant la lisière de terre ci-haut mentionnée, de la contenance de dix acres plus ou moins.

Le tout avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale Saint-Edmond, Coaticook,

number 54,684 and subject to the servitude in favor of the Shawinigan Water and Power, pursuant to an act registered at the said registration Office, under number 53,385."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Charles-Borromée, Garthby, county of Wolfe, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Sherbrooke,
May 6, 1966. 15080-19-2
[First insertion: May 14, 1966]

Fieri Facias de Terris
District of St-Francois
(Sherbrooke)

Superior Court, } QUEBEC FARM CRE-
No. 31,221. } DIT BUREAU, body
politic and corporate, having
its head office at Quebec, plaintiff, vs RENAUD VANASSE, farmer of Coaticook, Co. Stanstead, defendant, and LIONEL JACQUES, 67 King Street West, Sherbrooke, in his capacity as trustee to the assignment of property of the defendant, mis-en-cause.

"A farm on the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Barford known and designated as being:

1. Lot eight-A (8-A) in the tenth range containing one hundred and ten acres and fifty-six hundredths in area;

2. The whole south part of lot eight-C (Pt 8-C) in the tenth range, which lies south of the road known under the name of Chemin Rainville, said part bounded as follows: on the north and northeast by the Chemin Rainville, on the east by part of lot eight-B range ten, on the south by part of lot eight-A in the same tenth range and on the west by part of lot nine-A of the same tenth range, containing thirty acres more or less;

3. The whole south part of lot eight-B (Pt 8-B) in the tenth range which part lies south of the road known under the name of Chemin Rainville the said part bounded as follows: on the north and northeast by the Chemin Rainville, on the east by part of lot seven-B range ten, on the south by part of lot eight-A in the tenth range and on the west by part of lot eight-C in the tenth range, containing five acres more or less;

4. The whole south part of lot seven-D (Pt 7-D) in the tenth range, which part lies south of the road known under the name of Chemin Rainville, save and except however from this part of said lot, a strip of eight rods in width taken in the west part of said lot and south of the road known under the name of Chemin Rainville, this strip going from said Chemin Rainville towards the south or road called Chemin Foster now closed, the said part of lot belonging to the borrower being bounded as follows: on the north and northeast by the road called Chemin Rainville, on the east by part of lot seven-C range ten, on the south by the Chemin Foster and on the west by part of lot seven-D being the strip of land above-mentioned, containing ten acres more or less.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Edmond, Coaticook, TUESDAY,

MARDI, le CINQUIÈME (5) jour de JUILLET 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 25 mai 1966. 15389-22-2
[Première insertion: le 4 juin 1966]

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

the FIFTH (5) day of JULY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Court House,
Sherbrooke, May 25, 1966. 15389-22-2
[First insertion: June 4, 1966]

DONAT JACQUES,
Sheriff.

T É M I S C A M I N G U E

T É M I S C A M I N G U E

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, { CONTINENTAL DIS-
Ville Marie, No 2121. } COUNT CORPORA-
TION, corporation légalement
constituée, ayant son siège
social à La Sarre, P. Q., demanderesse vs GAU-
DET AUTO LTÉE, corporation légalement consti-
tuée et ayant son siège social à Ville Marie,
P. Q., et JEAN-CLAUDE GAUDET garagiste
de Ville Marie, P. Q. défendeurs.

Un morceau de terre au village de Ville Marie, comprenant les lots connus et désignés sous les numéros quarante-deux et quarante-trois de la subdivision du lot numéro cent cinquante et un aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville Marie, Nos 151-42, 151-43, et ptie No 151 V. M.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec la construction y érigée et servant de garage et de résidence privée, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter et tout l'équipement et les accessoires et outils actuellement sur les lieux et qui pourront s'y trouver durant le cour des présentes par la partie de première part pour l'opération de son commerce, tous tel équipement, outils, et accessoires étant par les présentes déclarés par l'emprunteur immeubles par destination du propriétaire.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ville Marie, le ONZIÈME jour de JUILLET 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q.
Le 24 mai 1966

Le Shérif,
J. P. HALLÉE.

15399-22-2

Superior Court, { CONTINENTAL DIS-
Ville Marie, No. 2121. } COUNT CORPORA-
TION, a corporation legally
incorporated, having its head
office at La Sarre, P.Q., plaintiff vs GAUDET
AUTO LTÉE, a corporation legally incorporat-
ed, and having its head office at Ville Marie,
P.Q., and JEAN-CLAUDE GAUDET, garage
keeper, Ville Marie, P.Q. defendants.

A piece of land in the village of Ville Marie, comprising lots known and designated under numbers forty-two and forty-three of the subdivision of lot number one hundred and fifty-one on official plan and book of reference for the village of Ville Marie, Nos 151-42, 151-43 and Pt. No. 151 V.M.

As the whole now subsists, with the building thereon erected and used as garage and private residence, circumstances and dependencie, and the servitudes that may affect it and all the equipment and supplies and tools presently on the premises and could be there during the course of the presents by the party of the first part for the operation of his business, all such equipment, tools and accessories being by the present, declared by the borrower, immoveables by destination of the owner.

To be sold at the parochial church door of Ville Marie, on the ELEVENTH day of JULY, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q.
May 24, 1966.

J. P. HALLÉE,
Sheriff.

15399-22-2

T E R R E B O N N E

T E R R E B O N N E

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Cour Supérieure, { THE MUTUAL LIFE
No 57,016. } ASSURANCE COM-
PANY OF CANADA, une
corporation ayant son bureau Chef en la cité de Waterloo, province d'Ontario, et une place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, demanderesse; vs ROLAND LAFORTUNE, marchand, demeurant et domicilié au numéro 20 de la rue Vaillancourt, en la cité de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, défendeur.

Superior Court, { THE MUTUAL LIFE
No. 57,016. } ASSURANCE COM-
PANY OF CANADA, a
corporation having its head office in the city of Waterloo, Province of Ontario, and a place of business in the city of Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs ROLAND LAFORTUNE, merchant, living and domiciled at number 20 Vaillancourt Street, in the city of Ste-Thérèse, district of Terrebonne, defendant.

Avis de vente

Notice of sale

« L'immeuble ci-après désigné et appartenant lors du jugement à Roland Lafortune et dont le curateur H. Diamond est en possession *animo domini*:

«The immovable hereinafter designated and belonging, at the time of the judgment, to Roland Lafortune, and the curator of which, H. Diamond, is in possession *animo domini*:

Un emplacement de forme irrégulière situé sur la rue Vaillancourt, en la cité de Ste-Thérèse

An emplacement or irregular shape, situated on Vaillancourt Street in the city of Ste-Thérèse,

connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la resubdivision officielle du lot numéro cinquante-six de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-trois (53-56-2) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ste-Thérèse de Blainville, contenant en superficie cinq mille six cent cinq pieds carrés (5,605'), mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison dessus érigée portant le numéro civique 20 de ladite rue Vaillancourt.

Sujet à une servitude en faveur de la compagnie de Téléphone Bell du Canada, ainsi qu'il apparait à un acte de création de servitude reçu devant Me Guy Blanchard, notaire, le trentième jour de septembre mil neuf cent cinquante-sept (1957) enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne sous le numéro 220563.»

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale catholique de Ste-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, MARDI le SEPTIÈME jour de JUIN mil neuf cent soixante-six, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Saint-Jérôme, le 6 mai 1966. VILLENEUVE HUOT.
15130-19-20

known and designated as being lot number two of the official resubdivision of lot number fifty-six of the official subdivision of lot number fifty-three (53-56-2) on the official plan and in the book of reference of the village of Ste-Thérèse de Blainville, having an area of five thousand six hundred and five square feet (5,605'), English measure and more or less.

With the house thereon erected, bearing civic number 20 on said Vaillancourt Street.

Subject to a servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada, as it appears on a deed of creation of servitude received by Me Guy Blanchard, notary, on the thirtieth day of September, one thousand nine hundred and fifty-seven (1957), registered in the registry office of the county of Terrebonne under number 220563."

To be sold at the Parochial Church door of Ste-Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, on TUESDAY, the SEVENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-six at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Sheriff's Office, *VILLENEUVE HUOT,*
Saint-Jérôme, May 6, 1966. *Sheriff.*
15130-19-2

INDEX N^o 22

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

865 — Règlements du Parc provincial des Laurentides.....	3093
865 — Regulations of the Laurentides Provincial Park.....	3093
886 — Règlements relatifs aux travaux exécutés dans le voisinage de lignes électriques.....	3097
886 — Regulations governing work carried out in the vicinity of electrical lines.....	3097
909 — Règlement de la Commission de la fonction publique du Québec relatif au personnel enseignant.....	3104
909 — Regulation of the Quebec Civil Service Commission relative to teaching personnel.....	3104
923 — Règlement pour la réserve de chasse et de pêche de Mistassini.....	3095
923 — Regulation for the game and fish reserve of Mistassini.....	3095
966 — Chasse de l'orignal dans un parc et deux réserves.....	3096
966 — Moose hunting in one park and two reserves.....	3096
967 — Périodes de chasse de l'orignal, du chevreuil et du caribou.....	3103
967 — Hunting periods for moose, deer and Caribou.....	3103
968 — Chasse du lièvre.....	3097
968 — Hare hunting.....	3097
973-A — Coiffeurs pour hommes et dames, St-Jean et Iberville.....	3100
973-A — Men's and ladies' hairdressers, St. Jean and Iberville.....	3100
973-B — Salariés de garages, Shawinigan.....	3100
973-B — Garage employees, Shawinigan.....	3100
973-C — Salariés de garages, Trois-Rivières.....	3101
973-C — Garage employees, Trois-Rivières.....	3101
973-D — Métal en feuille, Montréal.....	3102
973-D — Sheet metal, Montreal.....	3102
973-E — Métal en feuille, Montréal.....	3102
973-E — Sheet Metal, Montreal.....	3102

ASSOCIATIONS Coopératives

COOPERATIVES Associations

Association coopérative de Normandin (<i>Nom - Name ch.</i>).....	3106
Fédération des coopératives étudiantes du Québec (<i>Form.</i>).....	3106
Magasin Co-op de Crabtree (<i>Nom - Name ch.</i>).....	3106
Magasin Co-op de Ste-Anne de Roquemaure (<i>Nom - Name ch.</i>).....	3106

AVIS

NOTICES

Bélangier, Joseph Roger Wilbrod Léonard (<i>Requête - Petition</i>).....	3110
Kirk, Walter Frank (<i>Requête - Petition</i>).....	3109
Lauwereyns, Edgar Lucien Willy (<i>Requête - Petition</i>).....	3107
Loi électorale de Québec (<i>Agence de publicité</i>).....	3108
Loi électorale de Québec (<i>Agence de publicité</i>).....	3108
Loi électorale de Québec (<i>Agence de publicité</i>).....	3108
Montes, Marie-Claudette-Louise (<i>Nom - Name ch.</i>).....	3108
Nugent, Harvie Robert (<i>Nom - Name ch.</i>).....	3108
Oravsky, Erwin (<i>Requête - Petition</i>).....	3107

AVIS

(suite)

Quebec Election Act (*Publicity agency*) 3108
 Quebec Election Act (*Publicity agency*) 3108
 Quebec Election Act (*Publicity agency*) 3108
 Richelieu, village (*Requête - Petition*) 3109
 Saint-Jérôme, parish (*Rachat d'obligations - Redemption of bonds*) 3109
 St-Pascal, village (*Requête - Petition*) 3110
 Sanigorski, Boleslaw Maurice (*Requête - Petition*) 3107
 Selechonek, Hyman (*Requête - Petition*) 3107
 Strulevich, Issie (*Requête - Petition*) 3107
 Waychison, John (*Nom - Name ch.*) 3108

CAISSES d'épargne et de crédit SAVINGS and credit unions

Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Ste-Anne (*Form.*) 3110

COMPAGNIES COMPANIES

Avis relatifs à la loi des Chartes - Abandon de **Notices relative to the Act of Chartres - Surrender of**

Agences d'Assurance Mailhot Inc. (*Les*) 3111
 Champlain Tire Service Limited 3111
 Comité des Hôpital du Québec 3111
 Paul Construction Limitée 3111
 Sherkin Bros. (Quebec) Ltd. 3111

Dissoutes Dissolved

Association des Cardiologues de la province de Québec 3112
 Association of Cardiologists of the Province of Quebec 3112
 Canadian Family Food Plan Ltd. 3112
 Canton Development Corp. 3112
 Chambly Housing Development Corp. 3112
 Decastelneau Corp. 3112
 Gaz Bar Bellevue Inc. 3112
 Gomberg Construction Inc. 3112
 Grand Boulevard Land Company 3113
 Gross & Segal Construction Co. Ltd. 3113
 Hampstead Steel & Metal Ltd. 3113
 Hi-Poultry Farm Ltd. 3113
 Kent Holdings Limited 3113
 Lachute Market Ltd. 3114
 Lark Development Corp. 3113
 Leistel Holding Co. Ltd. 3113
 Marché Lachute ltée 3114
 Merlin Realty Corp. 3114
 Perreault (Yoland) construction ltée 3114
 Rapoport Investment Corp. 3114
 Restaurant Devon inc. 3114
 St. Castin Skidoo Inc. 3115
 St. Lawrence Clothing (1963) Inc. 3114
 Sandra Enterprises Inc. 3114
 Shoreline Limited 3115
 Skidoo St-Castin inc. 3115
 Société d'Orthopédie et de Traumatologie de la province de Québec 3115
 Stanstead Granite Ltd. 3115
 Thomson Realities Limited. 3115
 Val d'Or Coal Limited 3115
 Val d'Or Coal limitée 3115
 Van-Green Investments Inc. 3116

Divers Miscellaneous

Association des commerçants et hôteliers de Ste-Anne-de-Beaupré (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*) 3116
 Beldor Inc. (*Rir.*) 3116
 Buckingham Lumber Limited (*Dir.*) 3116
 Centre étudiant Sainte-Marie inc. (*Règl. By-laws*) 3116

NOTICES

(continued)

Chester Wood Products Ltd. (*Dir.*) 3117
 Dorma inc. (*Dir.*) 3117
 Foyer St-Henri inc. (*Règl.-By-laws*) 3116
 Hersh Woolens Ltd. (*Dir.*) 3117
 Montreal Finishing Corporation (*Dir.*) 3117
 Park Hall Inc. (*Dir.*) 3117
 Placements Drummond inc. (*Dir.*) 3116
 Placements Drummond inc. (*Dir.*) 3117
 Produits du bois Chester ltée (*Dir.*) 3117
 St. Lawrence Diversified Lands Ltd. (*Dir.*) 3117
 Streamlined Sportswear (1966) Inc. (*Dir.*) 3117
 Terres diversifiées du St-Laurent ltée (*Les*) (*Dir.*) 3117

Lettres patentes Letters Patent

Amis des scouts de Baie-Comeau (*Les*) 3052
 Amos Automobiles Accommodation Inc. 3052
 Arc Painting Limited 3053
 Asbestex Ltd. 3053
 Association des employés non-enseignants de l'Université de Montréal, inc. 3053
 Atlas asphalte (1966) inc. 3054
 Auberge Danville inc. 3054
 "Aurelle" Audio Vocal Centre Ltd. 3057
 Automobiles Ponderosa ltée (*Les*) 3080
 Berjen inc. 3055
 Blouin (J. L.) ltée 3055
 Boudreault (R.) et fils assurances inc. 3055
 Boutique aux cadeaux inc. (*La*) 3055
 Boutique Dejen-Del inc. 3056
 Buanderie Claire inc. 3056
 Calder (Murray) Graphic Design Ltd. 3056
 Cantin & frère (Hauterive) inc. 3057
 Casabon (André) ltée 3057
 Centre audio vocal "Aurelle" ltée 3057
 Cercle Personnelité de Sherbrooke inc. 3058
 Certa étanchéité inc. 3058
 Certa Moisture Proofing Inc. 3058
 Chalets de Larouche, inc. (*Les*) 3058
 Chambly Tool & Heat Treat Corp. 3059
 Chouinard & fils ltée 3059
 Cidorge ltée 3059
 Club de football Les Castors de Montréal limitée (*Le*) 3076
 Comet Petroleum Inc. 3060
 Compagnie de protection S.I.S. de Québec limitée (*La*) 3083
 Constructions Stéphane ltée (*Les*) 3060
 Corporation de gestion et de placements l'Acadie inc. 3060
 D. G. industries ltée 3061
 D. G. Industries Ltd. 3061
 Desko Precision Ltd. 3061
 Drug Distributing (Quebec) Ltd. 3061
 Dubord Canteen Vending Inc. 3062
 Eastern Leasing Inc. 3062
 École de coiffure Charles inc. 3062
 Entreprises Jarpo inc. (*Les*) 3063
 Entreprises Mador inc. (*Les*) 3063

Lettres patentes*(suite)*

Entreprises Maurice Cloutier inc. (Les)	3063
Entreprises Rimac inc.	3063
Epac Electric Limited	3064
Epac électrique limitée	3064
Erimil Investment Corporation	3064
Fantaisistes Laurentiens inc. (Les)	3064
Fauno inc.	3065
Fenêtres Forêt Blanche inc.	3065
Ferland & Dufour ltée	3066
Fleur de Lys Motor Sales Ltd.	3066
Fondation Georges Perras (La)	3066
Garderie Bon-Air inc.	3067
Génois (Raymond) inc.	3067
Gevry Transport Inc.	3067
Globus Florescent Inc.	3068
Greenhoff Ladies Ready To Wear Inc.	3068
Hamburg (H.) & Company Inc.	3068
Hier Insurance Agency Inc.	3069
Horloges enregistreuseuses industrielles ltée	3069
Immeubles Mobelle inc. (Les)	3069
Immeubles Remard inc. (Les)	3069
Industrial Time Recorders Ltd.	3069
Institut des techniques des associations incorporée	3070
K. & L. Plumbing Services Inc.	3070
Keith Holding Corp.	3071
Key Distributors Ltd.	3071
Koenig (Andrew) Importing Co. Ltd.	3071
Laema Moto Club Inc.	3072
Lapointe marine inc.	3072
LaSalle Body Shop Inc.	3072
Lemire (J. A.) automobile ltée	3073
Lessard (T. J.) (Équipement de bureau) inc.	3073
Little Shoeshine Boys Inc.	3079
Mador Enterprises Inc.	3063
Maison des Débardeurs de Montréal inc. (La)	3073
Manoir Investments Ltd.	3074
Marché B. Abugov inc.	3074
Marché Bernier inc.	3074
Marché McCarthy inc.	3074
Marejn Worsted Spinning Mills Ltd.	3075
Matério Plessis inc.	3075
McCarthy Market Inc.	3074
Megantic Transvision Inc.	3075
Meubles Bélanger ltée	3076
Montreal Beavers Football Club Li- mited	3076
Musée de l'automobile ltée	3076
Museum of the Automobile Ltd.	3076
Noranda Marine Inc.	3077
Norseab Holdings Inc.	3077
North Landscaping, Inc.	3077
Outaouais North Shore Investments Ltd.	3079
Palladium Inc.	3078
Panlaconian Association of Montreal Inc.	3078
Park Hall Inc.	3078
Petits Circurs inc. (Les)	3079
Placements Lucien Larivée ltée	3079
Placements du Nord de l'Outaouais ltée (Les)	3079
Pollack Insurance Agency Inc.	3080
Ponderosa Motors Ltd.	3080
Quebec Fur Specialists Inc.	3084
Rageot ltée	3080
Restaurant La Madelon inc.	3081
Restaurant du Parc inc.	3081
Romacon (Quebec) Inc.	3081
Roy (Donatien) et fils ltée	3082
Saint-Constant auto ltée	3082

Letters Patent*(continued)*

Saint-Constant Auto Ltd.	3082
St-Rémi Haulaway Inc.	3082
Salon Esperanto ltée	3083
Service Central de Construction Julien inc.	3083
Service de plomberie K. & L. inc.	3070
S.I.S. Protection Company of Quebec Limited (The)	3083
Société des spécialistes en fourrure du Québec inc.	3084
Sodin inc.	3084
Solv limitée (La)	3084
Soudure de Thetford Inc. (La)	3085
Stéphane Construction Ltd.	3060
Textilana Jobbing Inc.	3085
Thauvette (G.) & frères ltée	3085
Trans-Canada Transfer & Storage Inc.	3086
Transport et entreposage Trans-Canada inc.	3086
Universal Waste Materials Inc.	3086
V. D. Construction Inc.	3086
Vendeurs d'automobiles Fleur de Lys ltée	3066
Viking Art Corp.	3087
Vitrierie Rondeau inc.	3087
Western Metal Manufacturing Co. Ltd.	3087
Yamaha Sports Corp.	3088

**Lettres patentes
supplémentaires****Supplementary
Letters Patent**

Association des hommes d'affaires de Laval inc.	3088
Beaubien (L. G.) & cie limitée	3088
Beaubien (L. G.) & Co. Limited	3088
Cabana, Séguin & associés inc.	3089
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu	3089
Delta Precision Works Ltd.	3092
Drummond Business Forms Limited	3089
Faubourg Mont Ste-Anne inc.	3089
Gosselin-Garthby transport ltée	3089
Lamarre (Théo.) & cie ltée	3090
Laurier Mortgage and Finance Ltd.	3090
Megantic Auto Inc.	3090
Realty Fund Incorporated	3090
Rebom Inc.	3090
Ross (J. P.) Plastering Limited	3091
Savings and Investment Trust Company	3089
Seignory Timber Lands Ltd.	3091
Sherbrooke Aéroclub inc.	3091
Soca ltée	3091
Sol-Umus Inc.	3091
Spider Lake Fish & Game Club	3091
Toastess Corporation (Canada)	3092
Travaux de précision Delta ltée (Les)	3092
Tremblay (J. A.) & fils (assurances) inc.	3092
Tremblay (J. A.) & Sons (Insurance) Inc.	3092
Vidéo Déry, ltée	3093

Sièges sociaux**Head Offices**

Cartier Cravats Inc.	3118
Circle Cross Corp.	3119
Continental Housing Corporation	3118
Cravates Cartier Inc. (Les)	3118
Julian Realities Inc.	3118
Marsaw Investments Ltd.	3118
Midon Corporation	3119
Petroval Corporation Ltd.	3119
Rosen Enterprises Inc.	3118
St. Maurice Valley Lodge Inc.	3119
Société Petroval Ltée	3119
Transparent Pater Products Limited	3120
Trois-Rivières Gyro Inc.	3119

EXAMENS	EXAMINATIONS		
du Barreau	Bar	Ste-Thérèse, cité - city	3141
Hull, pratique-practice	3137	Sorel, cité - city	3139
Montréal, étude-study	3136		
Montréal, pratique-practice	3134	SYNDICATS	SYNDICATES
Québec, pratique-practice	3136	Professionnels	Professional
		Eastern Townships Association of Teachers (Const.- Inc.)	3148
		Fédération des policiers de Laval inc. (La) (Const.)	3148
		Fédération des travailleurs forestiers du Québec (U. C. C.) (La) (Const.- Inc.)	3148
		Syndicat des producteurs de lait industriel de la Gaspésie (U. C. C.) (Le) (Const.- Inc.)	3149
LIQUIDATIONS	WINDINGS		
avis de	up Notices	VENTES	SALES
Cercle des éleveurs de dindons de St-Adelphe	3120	SHÉRIFS	SHERIFFS
Ste-Marie Snack Bar of Quebec Inc.	3120	Abitibi	Abitibi
		Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Gagnon	3149
		Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Gagnon	3149
MINISTÈRES	DEPARTMENTAL	Beauharnois	Beauharnois
Affaire municipale	Municipal Affair	Construction Salaberry Inc. (Les) <i>vs</i> Turgeon	3149
Andréville, village (Publ.)	3120	Chicoutimi	Chicoutimi
		Compagnie Trust Royal <i>vs</i> Perron	3150
Éducation	Education	Royal Trust Company <i>vs</i> Perron	3150
<i>Municipalité scolaire de: School Municipality of:</i>		Hauterive	Hauterive
Échourie (Acc.- Grant.)	3121	Racine <i>vs</i> Bouchard	3150
Rosemère (Dem.- Appl.)	3120	Iberville	Iberville
St-Téléphore (Dem.- Appl.)	3121	Bonneville <i>et al vs</i> Rouiller	3151
Two Mountains County School Board (Acc.- Grant.)	3121	Kyle <i>vs</i> Leclair	3152
Industrie	Industry	Joliette	Joliette
et Commerce	and Commerce	Lacombe <i>vs</i> Turcotte	3152
Avis de pêche aux coques	3122	Montmagny	Montmagny
Shell fishing notice	3122	Boutin <i>vs</i> Brochu	3155
Richesses naturelles	Natural Resources	Montréal	Montreal
Révocation de concession minière No 11, Beauchastel	3122	Jones (F.W.) & Son Ltd. <i>vs</i> Corsi	3152
Revocation of mining concession No. 11, Beauchastel	3122	Nicolet	Nicolet
		Clarke (M. A. B.) (1964) Limitée <i>vs</i> Gauthier	3153
Terres et Forêts	Lands and Forests	Québec	Quebec
<i>Cadastré: Cadastre:</i>		Dontigny <i>vs</i> Gagnon <i>et al</i>	3153
Laprairie de la Madeleine, par.	3123	Nappert <i>vs</i> Bilodeau	3154
Ste-Philomène, par.	3123	Queen (The) <i>vs</i> Flynn	3154
Wentworth, canton - township	3123	Reine (La) <i>vs</i> Flynn	3154
Travail	Labour	Richelieu	Richelieu
<i>Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:</i>		Plante <i>vs</i> Gladu	3155
Building materials, Province (Amend.)	3130	Rimouski	Rimouski
Construction (Marbre setters), Montréal (Mod.)	3123	Bouffard (P. E.) Ltée <i>vs</i> Blais	3156
Construction (Poseurs de marbre), Montréal (Amend.)	3123	Couturier <i>vs</i> Morin	3156
Matériaux de construction, Province (Mod.)	3130	Roberval	Roberval
		Sun Life du Canada <i>vs</i> Larouche	3157
		Sun Life of Canada <i>vs</i> Larouche	3157
NOMINATIONS	APPOINTMENTS		
Divers	3137		
Miscellaneous	3137		
PROCLAMATION	PROCLAMATION		
Convocation de la Législature	3138		
Convocation of the Legislature	3138		
SOUMISSIONS	TENDERS		
Courville, ville - town	3142		
Grand-Portage, c.s.r.- r.s.b. (Correction)	3138		
Jacques-Cartier, c.s.c.	3144		
Préville, ville - town	3146		
Provencher, c.s.r.- r.s.b.	3140		
Rivière-du-Loup, cité - city	3143		
St-Michel, cité - city	3147		

Saint-François	Saint Francis	Témiscamingue	Témiscamingue
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Perreault.....	3157	Continental Discount Corporation <i>vs</i> Gaudet Auto Ltée.....	3159
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Vanasse.....	3158		
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Perreault.....	3157	Terrebonne	Terrebonne
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Vanasse.....	3158	Mutual Life Assurance Company of Canada (The) <i>vs</i> Lafortune.....	3159

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.